

De la relance à l'action

Rapport d'étape sur le renouvellement
de la recherche nordique au Canada

JUIN 2005



*Rapport présenté par l'Institut sur
la gouvernance au Comité de planification
du Dialogue sur la recherche nordique*



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Le présent rapport, établi par John Graham et Evlyn Fortier, est présenté par l'Institut sur la gouvernance au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et au Comité de planification du Dialogue sur la recherche nordique. Ce dialogue a eu lieu en mars 2004 à Whitehorse, au Yukon.

L'Institut est un organisme canadien à but non lucratif fondé en 1990, qui a pour mission de promouvoir une gouvernance éclairée et responsable tant au Canada qu'à l'étranger. Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de son conseil d'administration, du CRSNG, du CRSH, des IRSC ou de toute autre organisation représentée au sein du Comité de planification.

CRSNG

350, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1A 1H5
www.crsng.gc.ca

CRSH

350, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1P 6G4
www.crsh.gc.ca

IRSC

160, rue Elgin, 9^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0W9
www.irsc.gc.ca

Institut sur la gouvernance

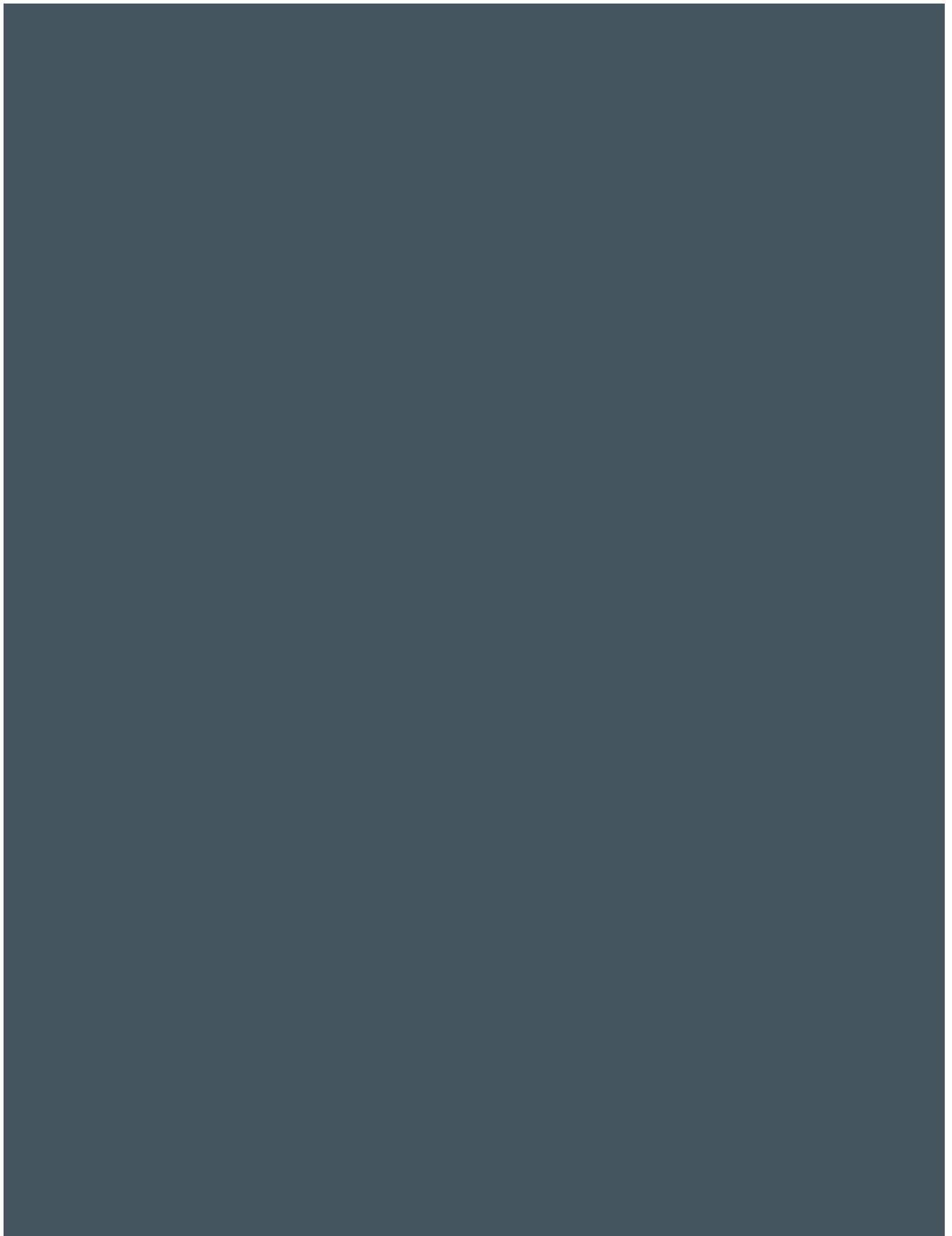
122, rue Clarence
Ottawa (Ontario)
K1N 5P6
www.iog.ca

ISBN NS3-38/2005F 0-662-70816-4

Les photos ont été gracieusement offertes par des chercheurs de l'Université Laval (réseau de recherche CASES et Centre d'études nordiques) ainsi que des employés du CRSNG qui ont participé au Dialogue sur la recherche nordique en 2004.

Table des matières

Sommaire	v
Introduction	1
Contexte	5
Remerciements	7
I. Aperçu	9
II. Analyse détaillée des recommandations	13
III. Conclusion et prochaines étapes	39
Annexe 1	
Recommandations du Dialogue	43
Annexe 2	
Délibérations de l'atelier :	
Dialogue sur la recherche nordique	45
Annexe 3	
Comité de planification :	
Dialogue sur la recherche nordique	69
Annexe 4	
Liste des participants au Dialogue	71
Annexe 5	
Liste des interviewés	79



Sommaire

Une mobilisation et une collaboration sans précédent impriment une nouvelle orientation à la science nordique¹ au Canada. De plus en plus, ce sont les trois gouvernements territoriaux, les groupes autochtones, les chercheurs et les collectivités nordiques – en collaboration avec les autres intervenants du milieu de la recherche et du secteur public – qui déterminent les priorités en matière de recherche scientifique et la façon dont elle doit être menée dans le Nord.

En septembre 2000, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ont publié le rapport d'un groupe de travail conjoint², qui soulignait la nécessité d'établir des partenariats permanents et fructueux entre les chercheurs et les collectivités nordiques pour définir les besoins, planifier les programmes de recherche et transférer ou appliquer les résultats de la recherche. Selon les auteurs de ce rapport, les partenariats avec les collectivités du Nord doivent s'appuyer sur des consultations et un dialogue ouvert.

Des progrès ont été réalisés depuis la publication du rapport, mais il reste encore beaucoup à faire. En 2003, le CRSNG, le CRSH et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) ont formé un groupe de travail conjoint sur la recherche nordique pour mettre en évidence les défis et les possibilités en ce concerne l'amélioration de la recherche nordique.

¹ Pour notre propos, le Nord est défini comme « la région au nord de la limite méridionale du pergélisol discontinu ».

² *De l'état de crise à la relance – Rétablir le rôle du Canada dans la recherche nordique, rapport final présenté au CRSNG et au CRSH par le Groupe de travail sur la recherche nordique*, 2000.

³ Le CRSH, le CRSNG, les IRSC, Pêches et Océans Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada ainsi que Santé Canada.

⁴ On trouvera à l'annexe 1 *les Recommandations du dialogue* et à l'annexe 2 *les Délibérations de l'atelier : Dialogue sur la recherche nordique*.

Le Dialogue sur la recherche nordique, parrainé par six ministères et organismes fédéraux³, a été l'un des jalons posés par le Groupe de travail. Plus de 100 représentants du milieu de la recherche, d'organismes gouvernementaux, des organismes de financement et des collectivités ou des organisations nordiques se sont rendus à Whitehorse, au Yukon, pour participer à l'atelier de mars 2004.

Le Dialogue visait trois objectifs :

- Offrir des possibilités de réseautage aux intervenants qui s'intéressent à la recherche nordique.
- Donner aux intervenants l'occasion de déterminer les points forts, les lacunes et les obstacles concernant la recherche nordique et de formuler des idées sur la façon de combler les lacunes et de surmonter les obstacles.
- Déterminer les mesures qui permettraient d'améliorer la recherche nordique et de renforcer la collaboration entre les chercheurs des domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des sciences de la santé et les utilisateurs des résultats de recherche ainsi que des organismes qui appuient la recherche.

L'Institut sur la gouvernance, dont les représentants ont animé le Dialogue, a formulé 32 recommandations visant à améliorer la capacité de recherche nordique⁴.

Le point sur les recommandations

L'intérêt pour la recherche nordique s'est accru considérablement depuis le Dialogue de mars 2004, principalement grâce à des initiatives nationales et internationales. Sur la scène mondiale, le milieu de la recherche a commencé à se préparer en vue de l'Année polaire internationale (API) prévue

en 2007-2008. On estime que plus de 100 pays participants consacreront 1 milliard de dollars à des programmes scientifiques interdisciplinaires mettant l'accent sur les pôles Nord et Sud. En octobre 2004, les gouvernements fédéraux et territoriaux ont à leur tour rendu public le Cadre d'une stratégie pour le Nord, qui fait état du développement des sciences et de la recherche nordiques. La stratégie devrait être annoncée à la fin de 2005. L'Année polaire internationale et la Stratégie pour le Nord créent les conditions idéales pour faire progresser la recherche nordique à court et à long terme.

Pour les besoins de ces initiatives, l'Institut sur la gouvernance a réalisé des entrevues de suivi avec les principaux intervenants pour faire le point sur les 32 recommandations issues du Dialogue et recommander d'autres mesures. Les personnes interviewées ont indiqué les mesures qui ont été prises relativement aux recommandations, celles qui sont à prévoir et les recommandations qui sont demeurées lettre morte.

Recommandations ayant donné lieu à des mesures

- Établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique qui comprendrait tous les chercheurs, groupes, personnes-ressources et capacités au sein des universités, des gouvernements et des organismes du Nord (recommandation n° 4).
 - Accéder et consigner les connaissances des aînés (savoir traditionnel) dans les plus brefs délais (recommandation n° 8).
 - Encourager la communauté des chercheurs en général à reconnaître la nécessité et la valeur de la culture autochtone du Nord et du savoir traditionnel (recommandation n° 12).
 - Demander aux organismes de financement de mettre l'accent sur l'importance de présenter les résultats à la communauté, de la mobiliser et de faire participer les habitants du Nord à la recherche (recommandations n° 15, 16, 17, 18, 23).
 - Organiser un examen de la pertinence par la communauté et mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction par la communauté au sujet de l'éthique (recommandation n° 19).
 - Examiner les critères relatifs aux propositions de recherche et établir les critères d'évaluation pour garantir qu'ils reposent sur les besoins du Nord et pour encourager l'intégration du savoir traditionnel aux autres observations scientifiques (recommandation n° 20).
 - S'appuyer sur les modèles de gouvernance fructueux et sur les pratiques exemplaires (recommandation n° 27).
 - Diffuser l'information issue du Dialogue (recommandations n° 28 et 29).
- Coordonner la tenue périodique de Dialogues sur la recherche nordique pour garantir la responsabilisation, l'examen des processus et le prolongement utile des idées énoncées précédemment (recommandation n° 31).

Recommandations où des mesures sont à prévoir

Des mesures sont prises à l'heure actuelle ou le seront vraisemblablement à l'égard d'autres recommandations. L'élaboration de la Stratégie pour le Nord et la participation du Canada à l'Année polaire internationale auront une incidence sur la plupart des recommandations. Les trois organismes subventionnaires discutent par ailleurs d'une prise en charge concertée des enjeux transsectoriels dans l'espoir de lancer un programme pour l'Année polaire internationale. En outre, la Stratégie pour le Nord et l'Année polaire internationale contribueront grandement à encourager la participation d'autres organismes autochtones du Nord et devraient établir un groupe d'intérêt local pour la recherche nordique.

D'après les répondants, tout indique que les choses devraient bouger en ce qui a trait aux recommandations suivantes :

- Charger un comité directeur dans le Nord, avec des représentants de groupes autochtones, d'élaborer une politique intégrée sur la recherche nordique en s'appuyant sur les commentaires formulés par les représentants au sujet des propositions et de la mise en œuvre (recommandation n° 1).
- Poursuivre le Dialogue et en élargir la portée en vue d'établir une stratégie sur la recherche nordique qui prévoit l'affectation de fonds suffisants aux instituts de recherche existants (recommandation n° 2).
- Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau (recommandation n° 13).
- Encourager la planification transsectorielle entre les trois organismes subventionnaires (recommandation n° 24).
- Encourager la participation des organismes autochtones du Nord aux processus d'examen (recommandation n° 21).
- Établir un groupe d'intérêts pour la recherche nordique par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens, coordonné par les trois organismes subventionnaires et les chercheurs (recommandation n° 22).
- Garantir un financement durable pour la recherche à l'échelle communautaire (recommandation n° 5).
- Faciliter le renforcement des capacités des personnes en place et la participation du Nord à toutes les étapes des projets de recherche sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux (recommandation n° 11).

- Fournir un financement de lancement pour consulter les communautés dès les premières étapes d'élaboration d'un projet (recommandation n° 25).
- Reconnaître les contributions « en nature » des communautés au moment de prendre des décisions relatives au financement (recommandation n° 26).
- Poursuivre le Dialogue dans d'autres régions du Nord (recommandation n° 30).

Parmi les autres recommandations pour lesquelles des mesures sont à prévoir, mentionnons celles qui portent sur le renforcement des capacités nordiques, la consultation des collectivités et la reconnaissance de leurs contributions.

Recommandations n'ayant donné lieu à aucune mesure

Plusieurs recommandations issues du Dialogue sont restées lettre morte, principalement en raison d'un manque de fonds ou de capacités. Les personnes interviewées ont par ailleurs déploré la « situation consternante de l'éducation » dans le Nord et elles ont affirmé que des changements s'imposent à cet égard. Elles ont conclu qu'aucun progrès n'avait été réalisé relativement aux recommandations suivantes :

- Encourager les administrations territoriales à élaborer des plans de recherche (recommandation n° 3).
- Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires (recommandation n° 6).
- Établir des programmes d'échange entre les collèges et les universités pour les étudiants du premier cycle (recommandation n° 7).
- Désigner des innovateurs dans les écoles pour faire fonction de spécialistes en la matière et leur attribuer des fonds stables afin qu'ils puissent établir des liens avec les étudiants et les chercheurs pendant toute l'année (recommandation n° 9).
- Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais (recommandation n° 10).
- Établir un RCE « allégé », c'est-à-dire un réseau de moins grande portée, ou allégé, qui serait plus facile à gérer qu'un RCE ordinaire (réseau de centres d'excellence), afin de faciliter l'établissement de liens entre les installations existantes, les spécialistes et les fournisseurs de fonds (recommandation n° 14).
- Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires (recommandation n° 32).

Prochaines étapes

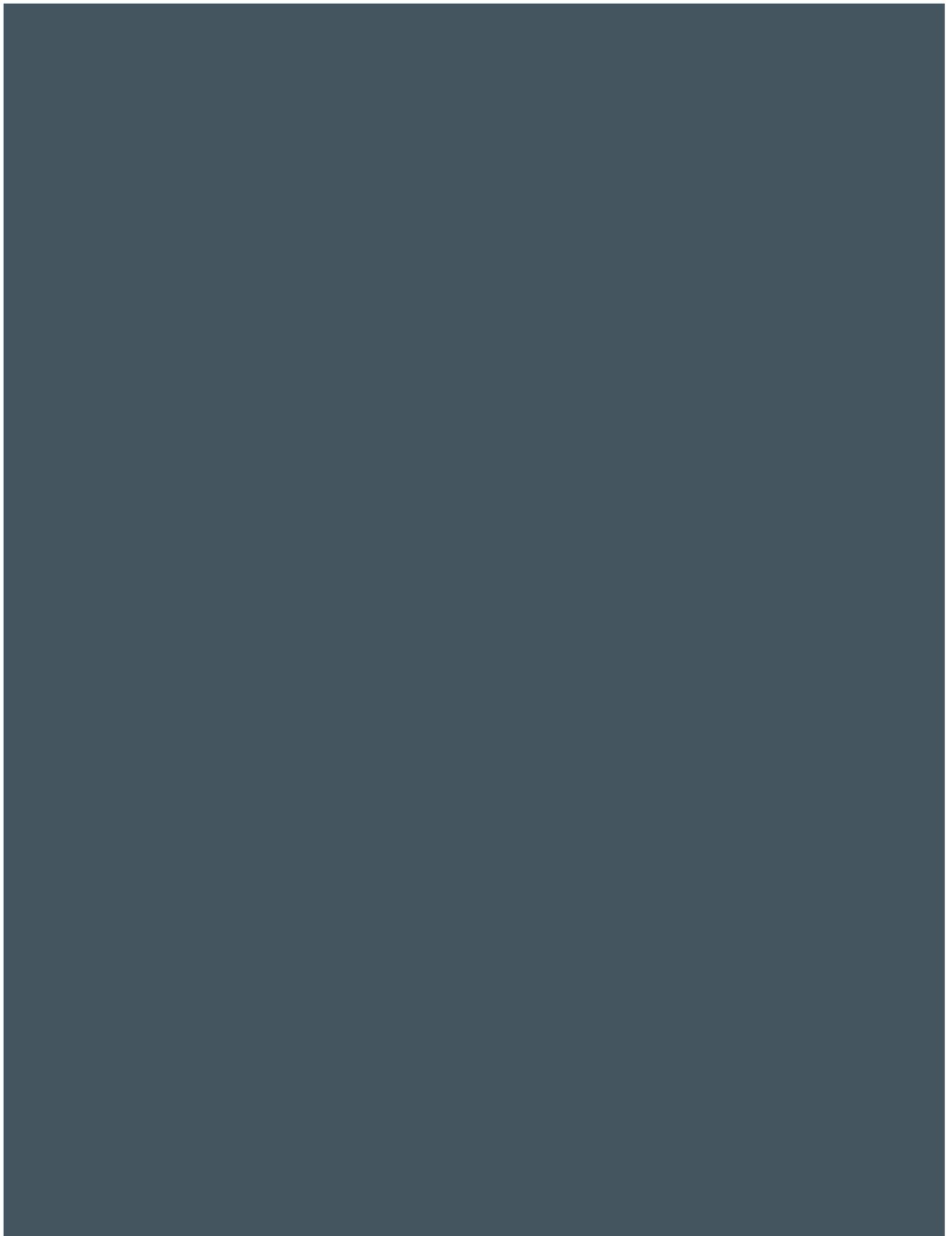
D'après les personnes interviewées, les six recommandations suivantes exigent une intervention immédiate :

1. Élaborer une politique intégrée en matière de recherche nordique.
2. Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais.
3. Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau ou moderniser les établissements existants.
4. Assurer l'accès au savoir traditionnel, veiller à ce qu'on y soit ouvert et favoriser son intégration à la recherche.
5. Poursuivre le Dialogue, en élargir la portée et communiquer les messages qui en découlent.
6. Élaborer une stratégie en matière de recherche nordique commune aux trois organismes subventionnaires et examiner les critères de financement.

L'Institut sur la gouvernance recommande :

1. Que les trois organismes subventionnaires s'emploient à mettre sur pied un groupe spécial réunissant plusieurs parties intéressées. À court terme, ce groupe devrait harmoniser le processus d'attribution des permis; dresser l'inventaire de la recherche nordique; centraliser les infrastructures; créer des programmes d'échange entre les universités et les collèges; reconnaître et respecter les besoins et les valeurs du Nord et donner à la culture autochtone et au savoir traditionnel la place qui leur revient; et créer un programme de communications efficace. Le groupe devrait aussi déterminer les mesures à prendre pour influencer collectivement sur les procédures se rapportant à l'Année polaire internationale et à la Stratégie pour le Nord.
2. Que le prochain Dialogue soit conçu de manière à garantir que l'on prendra en considération les options et les mesures proposées à la lumière de la présente étude. Entre autres, on devrait mettre davantage l'accent sur des thèmes précis; améliorer le suivi; relier deux ou plusieurs emplacements par satellite et mettre à contribution un plus grand nombre de participants autochtones et d'habitants du Nord.

Le Canada doit pouvoir compter sur des politiques efficaces dictées par des principes scientifiques reposant sur des données probantes pour comprendre et relever les défis relatifs à l'évolution du Nord. Les premiers jalons ont été posés pour relever ce défi, mais l'Année polaire internationale et le Cadre d'une stratégie pour le Nord offrent au gouvernement fédéral une occasion supplémentaire d'attribuer les ressources nécessaires pour rétablir la capacité du Canada en sciences et en éducation dans le Nord.



La recherche nordique – nouvelle priorité nationale

INTRODUCTION

En septembre 2000, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ont publié le rapport⁵ d'un groupe de travail conjoint qui brossait un tableau inquiétant de la recherche canadienne dans le Nord. D'après les auteurs, cette recherche se trouvait dans une situation critique attribuable aux compressions et à la rationalisation effectuées par le gouvernement au cours des années 1990 et, en l'absence d'intervention, le Canada « ne [pourrait] pas répondre à ses obligations internationales en matière de sciences et de recherche ni contribuer à des questions d'importance mondiale. Il ne [pourrait] non plus satisfaire à ses obligations nationales fondamentales consistant à surveiller, à gérer et à protéger l'environnement du Nord, ni faire face aux nouveaux enjeux sociaux ».

Le rapport intitulé *De l'état de crise à la relance – Rétablir le rôle du Canada dans la recherche nordique* proposait plusieurs solutions propres à renforcer et à accroître l'expertise actuelle en matière de recherche, à former une nouvelle génération de chercheurs nordiques, à accroître le nombre de travaux de qualité menés dans le Nord et à renforcer la capacité du Canada pour contribuer ainsi à une recherche nordique de calibre national et international.

Cinq ans plus tard, la capacité du Canada en matière de recherche nordique s'améliore, mais il reste encore beaucoup à faire. L'augmentation de l'enveloppe de la recherche nordique, associée à un Dialogue permanent⁶ entre le gouvernement, les organismes subventionnaires, le milieu universitaire et les collectivités nordiques, aide à rétablir la capacité du Canada sur ce front.

⁵ *De l'état de crise à la relance – Rétablir le rôle du Canada dans la recherche nordique*, rapport final présenté au CRSNG et au CRSH par le Groupe de travail sur la recherche nordique, 2000.

⁶ Le Dialogue sur la recherche nordique a eu lieu du 25 au 27 mars 2004 à Whitehorse, au Yukon.

De plus, partout dans le monde, on prend de plus en plus conscience de la nécessité de multiplier les travaux scientifiques pour comprendre les changements sans précédent observés dans le Nord et élaborer des politiques qui aideront les gouvernements à y réagir de façon efficace. C'est ce qui ressort de deux rapports importants produits en 2004 par le Conseil de l'Arctique, dont fait partie le Canada. *Impacts of a Warming Arctic: Arctic Climate Impact Assessment* décrit les répercussions du changement climatique dans le Nord et souligne la nécessité de se pencher sur ces répercussions et de trouver des mécanismes d'adaptation aux changements observés. *Le Rapport sur le développement humain dans l'Arctique* constitue la première évaluation exhaustive du bien-être des habitants de l'Arctique à l'échelle circumpolaire.

Nombre de facteurs sont à l'origine des changements observés dans le Nord, notamment l'intérêt accru pour la mise en valeur des ressources et le transfert aux gouvernements provinciaux de certaines responsabilités similaires à celles des provinces, notamment l'administration et la surveillance de l'eau et des ressources des terres publiques. Toutefois, le principal

catalyseur est le changement climatique, de même que son incidence sur la santé et le niveau de vie des habitants, la biodiversité et la souveraineté nationale dans le Nord.

Une grande superficie du territoire canadien se trouve en milieu arctique (deuxième rang mondial). Le Nord occupe environ la moitié du territoire continental canadien et englobe les deux tiers du littoral du pays.

Changements observés depuis 2000

Selon le rapport du Groupe de travail, l'augmentation des fonds consacrés à la recherche nordique constitue le changement le plus important observé depuis 2000. Le budget fédéral de 2003 prévoyait à cet égard l'augmentation la plus forte depuis des décennies :

- 27,7 millions de dollars répartis sur cinq ans pour le nouveau réseau de centres d'excellence ArcticNet (possibilité de renouvellement jusqu'en 2017);
- 25 millions de la Fondation canadienne pour l'innovation, afin de modifier un brise-glace de la Garde côtière, le NGCC *Amundsen*, pour en faire le premier navire de recherche canadien;
- 3 millions de Pêches et Océans Canada pour remettre en service et moderniser l'*Amundsen*;
- 6 millions répartis sur deux ans pour l'appui logistique assuré par l'intermédiaire du Projet d'étude du plateau continental polaire;
- 10 millions pour l'Initiative géoscientifique ciblée (dont une partie est destinée au Nord);
- 10 millions du CRSNG pour étudier les changements biogéochimiques et écologiques dans le passage du Nord-Ouest et l'Arctique de l'Ouest (Étude des échanges sur le plateau continental de l'Arctique canadien – CASES).

ArcticNet, l'Étude des échanges sur le plateau continental de l'Arctique canadien (CASES) et l'*Amundsen* représentent un engagement considérable en faveur de la recherche nordique. L'*Amundsen* répond au manque criant d'infrastructure de recherche dans le Nord en permettant aux chercheurs

canadiens et étrangers d'avoir accès comme jamais à l'une des régions où les recherches présentent le plus de difficultés. Ces initiatives témoignent d'un changement dans le niveau de collaboration entre les différents intervenants du milieu de la recherche et les collectivités nordiques. Le coût élevé de la recherche dans le Nord oblige en effet les universités et les gouvernements à mettre en commun leur expertise et à partager l'infrastructure.

Les trois organismes subventionnaires ont également adopté cette approche axée sur la collaboration. Le budget fédéral de 2003 prévoyait une augmentation des crédits octroyés au CRSNG (55 millions de dollars), aux IRSC (55 millions) et au CRSH (15 millions) en précisant qu'une partie de ces nouveaux fonds devait être consacrée à la recherche nordique. C'est pourquoi les trois organismes ont mis sur pied le Groupe de travail sur la recherche nordique, afin de mettre en évidence les lacunes et de cerner les possibilités de collaboration dans le cadre de projets multidisciplinaires de recherche nordique.

Dialogue sur la recherche nordique

Le Dialogue sur la recherche nordique, parrainé par six ministères et organismes fédéraux⁷, a été l'un des jalons posés par le Groupe de travail. Plus de 100 représentants du milieu de la recherche, du gouvernement, des organismes de financement et des collectivités ou organisations nordiques ont participé à l'atelier de deux jours tenu à Whitehorse, au Yukon, pour discuter de différents enjeux, cerner les préoccupations et proposer des mesures à l'appui de la recherche nordique⁸. Les participants ont déterminé les points forts, les lacunes et les obstacles dans le domaine de la recherche nordique et proposé des moyens de renforcer la collaboration entre, d'une part, les chercheurs des domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des sciences de la santé et, d'autre part, les utilisateurs des résultats de recherche et les organismes qui appuient la recherche. L'Institut sur la gouvernance, dont les représentants ont animé le dialogue, a formulé 32 recommandations visant à améliorer la capacité de recherche nordique.

En décembre 2004 et janvier 2005, l'Institut sur la gouvernance a réalisé des entrevues de suivi avec les principaux intervenants, afin de faire le point sur les 32 recommandations issues du Dialogue et de recommander d'autres mesures pour leur mise en œuvre. Ce suivi a été dicté, en partie, par l'évolution récente de la situation en matière de recherche nordique, y compris la majoration du financement.

⁷ Le CRSH, le CRSNG, les IRSC, Pêches et Océans Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada ainsi que Santé Canada.

⁸ On trouvera à l'annexe 1 les *Recommandations du dialogue* et à l'annexe 2 les *Délibérations de l'atelier : Dialogue sur la recherche nordique*.

Année polaire internationale

D'autres événements survenus au cours de la dernière année ont aussi contribué à susciter un regain d'intérêt pour la recherche nordique. L'Année polaire internationale, prévue en 2007-2008, donnera le coup d'envoi à une initiative de recherche planétaire d'une durée de deux ans. On estime que plus de 100 pays participants consacreront 1 milliard de dollars à ces programmes. Une portion appréciable de la recherche portera sur le Canada, notamment en raison

de son vaste territoire polaire. Depuis 2004, année où l'on a tenu une série de réunions avec des collectivités nordiques, le milieu scientifique canadien se prépare activement en prévision de l'Année polaire internationale. Au cours de cette période, le gouvernement fédéral a mis sur pied le groupe de travail fédéral sur l'Année polaire internationale, le Secrétariat canadien de l'Année polaire internationale a été établi à l'University of Alberta et le Comité directeur canadien a été créé.

Autres initiatives menées depuis 2000 pour renforcer la recherche nordique

CRSNG

- Établissement de six chaires de recherche nordique (1,2 million de dollars par an)
- Octroi de suppléments aux chercheurs et aux étudiants pour compenser le coût élevé de la recherche dans le Nord
- Majoration des subventions du CRSNG pour la recherche nordique (8 millions de dollars en 2002-2003; 10,5 millions en 2003-2004)
- Création des stages en recherche nordique à l'intention des étudiants

CRSH

- Création du Programme de développement de la recherche sur le Nord (400 000 \$ en 2004-2005, 800 000 \$ en 2005-2006)
- Financement de l'Étude de l'atmosphère et des écosystèmes boréaux (BOREAS), programme d'appui à la recherche multidisciplinaire et multinationale sur le Nord circumpolaire, en partenariat avec la Fondation européenne de la science
- Majoration des subventions du CRSH pour la recherche nordique (3,3 millions de dollars en 2002- 2003, 5 millions en 2003-2004)
- Création de programmes à l'appui de la recherche sur les enjeux qui touchent les Autochtones

IRSC

- Lancement de l'Initiative de recherche en santé rurale et du Nord

- Octroi de cinq subventions pour le programme de développement de la recherche en santé du Nord
- Création de l'Institut de la santé des Autochtones
- Création de huit centres de recherche sur la santé des Autochtones dans l'ensemble du Canada (Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé), dont l'un, le Centre Nasivvik, est voué à la recherche sur la santé des Inuits

Autres initiatives

- Création du Comité des sous-ministres adjoints (SMA) pour les sciences et la technologie dans le Nord
- Attribution de plusieurs nouvelles chaires de recherche du Canada qui mettent l'accent sur les questions nordiques
- Majoration du budget du Programme de formation scientifique dans le Nord, qui est passé de 600 000 \$ à 1 million de dollars par an (Affaires indiennes et du Nord Canada)
- Octroi de 10 millions de dollars sur cinq ans pour le renouvellement de l'Initiative portant sur les écosystèmes nordiques (Environnement Canada)
- Extension par CANARIE du réseau de recherche et d'éducation haute performance CA*net 4 grâce au branchement du Collège du Yukon et de ses 13 campus, de 26 écoles et de plusieurs ministères (mars 2005) et à la liaison CA*net 4 par satellite à Iqaluit, au Nunavut (2003). On prévoyait de relier les Territoires du Nord-Ouest au réseau CA*net 4 en mai 2005.

Stratégie pour le Nord

L'autre événement, tout aussi important, est une initiative menée par les gouvernements fédéral et territoriaux, les organisations autochtones et les habitants du Nord, afin d'élaborer la première stratégie intégrée pour le Nord, qui devrait être rendue publique plus tard en 2005. Le 14 décembre 2004, le premier ministre Paul Martin et les premiers ministres des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut ont publié le Cadre d'une stratégie pour le Nord, qui définit plusieurs buts et objectifs et vise notamment à doter le Nord d'une assise solide pour assurer le développement économique, protéger l'environnement, édifier des collectivités saines et sûres, renforcer la souveraineté et développer la science et la recherche nordiques. En ce qui concerne la recherche nordique, le but est de « s'assurer que le Canada est un chef de file dans le domaine de la science et des technologies nordiques, et [de] développer une expertise dans des champs d'importance et d'intérêt particuliers pour le Nord ». Les objectifs cités sont les suivants :

- renforcement de la capacité de recherche dans le Nord afin d'encourager les chercheurs à effectuer sur place la recherche sur le Nord;
- mise en évidence et promotion des activités de recherche et de développement pour favoriser une meilleure connaissance du Nord et contribuer au mieux-être social, économique et environnemental de ses habitants;
- adoption de mesures pour combler les lacunes dans des domaines comme les géosciences et les données environnementales;
- adaptation de la technologie au contexte nordique, notamment les formes d'énergie nouvelles.

En décembre, on a également annoncé l'octroi de 120 millions de dollars supplémentaires pour renforcer à court terme la capacité des trois territoires, afin de les aider à atteindre les objectifs associés à la Stratégie pour le Nord.

Il existe un lien étroit entre l'Année polaire internationale et le Cadre d'une stratégie pour le Nord. Au Canada, l'Année polaire internationale mettra à contribution des chercheurs de plusieurs disciplines – culture, sciences sociales, santé, géophysique et biologie. Une mobilisation dans ces domaines

Les scientifiques prédisent que la fonte des glaces dans le passage du Nord-Ouest pourrait y permettre la navigation internationale d'ici 15 ans, ce qui créerait des problèmes de sécurité et de souveraineté pour le Canada.

est d'ailleurs essentielle pour assurer le succès de la Stratégie pour le Nord, car le développement de la région passe part des initiatives fondées sur la science et le savoir.

L'Année polaire internationale et le Cadre créent un climat propice à un regain d'intérêt pour la recherche nordique et incitent à mettre en œuvre les recommandations issues du Dialogue. Par exemple, les organismes subventionnaires discutent de la collaboration sur les enjeux transsectoriels dans l'espoir de lancer un programme pour l'Année polaire internationale.

Garder l'élan

Les organismes subventionnaires ont un rôle stratégique à jouer dans la mise en œuvre des recommandations issues du Dialogue. Tout d'abord, ils devraient mettre sur pied un groupe spécial d'intervenants en recherche nordique pour prendre en charge les initiatives à court et à long terme. Deuxièmement, au moment de concevoir les prochains ateliers, les organisateurs du Dialogue devraient s'attacher à prendre en considération les options et les mesures proposées à partir de la présente étude. On projette de tenir un autre Dialogue sur la recherche nordique à la fin de 2006 ou au début de 2007.

Nul doute que des progrès appréciables ont été réalisés au cours des cinq dernières années au chapitre du renouvellement de la capacité du Canada en matière de recherche nordique, mais il serait prématuré de laisser entendre que l'on est complètement sorti de la situation de crise dénoncée par le Groupe de travail en 2000. Bien que ces progrès soient encourageants, une mobilisation plus vaste et soutenue s'impose. Les organismes subventionnaires sont bien placés pour mener de nombreuses initiatives, mais ils continuent de subir des contraintes financières. Dans les budgets fédéraux de 2004 et de 2005, ils n'ont bénéficié que d'augmentations modestes. L'Année polaire internationale et la Stratégie pour le Nord sont deux initiatives majeures qui pourraient stimuler la participation du Canada à la recherche nordique.

Une participation soutenue à la recherche dans l'Arctique aidera le Canada à gérer de façon efficace de cette immense région et à jouer un plus grand rôle dans le concert des nations participant à la science nordique. Des progrès considérables ont été accomplis, mais il reste beaucoup à faire.

Contexte

Par l'entremise du CRSNG, le Groupe de travail sur la recherche nordique, qui relève des trois organismes subventionnaires, a retenu les services de l'Institut sur la gouvernance pour analyser chacune des 32 recommandations issues du Dialogue sur la recherche nordique tenu en mars 2004. Dans son analyse, l'Institut diffuse de l'information accessible au public sur les initiatives en cours, indique qui doit mener à bien les activités proposées et décrit les grandes stratégies pour la mise en œuvre des recommandations. L'Institut a par ailleurs exploré les entraves à la mise en œuvre et l'importance de chaque recommandation. Enfin, il a préparé un rapport faisant le point sur les recommandations, les obstacles et la priorité relative des recommandations et proposant d'autres mesures en cas de besoin.

Pour mener la recherche, l'Institut a communiqué avec des personnes clés en mesure de brosser un tableau détaillé de la situation actuelle et de dégager des avenues possibles. Ces personnes, qui appartiennent à différentes organisations s'intéressant à la recherche nordique, provenaient d'horizons variés et exerçaient différentes professions. On compte dans leurs rangs des scientifiques, des universitaires et des administrateurs ainsi que des personnes travaillant pour des instituts de recherche, des universités, des collèges, différents pouvoirs publics, des organismes subventionnaires et des fondations. L'Institut a réalisé des entrevues téléphoniques avec 25 d'entre elles. La liste des personnes interviewées est présentée à l'annexe 5.

Les répondants n'ont pas tous commenté les différents aspects des recommandations. Certains se sont limités à la situation actuelle, tandis que d'autres n'ont parlé que des obstacles. Nombre de ces personnes tenaient à parler du bien-fondé de la recommandation et à proposer une solution de remplacement ou une option pour la mesure souhaitée. Souvent, différentes personnes interviewées donnaient la même réponse. Par exemple, nombre d'entre elles ont mentionné l'état déplorable de l'infrastructure des instituts de recherche et des stations de recherche dans le Nord et presque toutes ont réclamé une amélioration de l'éducation au niveau primaire et secondaire. En outre, certaines recommandations ont donné lieu à de nombreux commentaires, tandis que d'autres n'ont suscité pratiquement aucune réaction.





Remerciements

L'Institut tient à remercier le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) pour l'aide qu'ils lui ont apportée dans ce projet d'examen de la recherche.

L'Institut exprime aussi sa reconnaissance aux 25 personnes qui ont participé aux entrevues. Leur intérêt et leur enthousiasme ont rendu très agréable le travail des chercheurs.





I. Aperçu

Le Dialogue sur la recherche nordique tenu en mars 2004 à Whitehorse, au Yukon, prenait la forme de d'exposés et d'ateliers répartis sur deux jours. Les organisateurs visaient trois objectifs : offrir des possibilités de réseautage aux intervenants; leur donner l'occasion de déterminer les points forts, les lacunes et les obstacles dans le domaine de la recherche nordique; proposer des moyens de renforcer la collaboration entre, d'une part, les chercheurs des domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des sciences de la santé et, d'autre part, les utilisateurs des résultats de recherche et les organismes qui appuient la recherche. Les ateliers ont débouché sur 32 recommandations.

Après le Dialogue, le Comité de planification a amorcé une étude de suivi pour faire le point sur les 32 recommandations. Ses membres tenaient à mettre en évidence les activités et les progrès concernant chaque point et à déterminer les mesures supplémentaires à prendre pour atteindre les objectifs visés. On a retenu les services de l'Institut sur la gouvernance pour réaliser les entrevues avec les principaux intervenants, afin de déterminer les progrès réalisés le cas échéant.

Même si les personnes interviewées exercent des professions très variées et travaillent dans des domaines fort différents, la cohérence qui ressort de leur analyse de la situation actuelle, des options et de l'importance qu'elles accordaient à la plupart des recommandations ont permis de brosser un tableau uniforme. Les répondants ont atteint un certain consensus en ce qui concerne les mesures qui ont été prises relativement aux recommandations, celles qui sont à prévoir et les recommandations qui sont demeurées lettre morte et, en bout de ligne, le degré de priorité (élevé, moyen ou faible) attribué aux recommandations.

Recommandations ayant donné lieu à des mesures

Recommandation n° 4 : *Établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique qui comprendrait tous les chercheurs, groupes, personnes-ressources et capacités au sein des universités, des gouvernements et des organismes du Nord.* Cet inventaire a été établi, mais il n'est pas centralisé. Les personnes interviewées ont fourni une liste des organisations qui proposent ce type d'inventaire et de leurs sites Web. Toutefois, selon la plupart des répondants, il sera difficile de tenir à jour l'inventaire, bien qu'il s'agisse d'une priorité.

Recommandation n° 8 : *Consigner les connaissances des aînés (savoir traditionnel) dans les plus brefs délais et y accéder. L'accès aux connaissances des aînés et leur consignation sont devenues une réalité dans une large mesure. La plupart des personnes interviewées conviennent que cette responsabilité incombe aux collectivités elles-mêmes, et non aux personnes ou organismes de l'extérieur, mais qu'il faut appuyer ces collectivités dans leur travail.*

Recommandation n° 12 : *Encourager la communauté des chercheurs en général à reconnaître la nécessité et la valeur de la culture autochtone du Nord et du savoir traditionnel.* Les personnes interviewées conviennent qu'il faut prendre en compte la culture et le savoir traditionnel et mener des initiatives pour promouvoir cette reconnaissance. Les initiatives devraient être évaluées en parallèle avec le volet scientifique des projets de recherche.

Recommandations n^{os} 15, 16, 17, 18 et 23 : Ces recommandations préconisent *un financement qui privilégie la présentation de résultats à la collectivité, la mobilisation des collectivités et la participation des habitants du Nord à la recherche*. Les programmes Réalités autochtones et Alliances de recherche universités-communautés (ARUC) du CRSH appuient des travaux qui exigent la participation de la collectivité et ils prévoient des mesures dynamiques pour faire participer les organisations autochtones à la recherche. Toutefois, le CRSH, de même que le CRSNG et les IRSC, subissent des pressions budgétaires qui les empêcheront d'accroître la portée de ces programmes ou d'en créer de nouveaux. Or, les répondants estiment qu'il faut poursuivre dans la voie du changement et abandonner définitivement le paradigme où les chercheurs du Sud se rendent dans le Nord pour faire des travaux (recherche sur le Nord) pour adopter un nouveau paradigme où font leurs propres travaux (recherche par le Nord). Mais, au dire de certains répondants, ce changement ne se réalisera pas à moins que les organismes subventionnaires n'élargissent la définition des termes « recherche » et « chercheur » et ne modifient considérablement les critères.

Recommandations n^{os} 19 et 20 : *Organiser un examen de la pertinence par la communauté et mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction par la communauté au sujet de l'éthique; et examiner les critères relatifs aux propositions de recherche et établir les critères d'évaluation pour garantir qu'ils reposent sur les besoins du Nord et pour encourager l'intégration du savoir traditionnel aux autres observations scientifiques*. On considère que ces deux recommandations ont été mises en œuvre d'une manière similaire. En particulier, les programmes Réalités autochtones et ARUC du CRSH contribuent grandement à assurer la participation de la collectivité à la recherche. En outre, le Programme de chaires de recherche nordique du CRSNG comporte des mécanismes qui prennent en compte les besoins et la participation du Nord.

Recommandation n^o 27 : *S'appuyer sur les modèles de gouvernance fructueux et sur les pratiques exemplaires*. Selon plusieurs répondants, le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord pourrait servir de modèle pour les futures initiatives en matière de gouvernance.

Recommandations n^{os} 28 et 29 : *Diffuser l'information issue du Dialogue*. Ces recommandations ont été mises en œuvre dans une certaine mesure et on accroîtra la diffusion d'information à l'avenir, particulièrement par suite de la présente étude.

Recommandation n^o 31 : *Coordonner la tenue périodique de Dialogues sur la recherche nordique pour garantir la responsabilisation, l'examen des processus et le prolongement utile des idées énoncées précédemment (tous les deux ou quatre ans)*. Un autre Dialogue est prévu pour 2007.

Recommandations où des mesures sont à prévoir

La Stratégie pour le Nord prévue en 2005 et l'Année polaire internationale de 2007-2008 auront une incidence sur la plupart des recommandations.

Recommandations n^{os} 1 et 2 : *Élaborer une politique intégrée sur la recherche nordique; et Poursuivre le Dialogue et en élargir la portée en vue d'établir la stratégie sur la recherche nordique*. Des répondants ont laissé entendre que le regain d'intérêt pour le Nord devrait grandement aider à réaliser ces recommandations.

Recommandation n^o 13 : *Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau*. Tout indique que la Stratégie pour le Nord et l'Année polaire internationale iront dans le sens de cette recommandation.

Recommandation n^o 24 : *Encourager la planification transsectorielle entre les trois organismes subventionnaires*. Les représentants des trois organismes se sont réunis en juillet 2004 pour discuter de la collaboration sur les nouveaux enjeux transsectoriels et prévoir le lancement d'un programme pour l'Année polaire internationale.

Recommandation n^o 21 : *Encourager la participation des organismes autochtones du Nord aux processus d'examen*. De nouvelles initiatives qui voient le jour dans la foulée de la Stratégie pour le Nord et des préparatifs de l'Année polaire internationale iront dans le sens de cette recommandation.

Recommandation n^o 22 : *Établir un groupe d'intérêts pour la recherche nordique par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens, coordonné par les trois organismes subventionnaires et les chercheurs*. Les personnes interviewées ne doutent pas que la Stratégie pour le Nord et l'Année polaire internationale contribueront grandement à mettre en évidence la recherche dans le Nord. De plus, les trois organismes subventionnaires mènent déjà plusieurs activités pour faire connaître les résultats de la recherche nordique.

Recommandations n^{os} 5 et 11 : *Garantir un financement durable pour la recherche à l'échelle communautaire; et faciliter le renforcement des capacités des personnes en place et la participation du Nord à toutes les étapes des projets de recherche sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux*. Des répondants ont cité en exemple plusieurs initiatives menées par les trois organismes subventionnaires relativement à ces recommandations (p. ex., le programme ARUC du CRSH et les Chaires de recherche nordique du CRSNG).

Recommandations n^{os} 25 et 26 : *Fournir un financement de lancement pour consulter les communautés de chercheurs clés dès les premières étapes d'élaboration d'un projet; et reconnaître les contributions « en nature » des communautés au moment de prendre des décisions relatives au financement*. Les organismes

subventionnaires se sont dotés de certains programmes qui s'attaquent à ces enjeux (p. ex., le programme ARUC du CRSH et les Stages en recherche nordique du CRSNG).

Recommandation n° 30 : *Poursuivre le Dialogue dans d'autres régions du Nord.* Les trois organismes subventionnaires ont l'intention de communiquer avec tous les acteurs éventuels en vue des prochains Dialogues.

Recommandations n'ayant donné lieu à aucune mesure

Recommandation n° 3 : *Encourager les administrations territoriales à élaborer des plans de recherche.* Les répondants considèrent que cette recommandation pose problème. Selon l'un d'entre eux, « on peut bien encourager tout ce que l'on veut, mais s'il n'y a pas de financement, les choses n'avanceront pas ».

Recommandation n° 6 : *Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires.* Des répondants ont formulé des commentaires sur les difficultés liées au processus d'attribution des permis. Selon eux, « il n'est pas facile de résoudre ces problèmes en raison de la capacité insuffisante dans les territoires. »

Recommandations n° 7, 9 et 10 : *Établir des programmes d'échange entre les collèges et les universités pour les étudiants du premier cycle; Désigner des innovateurs dans les écoles pour faire fonction de spécialistes en la matière et leur attribuer des fonds stables afin qu'ils puissent établir des liens avec les étudiants et les chercheurs pendant toute l'année; et Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais.* Ces recommandations mettent l'accent sur l'éducation et l'investissement dans la prochaine génération. Les répondants ont généralement déploré la « situation consternante de l'éducation » dans le Nord. La plupart estiment qu'il sera impossible de renforcer la capacité en matière de recherche nordique à moins d'apporter des changements majeurs dans le domaine, en commençant par les niveaux primaire et secondaire. Les répondants se sont montrés très pessimistes quant à la probabilité de mise en œuvre de ces recommandations.

Recommandation n° 14 : *Établir un RCE « allégé », c'est-à-dire un réseau de moins grande portée, ou allégé, qui serait plus facile à gérer qu'un RCE ordinaire (réseau de centres d'excellence), afin de faciliter l'établissement de liens entre les installations existantes, les spécialistes et les fournisseurs de fonds.* Le Centre for Cold Weather Construction que l'on a proposé de mettre sur pied au Yukon pourrait constituer un RCE allégé, mais la décision n'a pas été arrêtée et il y avait divergence d'opinions entre les répondants concernant l'idée d'un RCE « allégé ». Certains remettaient en question la nécessité de ce type de réseau; d'autres affirmaient qu'il serait difficile de l'établir; et d'autres encore y étaient favorables. Un répondant a affirmé que les programmes Réalités autochtones et ARUC du CRSH pourraient se révéler les meilleurs mécanismes pour assurer la liaison entre les installations existantes et les chercheurs.

Recommandation n° 32 : *Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires.* Bien que cette recommandation suscite un certain intérêt, aucun progrès n'a été accompli sur ce front.



Priorité ou importance relative des recommandations

Trois recommandations seulement sont de la plus haute importance aux yeux des répondants.

Recommandation n° 1 : Élaborer une politique intégrée sur la recherche nordique.

Recommandation n° 10 : Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais.

Recommandation n° 13 : Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau.

En général, les personnes interviewées ont réclamé une stratégie ou une politique intégrée dans le but d'apporter des améliorations en recherche nordique. Elles ont par ailleurs souligné la nécessité d'améliorer l'éducation et les possibilités offertes à la prochaine génération, ce qu'ils jugent crucial pour renforcer la capacité nordique et la recherche dans le Nord. Enfin, la plupart considèrent que les installations servant à la recherche nordique sont dans un état déplorable et nécessitent des améliorations considérables, en particulier à la veille de l'Année polaire internationale.

Nombre de répondants ont discuté de l'importance de la recommandation n° 6, *Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires*. Leur réaction était mitigée. Si certains accordent une grande importance à cette recommandation du fait que le processus « se révèle un cauchemar chaque année » pour les chercheurs. D'autres, considèrent qu'il s'agit d'une question territoriale et que les mesures préconisées auraient simplement pour effet d'accroître la paperasserie.

Les personnes interviewées qui ont formulé des commentaires sur la recommandation n° 32, *Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires*, estiment généralement que cette mesure ne permettrait pas de répondre aux besoins liés à la recherche nordique. Elles affirment que la création de ce ministère poserait des difficultés et serait superflue en plus d'accroître la paperasserie.



II. Analyse détaillée des recommandations

RECOMMANDATIONS N^{OS} 1 ET 2

Charger un comité directeur dans le Nord, avec des représentants de groupes autochtones, d'élaborer une politique intégrée sur la recherche nordique en s'appuyant sur les commentaires formulés par les représentants au sujet des propositions et de la mise en œuvre (coordonner l'élaboration de la politique avec l'Année polaire internationale); et poursuivre le Dialogue et en élargir la portée en vue d'établir une stratégie sur la recherche nordique qui prévoit l'affectation de fonds suffisants aux instituts de recherche existants.

Bien-fondé

On fait énormément de recherche dans le Nord, mais il y a beaucoup de confusion et un manque de coordination. Les gens ne savent pas qui fait quoi. Une politique sur la recherche nordique intégrant une stratégie, une infrastructure, des activités, le développement et les intérêts des Autochtones répondrait aux besoins dans le domaine. Puisque la recherche nordique a une incidence immédiate sur eux, les Autochtones devraient participer à son élaboration. En faisant appel à un comité directeur dans le Nord, on aura l'assurance que les artisans de la politique ne s'en remettront pas aux commentaires des habitants de la région après coup. Cette politique devrait prévoir la participation du Canada à l'Année polaire internationale pour permettre à notre pays de s'imposer en tant que chef de file de la recherche nordique, tout en bénéficiant aux collectivités locales. La poursuite du Dialogue aidera à élaborer et à mettre en œuvre une politique sur la recherche nordique et à assurer un financement adéquat de la recherche.

Situation actuelle

On n'a pas encore élaboré de politique intégrée sur la recherche nordique, mais le premier ministre a annoncé le 14 décembre 2004 le Cadre d'une stratégie pour le Nord⁹. Ce cadre servira de base pour la consultation au cours de l'élaboration de la stratégie, qui devrait être rendue publique plus tard en 2005. La Stratégie pour le Nord vise notamment l'essor de la science et de la recherche nordique.

Il existe un lien étroit entre l'Année polaire internationale et le Cadre d'une stratégie pour le Nord. Depuis 2004, année où l'on a tenu une série de réunions avec des collectivités nordiques, le milieu scientifique canadien se prépare activement en prévision de l'Année polaire internationale. Au cours de cette période, le gouvernement fédéral a mis sur pied le groupe de travail fédéral sur l'Année polaire internationale, le Secrétariat canadien de l'Année polaire internationale a été établi à l'Université of Alberta et le Comité directeur canadien a été créé.

⁹ www.strategiepourlenord.ca

Au Canada, l'Année polaire internationale mettra à contribution des chercheurs de plusieurs disciplines – culture, sciences sociales, santé, géophysique et biologie. Une mobilisation dans ces domaines est d'ailleurs essentielle pour assurer le succès de la Stratégie pour le Nord, car le développement de la région passe par des initiatives fondées sur la science et le savoir. En ce qui a trait à l'annonce de la stratégie et aux préparatifs en vue de l'Année polaire internationale, des ministères fédéraux ont élaboré par l'intermédiaire du groupe de travail fédéral sur l'Année polaire internationale une proposition visant à assurer un financement déterminé pour la recherche nordique au cours de cette année.

Obstacles¹⁰

1. La recherche nordique devrait bénéficier aux habitants du Nord et elle nécessite leur participation. Toutefois, comme ces gens sont mal outillés, il pourrait être difficile de les faire participer.
2. Il y a de plus en plus de recherche menée à l'instigation des grandes sociétés et de l'industrie.
3. La recherche nordique ne représente qu'une faible fraction de la recherche réalisée au Canada. Il est possible qu'elle n'attire pas le niveau d'investissement requis, car les travaux n'entraînent aucune retombée à court terme.
4. La présence de plusieurs niveaux d'instances décisionnelles dans le Nord – local, autochtone, territorial et fédéral – compliquera l'élaboration de la stratégie pour la recherche.

Options

1. Obtenir plus de financement pour les instituts de recherche existants et pour de nouveaux instituts de recherche nordique.
2. Élargir la portée du Dialogue pour mettre davantage à contribution les habitants du Nord et faire participer les collectivités à l'essor de la recherche nordique.
3. Tirer parti de la possibilité offerte par l'Année polaire internationale et la Stratégie pour le Nord afin de mettre en œuvre ces recommandations.

¹⁰ Pour ces recommandations et celles qui suivent, nous indiquons comment les répondants percevaient les obstacles et les options en ce qui a trait aux mesures préconisées. Les contradictions sont donc imputables aux points de vue différents exprimés.

Priorité relative

Selon nombre de répondants, il s'agit de la recommandation la plus importante, car une politique intégrée déterminera la recherche dans le Nord.

Suivi proposé par l'Institut

Les représentants des trois organismes subventionnaires devraient mettre sur pied un groupe spécial composé des principaux intervenants de la recherche nordique pour déterminer comment ils pourraient influencer collectivement sur l'élaboration de la Stratégie pour le Nord, notamment en ce qui concerne l'élaboration d'une politique sur la recherche nordique. Ce groupe devrait comprendre des représentants des collectivités nordiques, autochtones et inuites, des Premières nations, des ministères et des organismes gouvernementaux compétents, ainsi que des scientifiques et des chercheurs des universités ayant d'importants programmes de recherche nordique, et des représentants des collèges et instituts de recherche du Nord, des gouvernements territoriaux et de membres du Comité de l'Année polaire internationale.



RECOMMANDATION N° 3

Encourager les administrations territoriales à élaborer des plans de recherche.

Bien-fondé

Les programmes de recherche pour les territoires sont obsolètes ou inexistants. En outre, les plans de recherche souffrent d'un cloisonnement des activités, et les initiatives répondent aux politiques au jour le jour. La plupart des priorités en matière de recherche définies par les collectivités ne se reflètent pas dans les priorités nationales. Les collectivités doivent faire correspondre leurs besoins avec les critères de financement. C'est pourquoi il faut élaborer des plans de recherche cohérents qui correspondent aux priorités nordiques.

Situation actuelle

Le Yukon élabore des plans de recherche par l'intermédiaire du Collège du Yukon et du Northern Research Institute. Les gouvernements territoriaux participent à la recherche sur le climat dans l'Arctique. L'Institut de recherche Aurora est chargé de coordonner les activités de recherche dans les Territoires du Nord-Ouest. Le guide intitulé *Doing Research in the Northwest Territories* répertorie les travaux en cours et fait état des exigences et des procédures s'appliquant aux scientifiques¹¹. Le programme de recherche pour le Nunavut a été élaboré en 1997 par l'Institut de recherches du Nunavut. Dans le nord du Québec, les travaux dans le domaine de la santé, de la faune et de l'environnement se font au Centre de recherche du Nunavik¹².

Obstacles

1. Le manque de financement limite la capacité des gouvernements territoriaux à élaborer des plans de recherche. Selon l'un d'entre eux, « on peut bien encourager tout ce que l'on veut. Mais s'il n'y a pas de financement, les choses n'avanceront pas ». Les gouvernements territoriaux manquent de personnel, et certains politiciens et fonctionnaires

considèrent la recherche comme un luxe compte tenu des autres pressions financières que subit le gouvernement.

2. La capacité humaine pose problème. Les personnes qualifiées sont très en demande et leur travail ne se limite pas à faire de la recherche. Par exemple, les infirmières dans les collectivités sont très sollicitées et elles n'ont guère de temps à consacrer à la recherche.
3. Comme on compte trois territoires, il pourrait y avoir trois plans de recherche différents. L'élaboration de plans en vase clos accentuerait le cloisonnement.

Options

1. Fournir du financement, en particulier pour un poste à temps plein en recherche, dont le titulaire assurerait la liaison entre les chercheurs et les gouvernements territoriaux.
2. S'assurer que les plans de recherche sont élaborés en collaboration avec les autres. Si on travaille en vase clos, il sera impossible de répondre aux besoins des territoires.
3. Établir des stratégies de développement économique local qui appuient les collectivités, afin qu'elles aient la capacité de faire de la recherche.
4. Élaborer des plans de recherche pour le Nord qui prévoient une amélioration de l'éducation.

Suivi proposé par l'Institut

Comme l'un des objectifs de la Stratégie pour le Nord consiste à renforcer les capacités de recherche dans la région, elle pourrait inciter les territoires à s'engager à réaliser des plans de recherche intégrés. Le groupe spécial dont l'Institut préconise la création devrait être mis sur pied pour les recommandations n°s 1 et 2. Il devrait aussi déterminer comment on pourrait donner suite à la recommandation n° 3.

¹¹ <http://www.nwtresearch.com/researchguide.aspx>

¹² <http://www.itk.ca/environment/tek-itk-mandate-research.php>

RECOMMANDATION N° 4

Établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique qui comprendrait tous les chercheurs, groupes, personnes-ressources et capacités au sein des universités, des gouvernements et des organismes du Nord.

Bien-fondé

Les participants au Dialogue ont souligné la nécessité de mettre en place un inventaire centralisé sur la recherche nordique. En plus d'aider les intervenants à déterminer les recherches qui ont été menées et à trouver des spécialistes dans un domaine donné, cet outil contribuerait à créer un réseau regroupant les chercheurs nordiques et faciliterait la collaboration. Compte tenu de l'afflux prévu de chercheurs au cours de l'Année polaire internationale, il est encore plus nécessaire de prendre des mesures pour donner suite à cette recommandation.

Situation actuelle

À l'heure actuelle, différentes organisations recueillent et diffusent de l'information sur la recherche nordique, notamment les trois instituts de recherche dans le Nord, certaines universités, des organisations nordiques et des ministères fédéraux, entre autres :

- Institut de recherche Aurora
www.nwtresearch.com/research.aspx
- Institut de recherches du Nunavut
<http://pooka.nunanet.com/~research/Publications.htm>
- Northern Research Institute au Yukon
http://www1.yukoncollege.yk.ca/nri/pgm_links/index.php
- Institut circumpolaire canadien,
University of Alberta
www.ualberta.ca/~ccinst/RESEARCH/index.html
- Association universitaire canadienne d'études nordiques
www.acuns.ca
- Pêches et Océans Canada
http://www.dfo-mpo.gc.ca/regions/central/science/arces/index_f.htm
- Centre d'études nordiques, Université Laval
www.cen.ulaval.ca
- Inuit Tapiriit Kanatami
www.itk.ca
- Centre de recherche du Nunavik, Société Makivik
<http://www.itk.ca/environment/tek-itk-mandate-research.php>
- Affaires indiennes et du Nord Canada
http://www.ainc-inac.gc.ca/ps/nap/norscietec_f.html
- Institut arctique de l'Amérique du Nord,
University of Calgary
www.ucalgary.ca/AINA/index.html
- Ressources naturelles Canada,
Étude du plateau continental polaire
<http://polaire.rncan.gc.ca>
- Comité canadien des ressources arctiques
www.carc.org/resource/index.php3

La Commission canadienne des affaires polaires est le principal organisme national chargé de la science polaire¹³. Elle tient à jour le Réseau canadien d'information polaire, qui renferme environ 2 000 noms et les répertoires de la Commission.

D'autres organisations ont leurs répertoires, notamment le Forum nordique (www.northernforum.org) et les organismes relatifs aux régions nordiques. En outre, le Centre Nasivvik a été établi sous l'égide du programme Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé grâce à une subvention de l'Institut de la santé des Autochtones des Instituts de recherche en santé du Canada (ISA-IRSC) pour mener des recherches en santé portant expressément sur les Inuits. Cet organisme a un site Web pour les chercheurs. Enfin, avec son propre site Web, le réseau ArcticNet représente un nombre appréciable de gens qui travaillent dans le Nord¹⁴.

Obstacles

1. Certains répondants ont remis en question la nécessité d'établir un inventaire. À leur avis, les raisons invoquées ne sont pas assez claires pour justifier le travail qui s'en suivrait et il serait difficile de suivre la recherche de près en raison du très grand nombre d'activités et d'utilisateurs.
2. Selon plusieurs répondants, la plus grande difficulté consiste à tenir un inventaire à jour.
3. Il faudrait un poste à plein temps pour constituer un inventaire et le tenir à jour. Le manque de fonds pose problème.
4. La Commission canadienne des affaires polaires a accès à des ressources, mais elle ne représente pas le groupe client. L'Association universitaire canadienne d'études nordiques, par exemple, pourrait être plus appropriée, car les chercheurs universitaires qui font des travaux dans le Nord constituent le groupe le plus susceptible d'utiliser ce type d'inventaire. Toutefois, cette organisation ne reçoit pas de fonds pour la recherche.

¹³ www.polarcom.gc.ca

¹⁴ www.arcticnet-ulaval.ca

Options

1. Maintenir le statu quo. Plusieurs répertoires et sites Web sont à la disposition du milieu de la recherche.
2. Coordonner les répertoires et sites Web existants en mettant à contribution les collectivités nordiques et les Autochtones.
3. Établir un inventaire centralisé lié à la recherche, qui serait hébergé dans le Nord et mettrait à contribution les Autochtones. Il faudrait prévoir des ressources pour le créer et le tenir à jour.

Priorité relative

Selon de nombreux répondants, notre pays doit faire des progrès en vue de l'Année polaire internationale. Le Canada sera le principal pays occidental hôte de l'Année polaire internationale, mais notre capacité est gravement limitée, notamment en ce qui a trait aux autorisations de sécurité et aux visas. Il s'agit d'une idée stratégique essentielle qui constituerait un résultat escompté clairement défini.

Suivi proposé par l'Institut

Il ne semble pas nécessaire de remplacer tous les répertoires par un inventaire centralisé, mais on pourrait mieux coordonner les répertoires et sites Web existants. Un site faisant le lien entre eux faciliterait la recherche d'information. Il faudrait faire participer les collectivités nordiques et les Autochtones à la coordination pour bien répondre à leurs besoins.



RECOMMANDATION N° 5

Assurer un financement durable pour la recherche à l'échelle communautaire.

Bien-fondé

Les organismes de recherche tels que les hôpitaux, les universités et les organisations commerciales sont absents dans le Nord et la majeure partie de la recherche est menée ou appuyée par les gouvernements. En outre, la plupart des programmes des organismes subventionnaires s'adressent aux chercheurs universitaires, si bien que les collectivités ne bénéficient pas forcément des fonds consacrés à la recherche. Mentionnons à titre d'exemple les programmes ARUC et Réalités autochtones du CRSH, dont tous les nouveaux programmes devraient s'inspirer pour offrir un financement durable au niveau des collectivités.

Situation actuelle

1. Les CRSH s'est doté d'un nouveau programme de recherche intitulé Réalités autochtones, qui exige l'établissement d'un partenariat entre les chercheurs universitaires et les participants des communautés¹⁵.
2. Le CRSNG octroie des fonds à six collèges communautaires de différentes régions du pays dans le cadre d'un projet pilote visant à renforcer les capacités au niveau collégial. Seuls les collèges admissibles peuvent recevoir des fonds en vertu de ce programme.
3. Le CRSH a mis en place une initiative portant expressément sur la recherche nordique – le Programme de développement de la recherche sur le Nord. Depuis 2003, ce programme a octroyé 33 subventions de démarrage totalisant environ 1,2 million de dollars.

Obstacles

1. D'après les personnes interviewées, les organismes subventionnaires ne prennent pas en compte les besoins particuliers du Nord au moment d'élaborer les programmes, de sorte que la recherche nordique est sous-financée. Ils continuent de concevoir des programmes en s'appuyant sur les critères qui s'appliquent au sud du pays. Or, ces

critères ne sont pas valables pour le Nord. Le coût de la vie y est plus élevé, il faut davantage de temps pour gagner la confiance des collectivités et on doit prendre en compte les besoins des Autochtones.

2. Le manque de capacité pose problème, car les groupes communautaires qui participent à la recherche nordique sont peu nombreux.

Options

1. Prévoir un financement à long terme pour établir des relations dans la collectivité. Il faut compter un ou deux ans pour se sentir à l'aise avec les gens de la région.
2. Élaborer une stratégie à long terme pour investir dans l'éducation dans le Nord. Au début, susciter l'intérêt des jeunes élèves et leur donner une formation en recherche, afin qu'ils puissent faire partie d'une génération participant activement à la recherche nordique.
3. Assurer un financement durable de la recherche à *chaque niveau approprié*, et non seulement à l'échelle communautaire. Dans le contexte de l'Année polaire internationale, il est préférable de ne pas concentrer le financement à ce niveau. Il faut faire participer la collectivité, mais le financement doit être assuré au niveau le plus approprié.

Suivi proposé par l'Institut

Tout nouveau programme devrait tirer parti de l'expérience acquise grâce aux programmes existants pour que la participation des collectivités fasse partie intégrante de toute nouvelle initiative.

¹⁵ www.crsh.ca/web/apply/program_descriptions/Aboriginal_f.asp

RECOMMANDATION N° 6

Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires.

Bien-fondé

Les projets de recherche qui nécessitent un permis se heurtent à un problème de goulot d'étranglement considérable. Les gouvernements territoriaux ont transféré ces responsabilités aux instituts de recherche et aux collèges, qui ne peuvent répondre à la très forte demande faute de personnel et de fonds suffisants. Dans les Territoires du Nord-Ouest, le nombre de personnes qui examinent les propositions a été ramené de quinze à une. Par exemple, il faut six mois à un organisme et au territoire pour mener à bien l'évaluation éthique de la recherche en santé humaine. Si la durée du projet est d'une année, la moitié du temps sera donc consacrée à l'obtention du permis. De plus, comme les trois instituts de recherche dans le Nord ne sont pas centralisés, les chercheurs doivent présenter les mêmes renseignements trois fois pour chaque projet, sans compter que la procédure actuelle a été établie avant la conclusion des différents accords de revendications territoriales et qu'elle n'a pas été mise à jour. Elle s'avère plus fastidieuse maintenant qu'au moment de sa création. Avec l'Année polaire internationale, le nombre de propositions ira en augmentant, ce qui ne fera qu'aggraver la situation. (Selon un répondant, l'Année polaire internationale devrait attirer 2 500 chercheurs dans le nord du Canada.)

Situation actuelle

À l'heure actuelle, trois organismes s'occupent de l'attribution de licences ou de permis :

- Yukon Heritage (Yukon Environmental Assessment prendra la relève);
- l'Institut de recherche Aurora à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest;
- le Northern Research Institute au Nunavut.

Ces instituts ne disposent pas de système intégré pour l'attribution des permis. L'élaboration d'un processus harmonisé s'impose donc pour l'Année polaire internationale. Des scientifiques étrangers et canadiens présenteront des demandes, ce qui ne fera qu'accroître la charge de travail.

Obstacles

1. Différents types de travaux nécessitent l'octroi d'un permis (p. ex., médecine, environnement, océan et sciences sociales). Les instituts de recherche s'efforcent de prendre en charge ces différentes disciplines.
2. Le milieu de la recherche n'apprécie guère que les ressources soient consacrées à l'administration.
3. Il serait difficile d'harmoniser les formalités d'attribution des permis des trois territoires et d'assurer la participation des collectivités.

Options

1. Offrir des ressources et un soutien aux instituts de recherche et aux collèges pour traiter les demandes. Veiller à octroyer des ressources pour résoudre le problème à long terme.
2. Renforcer la recherche dans la région grâce à la Stratégie pour le Nord, afin d'améliorer le processus.
3. Coordonner l'attribution des permis par l'intermédiaire d'un institut centralisé, qui pourrait déterminer l'instance à qui il reviendrait d'accorder l'approbation. Cet organisme pourrait recommander au comité compétent l'approbation des demandes de permis pour éviter la répétition des tâches.

Priorité relative

L'analyse de la priorité de cette recommandation a suscité deux réactions opposées :

- Il s'agit d'un problème grave, car le processus d'attribution des permis se révèle un cauchemar chaque année.
- Il ne s'agit pas d'une priorité, car les directives et les besoins varient d'un gouvernement territorial à l'autre. Aucune solution ne convient aux trois territoires.

Suivi proposé par l'Institut

Pour les besoins de l'Année polaire internationale, le groupe spécial dont l'Institut préconise la création dans le présent rapport pour les recommandations n^{os} 1, 2 et 3 devrait déterminer la meilleure approche pour régler les problèmes inhérents à l'attribution des permis. Ce groupe devrait se réunir dès que possible, car le problème est assez urgent. Il devrait être composé de personnes compétentes, notamment des représentants des trois instituts chargés de l'attribution de permis dans le Nord, de membres du Secrétariat canadien de l'Année polaire internationale, de représentants des gouvernements territoriaux ainsi que de représentants des collectivités des Premières nations, métis et inuites.



RECOMMANDATION N° 7

Établir des programmes d'échange entre les collèges et les universités pour les étudiants du premier cycle.

Bien-fondé

Aucun bien-fondé n'est ressorti clairement des entrevues en ce qui concerne cette recommandation. Certains répondants estiment que les échanges devraient faire partie intégrante d'une approche davantage axée sur la collaboration entre les collèges et les universités qui participent à la recherche nordique. Il serait fort enrichissant pour les étudiants d'apprendre au contact des gens de la région et ces échanges « décoloniseraient » le processus de recherche. En revanche, certains répondants craignent que cette façon de procéder n'aggrave le problème créé par le fait que les programmes élaborés par les artisans de la politique du Sud conviennent uniquement au Sud. Des personnes interviewées ont fait valoir que les étudiants du Nord sont très différents – nombre d'entre eux sont plus âgés, mariés et ont un niveau de scolarité différent.

Situation actuelle

Il n'y a guère de collaboration entre les collèges du Nord et les universités du Sud. Différentes organisations s'attaquent à ce problème, entre autres l'Association universitaire canadienne d'études nordiques et l'Université de l'Arctique. En outre, le programme de stages du CRSNG aide à faciliter certains échanges. Toutefois, la plupart des échanges se font principalement dans le domaine de la formation et non dans celui de la recherche. Les programmes de formation des enseignants et des infirmières sont les plus fréquents. En ce qui a trait à la recherche, certaines stations de recherche du Nord comme le Permafrost Study Centre, au Yukon, comptent des étudiants de niveau collégial.

Obstacles

Pour cette recommandation, le principal obstacle réside dans les disparités entre le Nord et le Sud. « Il est difficile d'intégrer le Nord dans les établissements du Sud. Il est plus facile de faire venir dans le Nord les gens du Sud », a affirmé un répondant. Les répondants estiment que le déséquilibre entre

le Sud et le Nord au chapitre de la capacité éducationnelle se traduirait par un déséquilibre dans les échanges. Il serait trop difficile aux étudiants du Nord de se rendre dans le Sud et plus facile à ceux du Sud d'aller dans le Nord.

Options

1. Trouver des idées originales afin de réaliser un projet à long terme pour faciliter les échanges entre les établissements.
2. Concevoir des programmes pour renforcer les capacités dans les collectivités nordiques et faire participer les habitants du Nord au processus. Ces programmes devraient viser à mobiliser les jeunes avant qu'ils ne décrochent du système.
3. Organiser des échanges d'étudiants de 1^{er} cycle et de personnel. Cette initiative créerait des possibilités pour les chercheurs qualifiés.

Priorité relative

La priorité attribuée à cette recommandation par les personnes interviewées varie entre faible et haute. Elles n'ont pu en arriver à un consensus sur ce point.

Suivi proposé par l'Institut

L'Association universitaire canadienne d'études nordiques et l'Université de l'Arctique devraient donner l'exemple en favorisant et en renforçant la collaboration entre les universités du Sud et les collèges du Nord. En outre, le groupe spécial dont l'Institut préconise la création pour réaliser les recommandations n°s 1, 2, 3 et 6 afin de prendre en charge les enjeux de la recherche nordique devrait examiner cette question pour déterminer la meilleure approche à adopter dans le but de réaliser des progrès dans ce domaine.

RECOMMANDATIONS N^{OS} 9 ET 10

Désigner des innovateurs dans les écoles pour faire fonction de spécialistes en la matière et leur attribuer des fonds stables afin qu'ils puissent établir des liens avec les étudiants et les chercheurs pendant toute l'année et investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais.

Bien-fondé

Il est impératif d'investir dans la prochaine génération, d'autant plus que 60 p. 100 des habitants du Nord ont moins de 25 ans. Mais dans cette démarche, on ne devrait pas considérer le Nord comme un laboratoire vivant pour les chercheurs du Sud. Il faudrait plutôt encourager les jeunes vivant dans le Nord à faire les études nécessaires pour participer à la recherche qui influe sur leurs collectivités. Pour ce faire, le système d'éducation du Nord doit bénéficier d'un financement stable à long terme, car on devra attendre une génération avant d'obtenir des résultats. L'éducation est incontournable. Comme l'a mentionné un répondant, « la sculpture est à la pierre de savon ce que l'éducation est à l'âme ».

Situation actuelle

Les conférences Fraser de la Société géographique royale du Canada font la promotion des sciences auprès des habitants du Nord et des jeunes. Le programme PromoScience du CRSNG, qui appuie la promotion des sciences auprès des jeunes, pourrait être mis à profit pour les jeunes dans le Nord. L'Institut de recherche Aurora et le Collège du Yukon ont obtenu une subvention de PromoScience respectivement pour leurs programmes Experts du Nord dans les écoles et Innovators in Schools. De plus, le CRSNG vient tout juste de lancer le programme des Centres de recherche sur l'enseignement et l'apprentissage des sciences (CREAS), afin de répondre aux besoins en matière d'éducation en sciences dans les écoles de l'ensemble du Canada. Le gouvernement fédéral appuie des expo-sciences annuelles appuyées par différentes organisations. Le Centre Nasivvik, parrainé par les IRSC, fait efficacement la promotion de l'éducation et suscite un intérêt pour les sciences. En outre, le réseau ArcticNet transporte par avion les jeunes à bord des brise-glace. L'Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA) a créé une base de données intitulée « Qaigitsi! », qui répertorie les possibilités d'éducation postsecondaire et de formation offertes aux Inuits.

Obstacles

1. Le plus grand obstacle réside dans la situation actuelle de l'éducation dans le Nord. Une personne interviewée a déclaré : « Le système d'éducation dans le Nord est vraiment déplorable. C'est scandaleux! » Pour entrer à l'université, les étudiants ont besoin d'une mise à niveau.
2. Il est difficile de remédier aux lacunes du système d'éducation dans le Nord, en partie parce qu'il faudrait pour ce faire réformer les niveaux primaire et secondaire. Or, ces niveaux d'éducation ne relèvent pas du mandat du CRSNG, du CRSH ou des IRSC.
3. L'idée d'« investir » dans la prochaine génération doit être mieux définie.

Options

1. Mettre l'accent sur l'éducation des jeunes enfants pour renforcer les capacités dans le Nord. Les interventions ciblant les plus jeunes seraient les plus fructueuses, car elles amélioreraient le niveau de la prochaine génération. Élaborer des programmes qui incitent les enfants autochtones à faire carrière en recherche.
2. Affecter aux écoles des spécialistes qui ont des compétences relativement à la région. Il pourrait s'agir d'innovateurs qui travaillent dans le secteur public, notamment des innovateurs autochtones et les agents du cadastre de chaque village.
3. Créer des programmes de mentorat et mettre à contribution des innovateurs dans les collectivités pour donner une portée accrue à l'éducation en dehors du milieu scolaire.
4. Mettre en place des incitatifs pour garder dans le Nord les meilleurs éléments.

Priorité relative

Il est primordial d'investir dans l'éducation dans le Nord. Si l'on avait quelqu'un qui parle la langue locale et qui connaît les gens, cela rehausserait la recherche menée dans le Nord.

Suivi proposé par l'Institut

Au moment de l'élaboration de la Stratégie pour le Nord, Affaires indiennes et du Nord Canada devrait veiller à faire clairement ressortir le lien entre une meilleure recherche nordique et la réforme du système d'éducation des territoires.



RECOMMANDATIONS N^{OS} 11 ET 18

Faciliter le renforcement des capacités des personnes en place et la participation du Nord à toutes les étapes des projets de recherche sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux; et demander aux organismes qui financent les recherches de mettre l'accent sur les recherches menées dans les territoires ainsi que sur l'importance de présenter les résultats à la communauté, de susciter son intérêt et d'échanger les idées.

Bien-fondé

Les habitants du Nord sont mal outillés pour participer à la recherche nordique, car le système d'éducation ne prend pratiquement jamais en compte les aspects culturels. Il faut intégrer les chercheurs, les habitants et les collectivités du Nord. L'établissement de relations avec les partenaires du Nord est considéré comme un aspect important de la recherche. Il s'agit notamment de communiquer les résultats aux collectivités et de faire en sorte que les organismes octroient des fonds aux scientifiques qui vivent et travaillent dans le Nord tout au long de l'année.

Situation actuelle

Les programmes Réalités autochtones, ARUC et de développement de la recherche sur le Nord du CRSH octroieront des fonds aux chercheurs nordiques qui se penchent sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux. Les modalités du programme ARUC prévoient à mi-parcours un examen des projets, au cours duquel l'une des questions clés porte sur le rôle de la collectivité dans la recherche menée jusqu'alors. Le CRSNG a réintroduit les suppléments en recherche nordique, qui permettent une consultation préalable et un suivi. Les programmes de suppléments et de chaires de recherche nordique du CRSNG ont fait de la participation d'habitants du Nord un critère de financement. Les IRSC ont un programme qui exige la participation de la collectivité. Le Centre Nasivvik met au point et applique des méthodes visant à réunir et à mettre à profit les connaissances inuites et scientifiques en matière de recherche et d'interventions dans le domaine de la santé. De plus, en vertu de son mandat, l'Association universitaire canadienne d'études nordiques a pour objectif de veiller à ce que les habitants du Nord participent à la recherche et d'améliorer les possibilités qui leur sont offertes.

Obstacles

1. Souvent, les chercheurs ne reconnaissent pas la nécessité de renforcer les capacités des habitants et la participation du Nord.
2. Les collectivités nordiques n'acceptent guère la présence des chercheurs et ne se lient pas aisément avec eux. Par conséquent, les chercheurs ont de la difficulté à embaucher des gens. Une fois les travaux terminés, ils retournent souvent dans le Nord pour assurer le suivi, mais la collectivité n'est pas pour autant satisfaite. La mémoire collective des gens du Nord est souvent de courte durée.
3. Les habitants sont mal outillés pour participer à la recherche. Par exemple, un répondant a parlé d'un projet qui exigeait l'embauche de gens de la collectivité. On n'avait prévu aucun programme de formation pour les employés recrutés au sein de la collectivité et certains d'entre eux ont tué les animaux de laboratoire au terme du projet, ce qui a entraîné la perte d'une partie des données.
4. L'Université de l'Arctique ne fait pas partie du champ de compétence des organismes subventionnaires traditionnels. Le point de vue des chercheurs indépendants est fort précieux, mais ils sont défavorisés. Ces chercheurs ne sont pas admissibles au financement, car ils ne sont rattachés à aucune université et n'ont aucun lien avec des établissements du Sud. Par conséquent, ils présentent moins d'intérêt pour les autres chercheurs en ce qui a trait à la recherche concertée (p. ex., la recherche consacrée aux répercussions du changement climatique sur la santé).
5. Les chercheurs du gouvernement, qui font beaucoup de recherche, sont limités par les coupures fédérales et ne peuvent demander de financement aux organismes subventionnaires. C'est pourquoi ils ne sont pas en mesure de

publier autant de communications scientifiques et se sentent isolés et sous-estimés.

6. Ce ne sont pas tous les programmes des organismes subventionnaires qui sont axés sur la recherche communautaire. C'est pourquoi il peut être difficile d'adapter certains programmes de base de chacun des trois organismes subventionnaires à ce type de recherche communautaire.

Options

1. Sensibiliser les chercheurs à la nécessité d'employer un langage clair et simple lorsqu'ils communiquent avec les collectivités.
2. Assurer la participation des Autochtones et leur contribution à l'élaboration des programmes d'action, afin que la recherche prenne en compte les éléments importants à leurs yeux.
3. Insister pour que la recherche prévoie la consultation de la collectivité au début des travaux, afin que les chercheurs bénéficient d'une orientation et des connaissances de la collectivité. Exiger qu'ils présentent les résultats initiaux à la collectivité. Encourager l'établissement de relations avec la collectivité et affecter davantage de ressources à la présentation des résultats, en mettant l'accent sur les éléments importants pour la collectivité.
4. Fournir du financement pour un poste à plein temps dans chaque collectivité dans le but de mieux outiller les habitants.
5. Adopter une définition plus large des notions de recherche et de chercheur. Veiller à ce que la recherche soit dictée par les habitants et les besoins du Nord, afin d'éviter le ressentiment au sein de la population.
6. Établir des réseaux à l'échelle des collectivités et non des territoires. Ces réseaux devraient inclure les collectivités au-delà des frontières territoriales, en privilégiant la recherche axée sur les enjeux ou les groupes culturels.

Suivi proposé par l'Institut

Dans ses efforts pour contribuer à l'Année polaire internationale et à la Stratégie pour le Nord, le Comité des sous-ministres adjoints pour les sciences et la technologie dans le Nord devrait miser sur l'expérience acquise grâce aux programmes déjà en place tels que Réalités autochtones et ARUC du CRSH et le programme communautaire des IRSC pour mieux outiller les habitants et accroître la participation du Nord à la recherche. L'Association universitaire canadienne d'études nordiques devrait élargir son mandat pour exiger la participation des habitants du Nord à la recherche nordique.



RECOMMANDATIONS N^{OS} 8, 12 ET 20

Consigner les connaissances des aînés (savoir traditionnel) dans les plus brefs délais et y accéder; encourager la communauté des chercheurs en général à reconnaître la nécessité et la valeur de la culture autochtone du Nord et du savoir traditionnel; et examiner les critères relatifs aux propositions de recherche et établir les critères d'évaluation pour garantir qu'ils reposent sur les besoins du Nord et pour encourager l'intégration du savoir traditionnel aux autres observations scientifiques.

Bien-fondé

Ces recommandations témoignent du respect envers les aînés et leur collectivité. En investissant dans le savoir des aînés, on renforcera les capacités aux niveaux régional et communautaire. Les aînés ont été témoins des changements environnementaux dans le Nord et constituent une précieuse source d'information et de savoir. La recherche devrait miser sur une participation appropriée des gens, des collectivités et des groupes autochtones du Nord, qui devrait être prévue à toutes les étapes des projets de recherche – depuis l'élaboration jusqu'à l'étape de communication des résultats.

Situation actuelle

Le programme du CRSH en Réalités autochtones encourage, en partie, de nouvelles approches et méthodes d'étude qui permettront de mieux comprendre la dynamique et l'importance du savoir autochtone. De plus, deux comités évaluent les propositions – l'un pour la pertinence et l'autre pour la valeur de la recherche. Plus de 50 p. 100 des membres de ces comités participant à la procédure d'approbation sont des Autochtones. L'Institut de la santé des Autochtones, qui fait partie des IRSC, encourage l'intégration du savoir traditionnel et évalue les critères en fonction des besoins du Nord¹⁶. Le programme Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé – qui fait partie intégrante du programme de l'Institut de la santé des autochtones – finance des projets de recherche comportant un volet consacré à la santé traditionnelle. Le programme proposé par les trois organismes subventionnaires insisterait sur la nécessité d'être à l'écoute des besoins du Nord comme il se doit. *Impacts of a Warming Arctic: Arctic Climate Impact Assessment* tire parti des perspectives autochtones et consigne les connaissances traditionnelles. Le Comité directeur canadien pour l'Année polaire internationale, qui se penchera sur les questions relatives au

savoir traditionnel, met sur pied un groupe de spécialistes qui sera chargé des questions de propriété intellectuelle. Les collectivités nordiques consignent les connaissances des aînés et le savoir traditionnel.

Obstacles

1. La propriété du savoir, les droits de propriété intellectuelle, la protection des renseignements personnels ainsi que les applications et l'utilisation des connaissances traditionnelles constituent des problèmes connexes.
2. En consignait le savoir traditionnel, on risque de le sortir de son contexte. Il pourrait prendre un sens différent quand on l'observe de l'extérieur.
3. Les collectivités nordiques n'ont pas les ressources voulues pour documenter le savoir traditionnel autochtone et tenir à jour un registre à cette fin.
4. L'intégration du savoir traditionnel et des connaissances scientifiques pourrait poser des difficultés.

Options

1. Obliger les titulaires de subventions de recherche nordique à assurer le respect, la production, l'utilisation et la diffusion du savoir traditionnel et de la science. Traiter avec respect les connaissances des aînés et ne pas promouvoir un projet pour des raisons politiques. Il faut plutôt canaliser l'attention sur la valeur intellectuelle du savoir traditionnel.

¹⁶ www.cihir-irsc.gc.ca/e/8668.html

2. Élaborer pour les trois organismes subventionnaires un mécanisme de financement particulier en vue de documenter le savoir traditionnel. Les programmes devraient aider les collectivités à entreprendre cette démarche pour leur donner un sentiment d'appartenance à l'égard de l'information. Cette façon de procéder contribuera à promouvoir l'autonomie des collectivités.
3. Consigner les connaissances des aînés et le savoir traditionnel au moyen d'une technologie accessible. Les bandes magnétiques et les pellicules se détériorent et la technologie d'archivage employée dans le Nord est désuète.
4. Offrir des cours aux jeunes chercheurs et aux chercheurs du Sud qui en sont à leur premier séjour dans le Nord, afin de les sensibiliser aux besoins de la région. Par exemple, un cours pourrait comporter une journée en compagnie d'un aîné.
5. Les organismes subventionnaires devraient élaborer plus de programmes où les comités se composent non seulement de scientifiques, mais aussi de représentants légitimes de la collectivité.
6. Veiller à ce que les Autochtones prennent part à la procédure d'évaluation. Par exemple, si deux personnes sont chargées de l'examen par les pairs des propositions, une doit être un Autochtone et l'autre un examinateur traditionnel.
7. Veiller à ce que les initiatives menées dans le Nord soient fondées sur le contenu intellectuel et non sur la souveraineté. La recherche dans le Nord devrait reposer sur l'idée qu'il s'agit d'un « monde fascinant » – autrement dit, on doit mettre l'accent sur ce que le Nord peut apporter au Sud et non sur ce que le Sud peut faire pour le Nord. Évaluer les projets en fonction de la satisfaction des besoins de la collectivité devrait se faire en parallèle avec le volet du mérite scientifique.
8. Utiliser comme modèle les critères du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord.

Priorité relative

Les personnes interviewées estiment qu'il s'agit d'une recommandation cruciale qui porte sur un sujet urgent et important pour les collectivités autochtones.

Suivi proposé par l'Institut

Les organismes subventionnaires devraient mettre davantage l'accent sur le respect du savoir traditionnel pour les applications de la recherche. Dans la recherche nordique en général, on devrait adopter comme modèle les principes du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord. De plus, le Comité des sous-ministres adjoints pour les sciences et la technologie dans le Nord devrait se pencher sur la question de la consignation et du respect des connaissances des aînés ainsi que sur la prise en compte des besoins de la région.



RECOMMANDATION N° 13

Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau où il serait possible d'entreposer des bases de données, d'instaurer une bibliothèque, de tenir des réunions, de faire du réseautage.

Bien-fondé

On manque d'installations centralisées où mener la recherche nordique. Les chercheurs ont besoin d'endroits où réfléchir, d'équipement de base et d'un appui rudimentaire « sur le terrain ». Le réseau d'installations en place est délabré et peu homogène. On n'a pas déployé beaucoup d'efforts pour réparer et moderniser l'infrastructure et on manque de bureaux, de tables de travail et d'ordinateurs. C'est pourquoi il est difficile d'accueillir des chercheurs dans le Nord. À la veille de l'Année polaire internationale, il faut prendre de mesures pour donner suite à cette recommandation.

Situation actuelle

Il y a des centres et des installations de recherche dans le Nord. L'institut de recherche du Collège du Yukon met actuellement sur pied le Centre of Northern Construction Technology, qui servira au stockage de matériel et fera office de bibliothèque. Yellowknife dispose par ailleurs du Centre du patrimoine septentrional du Prince de Galles. Mentionnons également le programme Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé. De plus, le Centre Nasivvik mène des travaux de haut niveau. La Société canadienne pour la santé circumpolaire intensifie ses activités. La Société canadienne de recherche en santé rurale est également présente, mais non de manière officielle. Outre ces centres et organisations, on a discuté de l'établissement d'une université de l'Arctique, qui serait un établissement virtuel dans le Nord. L'Année polaire internationale a conforté l'opinion selon laquelle les instituts du Nord devront concerter leurs efforts, ce qui exigera la création d'une nouvelle association pour les regrouper.

Obstacles

1. Il serait difficile de construire un établissement pour la recherche nordique dans l'une des stations de recherche existantes dans le Nord, car ces stations qui datent d'au

moins 40 ans n'ont guère été entretenues et n'ont pas subi non plus d'améliorations dignes de ce nom.

2. Il serait difficile de désigner un endroit unique dans le Nord, car cela exigerait l'accord de toutes les régions. Par exemple, si l'on opte pour Whitehorse, l'établissement ne sera guère utile au Nunavut.

Options

1. Agrandir et appuyer les structures existantes (instituts de recherche nordique). Il y a des différences entre le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Il faudrait doter chaque territoire d'une plaque tournante pour la recherche. À cette fin, il y a lieu de renforcer les capacités des instituts en place dans les collèges.
2. Mettre sur pied une base de données centralisée au lieu d'agrandir les installations existantes ou de construire un nouveau centre.

Priorité relative

Il est essentiel de disposer d'installations pour la recherche menée sur place.

Suivi proposé par l'Institut

Il s'agit d'un enjeu à long terme auquel devraient s'intéresser l'Année polaire internationale et la Stratégie pour le Nord. Le Comité des sous-ministres adjoints pour les sciences et la technologie dans le Nord devrait déterminer si ses membres peuvent présenter une série de propositions communes en vue de réaliser des progrès dans le domaine.

RECOMMANDATION N° 14

Établir un RCE « allégé », c'est-à-dire un réseau de moins grande portée, ou allégé, qui serait plus facile à gérer qu'un RCE ordinaire (réseau de centres d'excellence), afin de faciliter l'établissement de liens entre les installations existantes, les spécialistes et les fournisseurs de fonds.

Bien-fondé

Le Nord a besoin d'un RCE multidisciplinaire pour intégrer la recherche nordique et faciliter le réseautage. Toutefois, le temps requis pour élaborer une proposition viable en vue de créer un nouveau RCE entraînerait des coûts élevés. Un RCE « allégé » pourrait donc fonctionner.

Situation actuelle

En plus du RCE qui met l'accent sur le Nord (ArcticNet), les responsables du Programme des RCE envisagent d'établir des RCE « allégés ». Ils fourniraient des fonds pour le réseautage proprement dit, mais ne contribueraient guère à la recherche. Autrement dit, on s'attacherait à réunir les gens pour mener des travaux interdisciplinaires. En outre, le Centre for Cold Weather Construction envisagé au Yukon pourrait devenir un RCE « allégé ». Il serait fort utile à la recherche en général que l'on donne suite à cette recommandation afin d'appuyer la recherche.

Obstacles

1. Les RCE privilégient souvent les domaines économiques et sociaux au détriment des questions sociales. L'approche de ces réseaux ne pourra peut-être pas convenir au Nord, en particulier pour des raisons sociales ou culturelles.
2. Le Nord est vraiment complexe. Une personne interviewée a souligné : « J'ai de la difficulté à imaginer une structure, plus petite, plus légère, etc., dans le Nord ».
3. Cette idée pourrait induire en erreur, car « allégé » peut donner à penser que le réseau sera « sous-financé ».
4. Cette option serait considérée comme une initiative du Sud.

Options

1. Établir dans le Nord un RCE « allégé », peut-être avec l'appui du service canadien pour la recherche nordique dont la création a été proposée, qui serait similaire à un RCE.
2. Établir dans le Nord plusieurs RCE « allégés ». Réduire les conditions exigées et faire en sorte que leur création soit moins onéreuse. Il s'agit d'une nécessité en raison des besoins uniques qui se sont sentis dans le Nord. On pourrait envisager différents modèles de RCE, par exemple, des réseaux articulés autour de thèmes généraux, une filière recherche ou un modèle d'ARUC.
3. Établir un RCE de grande envergure plutôt qu'un RCE « allégé ». Même le réseau ArcticNet ne répond qu'à une partie des besoins.
4. Renoncer à établir un RCE, mais mettre sur pied un réseau regroupant les instituts nordiques et les capacités existantes, qui engloberait les collèges et les écoles secondaires.

Suivi proposé par l'Institut

On devrait se pencher sur cette recommandation dans le contexte du Programme des réseaux de centres d'excellence. Les organismes subventionnaires et Industrie Canada devraient déterminer s'il est nécessaire d'établir un ou plusieurs RCE « allégés » dans le Nord dans la perspective de l'Année polaire internationale et de la Stratégie pour le Nord. Le groupe spécial dont l'Institut préconise la création pourrait juger utile de réfléchir à la question.

RECOMMANDATIONS N^{OS} 15, 16, 17, 23, 24, 25 ET 26

Établir une enveloppe budgétaire stratégique pour les trois organismes subventionnaires, qui sera examinée par les pairs, pour les nouvelles équipes qui participent à des travaux de recherche nordique multidisciplinaires; investir de un à deux millions de dollars pour favoriser la tenue de recherches de grande qualité dans le Nord; élaborer pour le Nord un programme stratégique des trois organismes subventionnaires assorti d'une déclaration de principes; mettre en œuvre des projets pilotes et des mécanismes de financement réservés aux travaux menés par des chercheurs du Nord, qui relèveraient d'un conseil décisionnaire établi dans le Nord; encourager la planification transsectorielle entre les trois organismes subventionnaires; fournir un fonds de démarrage pour consulter les collectivités dès les premières étapes d'élaboration d'un projet; et reconnaître les contributions « en nature » des collectivités au moment de prendre des décisions de financement.

Bien-fondé

Une collaboration accrue s'impose entre les trois organismes subventionnaires pour favoriser la recherche nordique. Cette collaboration devrait faire en sorte que les programmes adoptent une approche multidisciplinaire et soient axés sur la collectivité. Il faudrait accroître la recherche menée pour le Nord par les habitants de la région et prenant en compte leur point de vue et leurs besoins. La consultation des collectivités créerait un sentiment de confiance et renforcerait les capacités de recherche. Mais les chercheurs ne peuvent arriver dans les collectivités les mains vides et ils n'ont accès à aucun financement pour consulter les collectivités à l'étape de la formulation des projets. En outre, on devrait disposer de fonds pour indemniser les collectivités. D'après une personne interviewée, certains fonds fédéraux sont octroyés selon le principe de partage des coûts et les chercheurs doivent trouver un financement de contrepartie. Si cette solution ne pose pas problème lorsque la collectivité est une grande ville, il est beaucoup plus difficile de recueillir des fonds de contrepartie dans les petites collectivités, ce qui les empêche d'obtenir des projets de recherche.

Situation actuelle

En juillet 2004, les représentants des trois organismes subventionnaires se sont réunis pour discuter de leur collaboration en ce qui a trait aux nouveaux enjeux transsectoriels – par exemple, la nanotechnologie, l'environnement et la recherche nordique. Cette réunion a permis de lancer l'idée d'une initiative conjointe consacrée à la recherche nordique, qui aurait notamment pour objet d'offrir un financement assez élevé à

des équipes de chercheurs relativement nouvelles qui mènent des travaux multidisciplinaires. Chaque équipe comprendrait quelques membres provenant des « milieux » du CRSNG, des IRSC et du CRSH et ferait participer les habitants du Nord à toutes les étapes des projets. En s'inspirant du programme Alliances de recherche universités-communautés (ARUC) du CRSNG ou du Programme des alliances communautaires pour la recherche en santé (ACRS), on remanierait le programme, qui aiderait plus particulièrement les stagiaires désireux de travailler dans le Nord et financerait certaines chaires de recherche nordique chargées d'assurer le leadership et un mentorat. Les trois organismes espèrent lancer un nouveau programme doté de ressources financières adéquates pour l'Année polaire internationale. Toutefois, compte tenu de la faible majoration prévue dans le budget fédéral de 2005 et de la coupure de 3,6 millions de dollars dans le budget du CRSH (10 p. 100 du budget des subventions non attribuées), cet organisme n'a toujours pas encore les ressources voulues pour investir dans une initiative conjointe ou apporter une aide correspondant aux coûts réels de la recherche dans le Nord. Le CRSNG et les IRSC sont également aux prises avec des contraintes financières similaires.

Outre cette initiative, les IRSC ont annoncé l'octroi de fonds par voie de concours pour cinq projets visant à rencontrer les membres des collectivités. Grâce aux fonds provenant de l'Institut de la santé des Autochtones, cinq subventions de développement de 40 000 \$ chacune seront offertes jusqu'à concurrence de 100 000 \$. Le programme Réalités autochtones du CRSH et le Programme de chaires de recherche nordique du CRSNG versent aussi des fonds à des chercheurs locaux.

On projette notamment de fournir aux chercheurs des fonds de démarrage pour consulter les collectivités dès le début de la formulation des projets. Une partie de la procédure d'attribution des subventions commune aux trois organismes consisterait à intégrer cette démarche à l'étape de la lettre d'intention. Le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et l'Enquête nationale sur la santé de la population créent actuellement des mécanismes de financement pour la recherche menée par les habitants de la région. Il est reconnu que le programme Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé entretient des liens étroits avec la collectivité. Les programmes mettant à contribution des partenaires du Nord, entre autres le Programme des chaires de recherche nordique et le programme de partenariat du Collège du Yukon, reconnaissent les contributions en nature de la collectivité. Les programmes ARUC et Réalités autochtones du CRSH encouragent aussi ce type de contributions.

En outre, les trois organismes subventionnaires ont mis sur pied le Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche pour répondre aux besoins en ce qui concerne l'éthique de la recherche portant sur les êtres humains¹⁷. Ce groupe interdisciplinaire et pluraliste, dont font partie des représentants de la collectivité et des participants à la recherche, formule à l'intention des organismes son point de vue et des avis indépendants sur la politique en matière d'éthique de la recherche formulée dans l'Énoncé de politique des trois conseils.

Obstacles

1. Certains répondants doutaient que les trois organismes subventionnaires obtiennent le montant de un à deux millions de dollars à réunir pour stimuler la recherche dans le Nord. Et même s'ils l'obtenaient, ces fonds ne seraient pas suffisants. Malgré l'augmentation du budget des trois organismes, il ne leur a pas été possible de créer de nouveaux programmes.
2. Les organismes auraient de la difficulté à réaffecter aux collectivités des fonds destinés à la recherche.
3. Nul n'accepterait que tous les fonds soient affectés à la consultation au détriment de la recherche.
4. Certains travaux de recherche sont menés loin de toute localité.
5. Cette mesure aurait pour effet d'accroître considérablement l'investissement initial.
6. Il serait difficile de déterminer ce qui est reconnu comme une contribution en nature.

¹⁷ www.pre.ethics.gc.ca

Options

1. Faire valoir auprès des présidents respectifs des organismes subventionnaires l'idée de financer la recherche nordique de façon concertée et stratégique. Ils doivent faire preuve de pragmatisme politique à cette fin. Il faut obtenir l'aval des trois présidents.
2. Réexaminer la définition de l'expression « personnel hautement qualifié » pour la recherche nordique. Au moment de l'évaluation, on doit compter les assistants de recherche dûment formés et les élèves du niveau secondaire de la collectivité. Encourager les propositions émanant des jeunes chercheurs. En outre, inciter les équipes existantes à recruter de jeunes chercheurs et à adopter un mécanisme de mentorat.
3. Faire participer la collectivité autochtone à l'élaboration du programme de recherche, notamment en ce qui a trait à la méthode. Accorder la préférence aux projets qui bénéficient de l'appui de la collectivité. Par exemple, s'il y a deux candidats en lice et qu'un seul fait état du soutien de la collectivité, c'est lui qui devrait recevoir le financement.
4. Majorer le nouveau financement à mesure que l'on renforcera les capacités, ce qui nécessitera des fonds supplémentaires à long terme.
5. Verser les fonds directement aux collègues.
6. Lier le nouveau financement aux priorités et aux objectifs définis ouvertement par les administrations publiques (locales et fédérales) pour chaque territoire. On devrait prendre en compte les besoins des habitants du Nord tels que définis par leur propre gouvernement. On pourrait établir un centre d'échange faisant le lien entre les besoins en recherche et les chercheurs.
7. Veiller à ce que l'on consulte la collectivité sur les idées uniquement si les travaux sont bien déterminés. Si le chercheur en est encore à délimiter la portée des travaux et qu'il change d'idée, les gens pourraient être déçus.
8. Encourager l'établissement de noyaux de chercheurs pour leur permettre de mettre leurs ressources en commun (p. ex., les hélicoptères et les traducteurs).

Suivi proposé par l'Institut

L'Année polaire internationale offre le meilleur véhicule à court terme pour donner suite à ces recommandations. Le groupe de travail des trois organismes subventionnaires devrait déterminer s'il serait utile de mettre en œuvre l'une des initiatives actuelles dans la perspective de l'Année polaire internationale, en plus des initiatives actuelles.

RECOMMANDATIONS N^{OS} 19 ET 21

Organiser un examen de la pertinence par la communauté et mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction par la communauté au sujet de l'éthique; et encourager la participation des organismes autochtones du Nord aux processus d'examen.

Bien-fondé

En communiquant de façon efficace avec les collectivités et en veillant à ce qu'elles participent aux travaux, on aiderait à faire en sorte que la recherche leur soit utile. Cette participation permettrait de prendre en compte le point de vue, les valeurs, la culture et la vision du monde des collectivités.

Situation actuelle

Pour les IRSC, l'éthique fait partie intégrante de la procédure d'examen. Des chercheurs autochtones siègent au comité d'examen par les pairs de l'Institut de la santé des autochtones. Le programme Réalités autochtones du CRSH met à contribution des Autochtones dans l'examen des demandes. Le CRSNG a déterminé qu'au moment de la formation des comités appelés à évaluer la recherche nordique, il convient de recruter quelqu'un connaissant bien ce type de recherche. Le Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche procède actuellement à un examen majeur de l'*Énoncé de politique des trois conseils* (cité ci-dessus). Les centres du programme Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé disposent de fonds de démarrage pour la recherche et chacun est régi par un conseil composé d'Autochtones. La Stratégie pour le Nord et l'Année polaire internationale donneront lieu à de nouvelles initiatives visant à faire participer les Autochtones à différentes procédures se rapportant à la recherche nordique. L'Association universitaire canadienne d'études nordiques a établi une série de principes pour encourager la coopération et le respect mutuel entre les chercheurs et les gens du Nord, et son mandat consiste notamment à donner davantage la possibilité aux habitants de la région, en particulier les Autochtones, de participer à la recherche.

Obstacles

1. Les travaux de recherche ne sont pas tous nécessairement pertinents pour la collectivité.
2. Il serait difficile de faire participer les collectivités du Nord, car l'expérience du passé indique qu'elles ne font pas confiance aux chercheurs. Ces derniers se heurtent donc à l'indifférence ou à une réaction négative de leur part.
3. Le niveau de capacité n'est tout simplement pas adéquat. Les organisations du Nord sont à la limite de leurs ressources. Elles ont besoin de temps et de compétences. Par ailleurs, soit les gens sont occupés, soit ils ne sont pas qualifiés.
4. L'examen éthique propre au milieu universitaire est incompatible avec le point de vue traditionnel. Il est difficile de concilier ces perspectives.
5. Les habitants du Nord sont consultés à l'excès, ce qui crée un sentiment d'insatisfaction.
6. Certains estiment que les Autochtones eux-mêmes, et non leurs organisations, devraient participer aux procédures d'examen de manière à dissocier la science de la politique.

Options

1. Prendre en compte toutes les exigences éthiques en place pour les besoins des examens menés par les Autochtones au lieu de tenter d'établir un autre processus d'examen.
2. Faire le lien entre la recherche et les préoccupations dans le Nord. Consulter les dirigeants de la collectivité, les collègues de la région et les administrations locales pour déterminer au préalable les priorités et les connaissances de la collectivité. Encourager les collectivités à élaborer leur propre modèle éthique.

3. Veiller à ce que les organisations autochtones soient parties prenantes au lieu de simplement leur offrir un encouragement. À l'heure actuelle, cela n'arrive que rarement, dans certains programmes du CRSH et certains projets des IRSC.
4. Reconnaître la diversité du Nord. Ne pas regrouper tous les éléments dans un point de vue nordique unique. Les collectivités ne sont pas homogènes. Mener des consultations et utiliser des protocoles appropriés de manière à inclure les organisations visées ou compétentes.
5. Verser une indemnité aux habitants du Nord et aux aînés, afin de les dédommager pour le temps et les frais de déplacement nécessaires pour se rendre aux endroits où ont lieu la recherche ou les réunions.
6. Mettre sur pied un conseil nordique pour examiner les propositions de financement dans le but d'éviter les gestes purement symboliques et d'assurer une réelle participation.

Priorité relative

Des personnes interviewées ont souligné que la participation des groupes autochtones revêt une grande importance.

Suivi proposé par l'Institut

Toute nouvelle initiative découlant de l'Année polaire internationale ou de la Stratégie pour le Nord devrait miser sur les pratiques actuelles qui mettent à contribution les Autochtones de façon efficace. L'Association universitaire canadienne d'études nordiques et le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord pourraient servir de modèles.



RECOMMANDATION N° 22

Établir un groupe d'intérêts pour la recherche nordique par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens, coordonné par les trois organismes subventionnaires et les chercheurs.

Bien-fondé

Il faut faire valoir que la recherche nordique revêt une importance pour le Canada *dans son ensemble*. On devrait adopter une politique nationale intégrée sur le Nord en tant que tout. La souveraineté dans le Nord devrait constituer une priorité nationale, car trois pays revendiquent certaines parties de l'Arctique. L'Année polaire internationale imminente présente une occasion en or de promouvoir la recherche dans le Nord.

Situation actuelle

Le Groupe de travail sur la recherche nordique (1998-2000) a cherché à constituer des appuis en faveur de la recherche nordique et le Dialogue visait un objectif similaire. Le CRSNG et les IRSC ont fourni aux journaux des articles sur la recherche nordique. Les communications sur l'Année polaire internationale contribueront par ailleurs à l'ampleur de cet effort. M. Arthur Carty, conseiller national des sciences auprès du premier ministre, tient à ce que l'on fasse davantage connaître l'Arctique à la population canadienne. *Impacts of a Warming Arctic: Arctic Climate Impact Assessment*, le *Rapport sur le développement humain dans l'Arctique*, le discours du Trône de février 2004 ainsi que les travaux de la Société géographique royale du Canada et du *Canadian Geographic* ont aidé à faire valoir l'importance de la recherche nordique.

Options

1. Recruter d'autres organisations (en plus des organismes subventionnaires) pour participer à cette activité, par exemple, la Commission canadienne des affaires polaires, l'Institut arctique de l'Amérique du Nord et le Comité canadien des ressources arctiques.

2. Mettre en place un mécanisme de collaboration entre les groupes autochtones et les chercheurs. En toute logique, la première étape devrait consister à assurer la cohérence des messages pour que l'information communiquée aux gens du Sud corresponde aux souhaits des Autochtones (p. ex., l'utilité de la recherche pour eux).
3. Rétablir d'anciens programmes favorisant une interaction entre les rédacteurs, les artistes et les scientifiques. Les artistes savent comment communiquer des messages. Le CRSNG est associé avec le Conseil des arts du Canada. S'efforcer de rallier les communicateurs, afin de faire le lien entre des gens qui emploient des « langages » différents (c'est-à-dire les scientifiques et les autres). Ces intervenants joueraient un rôle équivalent à celui des peintres de guerre canadiens.
4. Renforcer le réseau actuel de stations de recherche dans le Nord, qui est délabré et peu homogène. En renforçant les stations de recherche existantes et en en créant de nouvelles, on stimulerait l'aide.

Suivi proposé par l'Institut

Le Comité des sous-ministres adjoints pour les sciences et la technologie dans le Nord devrait donner l'exemple en faisant la promotion de la recherche dans le Nord. En outre, un groupe spécial mis sur pied pour se pencher sur les enjeux de la recherche nordique devrait réfléchir à la façon de faire valoir auprès du grand public l'importance de cette recherche. Les organismes subventionnaires devraient accroître leurs communications sur la recherche nordique et envisager certaines options indiquées ci-dessus.

RECOMMANDATION N° 27

S'appuyer sur les modèles de gouvernance fructueux et sur les pratiques exemplaires.

Bien-fondé

Le travail effectué jusqu'à présent par les organismes subventionnaires a donné des résultats concrets. On doit poursuivre dans cette voie et mettre à profit les résultats obtenus.

Situation actuelle

À mesure que les trois organismes subventionnaires créeront de nouveaux programmes, ils tireront parti des pratiques exemplaires. L'examen des projets à mi-parcours effectué par le CRSH joue ce rôle dans une certaine mesure. Les responsables du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (12 ans) ont élaboré des modèles de bonne gouvernance pour la recherche en collaboration avec les collectivités. L'Enquête nationale sur la santé de la population propose un modèle pour les pratiques exemplaires et la bonne gouvernance. En outre, le principe de la propriété, du contrôle, de l'accès et de la possession (PCAP) préconisé par les Premières nations au Canada est un élément clé de l'enjeu de la gouvernance.

Obstacles

1. Le manque de ressources est le principal obstacle à la réalisation de cet objectif.
2. En raison des valeurs qui s'opposent, il pourrait être difficile de s'entendre sur la notion de succès.

Options

1. Créer de modestes installations de recherche dans la collectivité pour inciter les gens à interagir avec les chercheurs.
2. Reconnaître les conséquences de la recherche en tant que paramètre permettant de mesurer du succès. La recherche crée une forme de développement économique et d'éducation informelle tout en permettant de combler les lacunes dans l'infrastructure de base. Par exemple, un pédiatre a mené une recherche dans une collectivité

éloignée du Nord. Les habitants ont été nombreux à se porter volontaires pour y participer, car il y avait longtemps que leurs enfants n'avaient pas eu l'occasion de voir un médecin. Une bonne recherche devrait avoir d'autres retombées que les publications scientifiques. La recherche devrait être utile à la collectivité – par exemple, répondre à un besoin humain fondamental.

3. Utiliser les modèles du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et de l'Enquête nationale sur la santé de la population en ce qui a trait aux pratiques exemplaires et à la bonne gouvernance. Les responsables du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord ont établi une série de lignes directrices pour aider les chefs de projets à établir des contacts et à conclure des conventions de recherche au sein de la collectivité. Les principaux points à prendre en considération sont le consentement, les obligations en matière de recherche, les relations entre les chercheurs et les collectivités, les communications et la diffusion des résultats d'évaluations des risques pour la santé¹⁸. Dans l'Enquête nationale sur la santé de la population, des lignes directrices et des normes régissent la collecte d'information et la communication de renseignements aux utilisateurs concernant la collecte, le traitement et l'analyse des données, l'évaluation de leur exactitude ainsi que d'autres caractéristiques qui influent sur leur qualité ou leur pertinence pour l'usage auquel elles sont destinées¹⁹.

Priorité relative

Les personnes interviewées ont attribué une priorité relativement faible à cette mesure.

Suivi proposé par l'Institut

Aucune mesure de suivi particulière n'est nécessaire à l'heure actuelle.

¹⁸ www.ainc-inac.gc.ca/ncp/opmgmgui_f.html

¹⁹ www.statcan.ca/francais/concepts/index.htm

RECOMMANDATIONS N^{OS} 28 ET 29

Communiquer aux dirigeants du Nord, y compris à la communauté autochtone, les messages ressortis de ce Dialogue en leur présentant un rapport d'étape préparé par les trois organismes subventionnaires; et demander aux trois organismes subventionnaires de faire rapport sur l'utilisation des renseignements découlant du Dialogue – en particulier, décrire les mesures connexes prises et énoncer une vision à long terme.

Bien-fondé

On devrait faire du Dialogue une activité permanente et bien renseigner les participants du Nord.

Situation actuelle

La mise en œuvre de cette recommandation comporte deux étapes. La première consistait à distribuer à tous les participants le rapport sommaire sur le Dialogue, ce qui a été fait. Le rapport est également affiché dans les sites Web respectifs du CRSH, des IRSC et du CRSNG. De plus, les IRSC l'ont transmis à des personnes qui s'intéressent aux questions de santé pertinentes. Au cours de la deuxième étape, on établira un rapport analysant les recommandations dans le but de guider les mesures prises par les intervenants. C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent rapport. La réponse officielle des organismes subventionnaires au présent rapport sera communiquée aux intervenants.

Obstacles

1. Le rapport sommaire a fait l'objet d'une diffusion restreinte. Après le Dialogue, les partenaires du Nord se sont dispersés et nombre de recommandations sont restées lettre morte.
2. La mise sur pied d'un comité pour suivre de près les progrès accomplis n'est pas envisageable. Un représentant du gouvernement fédéral nous a même déclaré qu'il siégeait déjà à beaucoup trop de comités.
3. Les recommandations ressemblent trop à une liste d'épicerie. Il faudrait les regrouper de manière à formuler quatre ou cinq recommandations clés.

Options

1. Mettre à contribution les municipalités, qui exercent une partie du leadership dans le Nord.
2. Établir un plan plus détaillé, comprenant notamment un plan à long terme assorti d'un budget.
3. Faire le lien entre l'Année polaire internationale et les résultats du Dialogue tenu au Yukon.
4. Prendre des mesures directes dans la foulée du Dialogue. Il faudrait faire connaître à grande échelle l'intention visée. Indiquer quels seront les participants à la prochaine étape.
5. Ne pas laisser les recommandations « dormir sur les tablettes ». Un plan viable à long terme s'impose.

Priorité relative

Il est essentiel de poursuivre la Dialogue. L'imminence de l'Année polaire internationale donne la motivation requise. Il s'agit d'une occasion unique et c'est le moment idéal pour amorcer une réflexion prospective.

Suivi proposé par l'Institut

Les trois organismes subventionnaires devraient veiller à ce que le présent rapport soit diffusé à grande échelle. De plus, le groupe spécial dont l'Institut préconise la création devrait faire en sorte que les résultats des réunions consacrées aux questions de recherche nordique soient largement communiqués.

RECOMMANDATIONS N^{OS} 30 ET 31

Poursuivre le Dialogue dans d'autres régions du Nord; et coordonner la tenue périodique de Dialogues sur la recherche nordique pour garantir la responsabilisation, l'examen des processus et le prolongement utile des idées énoncées précédemment (tous les deux ou quatre ans).

Bien-fondé

Le Dialogue a eu une influence favorable sur le milieu de la recherche. En s'engageant à y donner suite, on poursuivrait sur cette lancée. On ne saurait s'en tenir aux participants au Dialogue. Il est impératif d'élaborer une stratégie nationale pour le Nord *dans son ensemble*. Le territoire polaire canadien comprend les régions septentrionales des provinces, y compris le nord du Québec et du Labrador. Les habitants du nord des provinces se sentent souvent marginalisés. Les ateliers du Dialogue devraient se poursuivre dans différentes collectivités de la région.

Situation actuelle

Un autre Dialogue, prévu pour 2007, sera coordonné avec l'Année polaire internationale. On rétablira le Comité de planification, dont les membres communiqueront avec tous les acteurs et détermineront qui d'autre devrait participer au Dialogue.

Obstacles

1. Il est possible que l'on n'aborde pas de façon adéquate l'idée de ce qu'est le « Nord ».
2. Le Dialogue ne devrait pas être identique d'une fois à l'autre.
3. Ce n'est pas en tenant une réunion dans le Nord qu'on arrivera à instaurer un Dialogue fructueux, notamment en raison de la nature ponctuelle de cette activité. Les fonds seraient utilisés plus judicieusement si l'on créait un lieu de rencontre.
4. Le Dialogue était une initiative basée à Ottawa et les collectivités n'avaient guère la possibilité d'y participer. Il n'y avait pas assez de gens du Nord et les participants

n'étaient pas tous les intervenants les plus appropriés. Des répondants mettent l'accent sur le fait que les perspectives autochtones sont essentielles pour le succès du prochain Dialogue.

Options

1. Faire participer davantage de groupes représentant un plus large éventail de personnes (p. ex., selon le sexe et la collectivité). Accroître la participation des Autochtones pour parvenir à un meilleur équilibre entre ce groupe et les chercheurs.
2. Réduire le nombre de recommandations.
3. Attribuer des responsabilités à l'égard des futures recommandations. Indiquer en regard de chaque recommandation le nom des responsables de la mise en œuvre et les responsabilités qui leur incombent.
4. Organiser le Dialogue de manière à souligner l'importance de l'éducation pour la recherche nordique.
5. Compte tenu de la superficie du territoire, on pourrait relier deux sites par satellite.

Suivi proposé par l'Institut

Dans la section « Conclusion et prochaines étapes » du présent rapport, l'Institut sur la gouvernance formule une recommandation précise en vue du prochain Dialogue.

RECOMMANDATION N° 32

Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires.

Bien-fondé

Le nouveau ministère aiderait à élaborer une politique canadienne intégrée sur le Nord. Il répondrait aux besoins en matière de souveraineté et prendrait en charge la politique de défense et les affaires étrangères. En outre, ce ministère serait utile à la recherche, car il jouerait un rôle de premier plan à titre de catalyseur et ferait avancer les choses.

Situation actuelle

Aucun progrès n'a été accompli en ce qui a trait à cette recommandation, mais elle suscite un certain intérêt, notamment celui de Karen Kraft Sloan, ancienne députée et présidente du caucus sur la science et la recherche dans le Nord.

Obstacles

1. Des répondants ont laissé entendre que l'obligation d'obtenir l'approbation du premier ministre constituerait le principal obstacle à l'établissement de ce ministère compte tenu des autres priorités du gouvernement.

Options

1. Établir un nouveau ministère pour donner de la cohérence à la politique sur le Nord et regrouper les activités de différents ministères et organismes.
2. Au lieu de créer un nouveau ministère, modifier l'attitude des ministères actuels de manière à faciliter la recherche. Par ailleurs, la Stratégie pour le Nord et l'Année polaire internationale contribueront de façon adéquate à favoriser l'intégration.

Suivi proposé par l'Institut

Aucune mesure n'est nécessaire à l'heure actuelle. La Stratégie pour le Nord portera sans doute sur les rouages du gouvernement dans le but d'améliorer la coordination horizontale dans l'ensemble du système fédéral.



III. Conclusion et prochaines étapes

Le renouvellement de la capacité du Canada en matière de recherche nordique constitue une priorité de plus en plus importante compte tenu des changements sans précédent observés dans le Nord. Les questions telles que la mise en valeur des ressources, l'autonomie gouvernementale, la souveraineté et le changement climatique rendent nécessaires des politiques fondées sur des données probantes et des interventions qui préserveront la santé et le bien-être économique des habitants du Nord et de la population canadienne en général.

Le milieu scientifique mondial est tout à fait conscient de l'importance de cette région immense mais encore peu connue. Pour seulement la quatrième fois en 125 ans, le monde scientifique s'est donné rendez-vous dans le Nord du Canada et d'autres pays, afin de mieux nous faire comprendre les nombreux phénomènes géophysiques qui influent sur les systèmes naturels planétaires. On estime que plus de 100 pays participants consacreront 1 milliard de dollars à une série de projets multidisciplinaires dans le cadre de la prochaine « Année » polaire internationale, qui ira en fait de mars 2007 à mars 2009 (sur deux ans, afin de donner aux chercheurs l'occasion de travailler dans les deux régions polaires ou pendant l'été et l'hiver s'ils le souhaitent).

En raison de l'énorme superficie de son territoire en milieu arctique (deuxième rang mondial), le Canada se doit de contribuer de façon appropriée à l'Année polaire internationale et d'être en mesure d'accueillir de nombreux scientifiques étrangers qui feront de la recherche dans le Nord canadien. Il sera le principal pays occidental hôte de l'Année polaire internationale. D'après un répondeur, environ 2 500 chercheurs pourraient se rendre pour l'occasion dans les régions canadiennes éloignées, qui sont mal équipées pour les accueillir.

Certes le Canada a amélioré sa capacité de recherche nordique au cours des cinq dernières années, mais il reste beaucoup à

Années polaires internationales

1882-1883: Thème : phénomènes géophysiques

*1932-1933: Thème : « courant-jet »
récemment découvert*

1957-1958: Thème : géophysique

*2007-2008: Thème : processus polaires
et réseautage mondial*

faire dans un délai relativement court pour contribuer à titre de partenaire à part entière à l'Année polaire internationale.

Fort heureusement, le gouvernement du Canada a pris un premier train de mesures importantes pour améliorer la recherche nordique, en particulier dans son budget de 2003, qui prévoyait près de 82 millions de dollars d'argent frais à l'appui de la recherche, de l'infrastructure et du soutien logistique dans le Nord. Plus récemment, en décembre 2004, les gouvernements fédéral et territoriaux ont rendu public le Cadre d'une stratégie pour le Nord, qui vise notamment « [à] s'assurer que le Canada est un chef de file dans le domaine de la science et des technologies nordiques et [à] développer une expertise dans des champs d'importance et d'intérêt particuliers pour le Nord ».

Les organismes subventionnaires, en collaboration avec les intervenants du Nord, les pouvoirs publics et les chercheurs, joueront un rôle crucial dans le contexte de l'Année polaire internationale et de l'élaboration d'une Stratégie pour le Nord. Au cours des cinq dernières années, ces organismes et leurs partenaires ont réalisé des progrès appréciables dans leur analyse des points forts, des lacunes et des obstacles observés au Canada dans le domaine de la recherche nordique et ils ont déterminé les mesures à court et à long terme visant à améliorer l'approche face à la recherche dans le Nord et à renforcer les capacités en la matière.

Le Dialogue sur la recherche nordique qui s'est tenu en mars 2004 à Whitehorse, au Yukon, a créé les conditions idéales à la réflexion sur ces enjeux. Il a débouché sur 32 recommandations destinées à renforcer les capacités de recherche nordique. Par suite du Dialogue, l'Institut sur la gouvernance a réalisé une série d'entrevues de suivi avec des intervenants clés pour examiner la situation relative à ces recommandations, déterminer les priorités et recommander une autre série de mesures.

D'après les répondants, les six recommandations suivantes exigent une intervention prioritaire :

Élaborer une politique intégrée en matière de recherche nordique. Une vision d'ensemble et une stratégie de recherche s'imposent pour faire le lien entre les intervenants et entre les approches dans le but d'améliorer la recherche dans le Nord.

Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais. Les répondants ont tous déploré la « situation consternante de l'éducation » dans le Nord. Selon nombre d'entre eux, on ne parviendra pas à renforcer les capacités de recherche nordique à moins d'apporter des changements majeurs au chapitre de l'éducation dans le Nord, en commençant par les niveaux primaire et secondaire.

Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche de haut niveau ou améliorer les établissements existants. Les installations de recherche dans le Nord sont dans un état déplorable ou dépourvues des éléments de base nécessaires. Les chercheurs ont besoin non seulement de lieux de travail et de rencontre, mais aussi de moyens de partager les données et d'établir des réseaux.

Assurer l'accès au savoir traditionnel, veiller à ce qu'on y soit ouvert et favoriser son intégration à la recherche. Il faut en finir avec la mentalité coloniale dans le domaine de la recherche nordique et redonner ses lettres de noblesse au savoir traditionnel, qui s'est déjà avéré fort utile dans certains travaux. En outre, les connaissances des aînés se perdent et il faut les consigner sans délai. Toutefois, les collectivités nordiques elles-mêmes devraient s'en charger et les chercheurs du Sud ne devraient pas les considérer comme des « sujets de laboratoire ».

Poursuivre le Dialogue, en élargir la portée et communiquer les messages qui en découlent. Le Dialogue de 2004 a donné des résultats concrets. On devrait le poursuivre dans d'autres régions du Nord. En communiquant aux intervenants les résultats de ce dialogue, on contribuerait à la réalisation des objectifs qu'il vise.

Élaborer une stratégie en matière de recherche nordique commune aux trois organismes subventionnaires et examiner les critères de financement. La plupart des recommandations impliquent une modification des critères imposés par les organismes subventionnaires pour l'obtention de fonds à l'appui de la recherche nordique. Ces organismes devraient réexaminer les critères à respecter afin d'obtenir du

financement, trouver de nouveaux moyens de faire participer les habitants du Nord et appuyer davantage les collectivités nordiques dans cette procédure de financement.

Prochaines étapes

L'Année polaire internationale et la Stratégie pour le Nord créent les conditions idéales pour promouvoir la recherche nordique tant à court qu'à long terme. Mais le Canada devra redoubler d'efforts afin de rattraper les autres pays qui investissent des montants considérables pour analyser les changements observés dans le Nord et comprendre leurs répercussions à l'échelle planétaire.

À court terme, le Canada doit explorer des moyens d'attirer davantage de fonds de recherche, entreprendre de nouveaux projets et commencer à reconstruire l'infrastructure. À long terme, il a la possibilité de s'attaquer aux problèmes difficiles, y compris le manque de capacité humaine, le manque d'immobilisations, l'insuffisance des fonds et les difficultés du système d'éducation dans le Nord.

Les pouvoirs publics, les chercheurs et les collectivités du Nord doivent participer dès le début de la planification à toutes les mesures prises. Les organismes subventionnaires ont accompli des progrès considérables sur ce front. Grâce aux programmes Réalités autochtones et ARUC du CRSH, les organisations et collectivités autochtones peuvent participer aux programmes de recherche et aux procédures connexes. Les IRSC administrent une initiative stratégique de recherche sur la santé rurale et du Nord et l'Institut de la santé des Autochtones, qui fait partie des IRSC, finance des travaux de recherche dans la collectivité qui exigent la participation des collectivités autochtones, y compris les collectivités nordiques. Le principal objectif du Programme de chaires de recherche nordique du CRSNG consiste d'ailleurs à établir des partenariats pour la recherche nordique. Il est primordial de tirer parti de cette expérience.

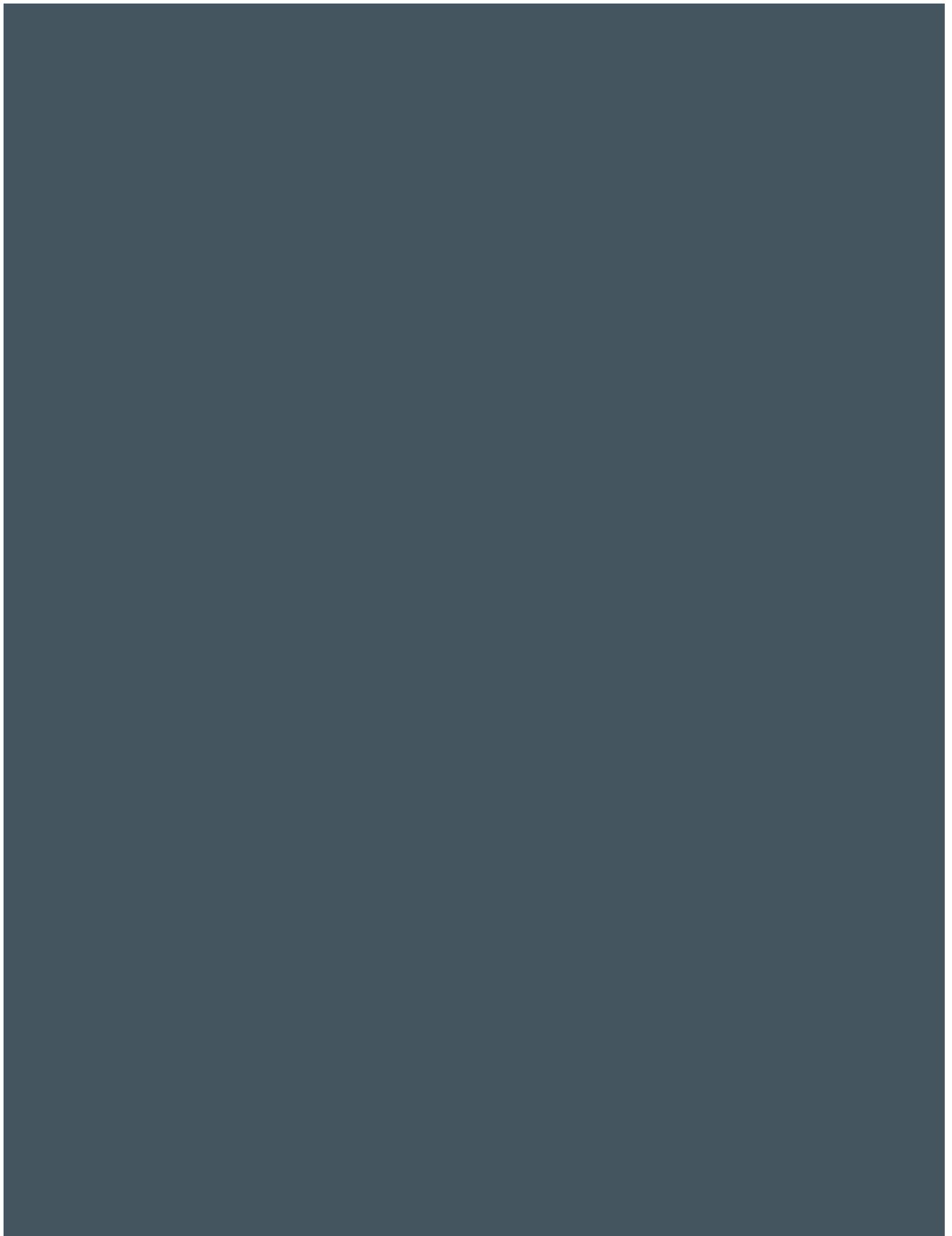
Compte tenu de ces possibilités et de la nécessité de résoudre des problèmes difficiles, l'Institut sur la gouvernance recommande deux mesures importantes :

1. Les trois organismes subventionnaires devraient mettre sur pied un groupe spécial réunissant plusieurs parties intéressées pour aborder les enjeux soulevés et réaliser les mesures proposées dans la foulée de la présente étude.
 - a) Le groupe devrait se pencher sur les enjeux à court terme suivants :
 - la nécessité de mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis (recommandation n° 6);
 - la nécessité d'établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique (recommandation n° 4);

- le manque d'infrastructure centralisée (recommandation n° 13);
 - la nécessité d'établir des programmes d'échange entre les universités et les collèges (recommandation n° 7);
 - la nécessité de reconnaître et de respecter les besoins et les valeurs du Nord et de donner à la culture autochtone et au savoir traditionnel la place qui leur revient (recommandations n°s 8, 12, 18, 20 et 21);
 - la nécessité d'établir un groupe d'intérêts pour la recherche nordique par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens (recommandation n° 22).
- b) Le groupe devrait déterminer comment il pourrait collectivement influencer sur les procédures à long terme de l'Année polaire internationale et de la Stratégie pour le Nord pour les enjeux à long terme suivants :
- la capacité humaine;
 - les immobilisations;
 - l'éducation dans les territoires;
 - la gouvernance;
 - le renouvellement du personnel (par les organismes subventionnaires, les territoires et les collèges).
2. Au moment de concevoir le prochain Dialogue, il faudrait explorer différentes options et les mesures proposées dans la présente étude. À cet égard, nous recommandons quatre mesures :
- a) Concevoir le Dialogue de manière à mettre davantage l'accent sur des thèmes particuliers, qui pourraient être coordonnés avec la participation à l'Année polaire internationale et à l'élaboration de la Stratégie pour le Nord.
- b) Accorder une attention accrue au suivi. Selon les répondants, le rapport publié à l'issue du Dialogue a fait l'objet d'une diffusion restreinte et la plupart des idées qui en sont ressorties sont restées lettre morte. C'est pourquoi le prochain Dialogue devrait :
- prévoir davantage de temps pour la séance consacrée aux mesures à prendre;
 - attribuer la responsabilité des mesures à prendre;
 - mettre en place un mécanisme pour assurer le suivi des mesures à prendre.
- c) À titre expérimental, tenir le prochain Dialogue à deux ou trois endroits reliés par satellite. Cette façon de procéder permettrait une plus large participation, en particulier en mettant à contribution les gens des collectivités éloignées et ceux qui ne peuvent se déplacer jusqu'au lieu de l'action.
- d) Veiller à ce qu'il n'y ait pas de laissés pour compte. Inclure davantage d'Autochtones et d'habitants des collectivités nordiques et assurer une meilleure représentativité des deux sexes et des différentes régions.

Le Canada a réalisé des progrès appréciables au cours des cinq dernières années dans le rétablissement de la capacité de recherche dans le Nord. Ces progrès constituent une première étape encourageante, mais une mobilisation plus vaste et plus soutenue s'impose. Sur le plan stratégique, les organismes subventionnaires sont bien placés pour réunir les intervenants du secteur public et du Nord afin d'élaborer une intervention concertée en donnant suite à la plupart de ces initiatives, mais les fonds dont ils disposent sont limités. Un engagement soutenu du gouvernement du Canada en faveur de la recherche nordique aidera le pays à gérer de façon efficace cette immense région et à jouer un plus grand rôle dans le concert des nations participant à la recherche nordique.





ANNEXE 1

Recommandations du Dialogue

Politique

Recommandation

1. Charger un comité directeur dans le Nord, formé de représentants de groupes autochtones, d'élaborer une politique intégrée sur la recherche sur le Nord en s'appuyant sur les commentaires formulés par les représentants au sujet des propositions et de la mise en œuvre (coordonner l'élaboration de la politique avec l'Année polaire internationale).
2. Poursuivre le Dialogue en en élargissant la portée en vue d'établir une stratégie sur la recherche sur le Nord qui prévoit l'affectation de fonds suffisants aux instituts de recherche existants.
3. Encourager les administrations territoriales à élaborer des plans de recherche.

Renforcement de la capacité de recherche et de la participation

Recommandation

4. Établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique qui comprendrait tous les chercheurs, groupes, personnes-ressources et capacités au sein des universités, des gouvernements et des organismes du Nord.
5. Garantir un financement durable pour la recherche à l'échelle communautaire.
6. Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires.
7. Établir des programmes d'échange entre les collègues et les universités pour les étudiants du premier cycle.
8. Consigner les connaissances des aînés (savoir traditionnel) dans les plus brefs délais et y accéder.
9. Désigner des innovateurs dans les écoles pour faire fonction de spécialistes en la matière et leur attribuer des fonds stables afin qu'ils puissent établir des liens avec les étudiants et les chercheurs pendant toute l'année.
10. Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais.
11. Faciliter le renforcement des capacités des personnes en place et la participation du Nord à toutes les étapes des projets de recherche sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux.
12. Encourager la communauté des chercheurs en général à reconnaître la nécessité et la valeur de la culture autochtone du Nord et du savoir traditionnel.
13. Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche sur le Nord de haut niveau où il serait possible d'entreposer des bases de données, d'instaurer une bibliothèque, de tenir des réunions, de faire du réseautage.
14. Établir un RCE « allégé », c'est-à-dire un réseau de moins grande portée, ou allégé, qui serait plus facile à gérer qu'un RCE ordinaire (réseau de centres d'excellence), afin de faciliter l'établissement de liens entre les installations existantes, les spécialistes et les fournisseurs de fonds.

Priorités en matière de financement et processus décisionnel

Recommandation

15. Établir une enveloppe budgétaire stratégique pour les trois organismes subventionnaires, qui sera examinée par les pairs, pour les nouvelles équipes qui mènent des recherches multidisciplinaires sur le Nord.
16. Investir de un à deux millions de dollars pour favoriser la tenue de recherches sur le Nord de grande qualité.
17. Élaborer un programme stratégique des trois organismes subventionnaires pour le Nord qui énonce les principes convenus.
18. Demander aux organismes qui financent les recherches de mettre l'accent sur les recherches menées dans les territoires ainsi que sur l'importance de présenter les résultats à la communauté, de susciter son intérêt et d'échanger les idées.
19. Organiser un examen de la pertinence par la communauté et mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction par la communauté au sujet de l'éthique.
20. Examiner les critères relatifs aux propositions de recherche et établir les critères d'évaluation pour garantir qu'ils reposent sur les besoins du Nord et pour encourager l'intégration du savoir traditionnel aux autres observations scientifiques.
21. Encourager la participation des organismes autochtones du Nord aux processus d'examen.
22. Établir un groupe d'intérêts pour la recherche sur le Nord par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens, coordonné par les trois organismes subventionnaires et les chercheurs.
23. Mettre en œuvre des projets pilotes et des mécanismes de financement réservés aux recherches menées par des chercheurs du Nord, qui relèveraient d'un conseil décisionnaire établi dans le Nord.
24. Encourager la planification transsectorielle entre les trois organismes subventionnaires.
25. Fournir un financement de lancement pour consulter les communautés de chercheurs dès les premières étapes d'élaboration d'un projet.
26. Reconnaître les contributions « en nature » des communautés au moment de prendre des décisions relatives au financement.
27. S'appuyer sur les modèles de gouvernance fructueux et sur les pratiques exemplaires.

Prochaines étapes dans le cadre du Dialogue

Recommandation

28. Communiquer aux dirigeants du Nord, y compris à la communauté autochtone, les messages ressortis de ce Dialogue en leur présentant un rapport d'étape préparé par les trois organismes subventionnaires.
29. Demander aux trois organismes subventionnaires de faire rapport sur l'utilisation des renseignements découlant du Dialogue. En particulier, décrire les mesures connexes prises et énoncer une vision à long terme.
30. Poursuivre le Dialogue dans d'autres régions du Nord.
31. Coordonner la tenue régulière de Dialogues sur la recherche sur le Nord pour garantir la responsabilisation, l'examen des processus et le prolongement utile des idées énoncées précédemment (tous les deux ou quatre ans).

Autre

Recommandation

32. Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires.

ANNEXE 2

Délibérations de l'atelier : Dialogue sur la recherche nordique

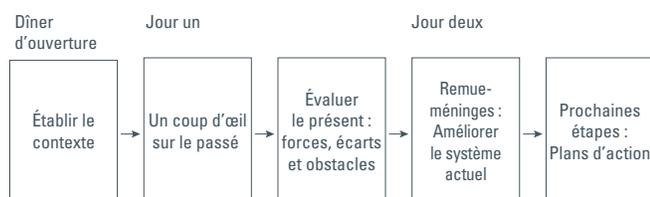
DU 25 AU 27 MARS, 2004,
WHITEHORSE, YUKON

Objectifs du Dialogue

- Offrir des occasions de réseautage aux intervenants qui s'intéressent à la recherche nordique;
- Donner aux intervenants l'occasion d'identifier les forces, écarts et obstacles concernant la recherche nordique et de formuler des idées sur la façon de combler les écarts et de surmonter les obstacles;
- Déterminer les mesures qui permettraient d'améliorer la recherche nordique et la collaboration entre les chercheurs des domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des sciences de la santé et les utilisateurs des résultats de recherche ainsi que des organismes qui appuient la recherche.

Pour atteindre ces objectifs, le comité de planification, composé de 27 représentants provenant d'une vaste gamme d'organismes s'intéressant à la recherche sur le Nord, a élaboré de concert avec l'Institut sur la gouvernance le Dialogue décrit ci-dessous.

Dialogue sur la recherche nordique Principaux éléments du programme



Conférenciers

- Sally Webber, présidente, Collège du Yukon;
- Ed Schultz, grand chef, Conseil des Premières nations du Yukon;
- Isabelle Blain, vice-présidente, Subventions de recherche et bourses, CRSNG;
- Daryl Rock, directeur, CRSH;
- Jeff Reading, directeur scientifique, Institut de santé des Autochtones, IRSC;
- John Cheechoo, conseiller sur la politique environnementale Inuit Tapiriit Kanatami;
- Jill Watkins, spécialiste de l'environnement, MAINC;
- Jim McDonald, vice-président, Association universitaire canadienne d'études nordiques;
- Peter Harrison, chargé d'études dirigeant Océans, Conseil national de recherches du Canada;
- Martin Fortier, directeur administratif, ArcticNet;
- Larry Bagnell, député, Yukon;
- Peter Johnson, président, Commission canadienne des affaires polaires.

Dîner d'ouverture : établir le contexte

Le jeudi 25 mars

L'aîné Stanley James de la Première nation de Carcross-Tagish a prononcé la prière d'ouverture.

Après le dîner, **Sally Webber**, présidente du Collège du Yukon et hôte du Dialogue, a souhaité la bienvenue à Whitehorse aux participants et a remercié les membres du comité de planification des efforts acharnés qu'ils ont déployés pour organiser cet événement.

Les représentants des trois organismes fédéraux subventionnaires – **Isabelle Blain** du CRSNG, **Daryl Rock** du CRSH et **Jeff Reading** des IRSC – ont ensuite présenté le mandat de leur organisme, décrit certaines des principales initiatives de recherche qu'ils mènent dans le Nord et souligné certains des défis liés à la recherche nordique qu'ils ont constatés. La nécessité de trouver des moyens d'accroître la collaboration entre les disciplines et les organismes subventionnaires afin de mieux répondre aux besoins des nordistes est un thème qui est revenu dans les trois discours.

Voici certaines des initiatives entreprises récemment par les organismes subventionnaires qui se rapportent directement à la recherche nordique :

- L'établissement par le CRSNG de chaires de recherche nordique, de suppléments de bourse pour les étudiants, de stages en recherche afin de créer une capacité en recherche nordique, et de suppléments de subvention pour couvrir les coûts logistiques;
- Le CRSH a fait des Autochtones l'une de ses quatre priorités en recherche; après un dialogue approfondi, il a procédé au lancement de programmes de recherche portant exclusivement sur le Nord et les Autochtones;
- La création, par l'entremise des IRSC, de l'Institut de la santé des Autochtones, seul organisme de recherche au monde financé à l'échelle nationale se consacrant exclusivement aux questions de santé des peuples autochtones, et le lancement des initiatives pour la recherche en santé dans les régions rurales et du Nord;
- Subventionner un Réseau de centres d'excellence axé sur le Nord (ArcticNet).

Sally Webber a ensuite présenté **Ed Schultz**, grand chef du Conseil des Premières nations du Yukon. Ce dernier a d'abord établi le contexte d'une recherche menée dans une culture nordique. Il a notamment précisé que les peuples des Premières nations comprennent maintenant mieux les travaux des chercheurs et les avantages que peut leur procurer la recherche. Il a en outre remercié les chercheurs de leur intérêt sans cesse croissant envers les besoins et les points de vue des Premières nations. D'un point de vue autochtone, il estime que cet aspect de la recherche nordique s'est grandement amélioré.

Il a ensuite présenté les grandes lignes d'une grande préoccupation de son peuple, soit les répercussions accrues et néfastes du changement climatique. Il a insisté sur ses nombreux effets sur la santé ainsi que sur l'environnement social et physique du Nord et a donné quelques exemples concrets :

- le dommage causé à l'environnement par les dépotoirs situés sur le pergélisol fondant;
- le ruissellement accru dans les courants d'eau douce, les lacs et les rivières;
- les changements à l'habitat (p. ex., la diminution croissante de certaines baies et racines);
- les changements possibles aux habitudes migratoires du caribou.

S'il est vrai que de grands changements climatiques ont touché le Nord par le passé, ce qui rend la situation actuelle particulièrement inquiétante c'est la vitesse à laquelle ces changements se produisent.

Il a terminé son allocution en encourageant toutes les personnes participant aux recherches nordiques à poursuivre leurs efforts en vue d'éliminer les « cloisonnements » d'une manière à enrichir les connaissances de tous les gouvernements d'un bout à l'autre du Canada.

La soirée s'est terminée avec l'exposé de Sally Webber, qui a porté sur les deux idées directrices du Dialogue : la recherche par les nordistes et la recherche améliorée dans le Nord. Elle voulait fournir aux participants certaines idées provocatrices pour alimenter leurs discussions au cours des deux journées suivantes.

Elle a présenté le concept d'« écotone », zone de transition entre deux écosystèmes distincts, par exemple entre une forêt et la toundra ou un rivage. Les « écotones » se trouvent à la « frontière », endroit très diversifié offrant des possibilités de concurrence. Ce concept représente une métaphore utile permettant de mieux comprendre la recherche nordique : c'est-à-dire qu'il faut comprendre les deux systèmes (le Nord et le Sud) afin que la « frontière » où ils se rencontrent soit mieux gérée. Le « système » de recherche nordique en place présente une série de caractéristiques importantes :

- la plupart des travaux de recherche sont menés en isolement, sans un soutien collégial;
- la plupart des travaux de recherche sont menés ou parrainés par les gouvernements (il n'y a pas d'autres sources de recherche comme les hôpitaux, les universités et les organisateurs commerciaux);
- les chercheurs du domaine nordique se penchent sur des préoccupations urgentes des nordistes (par exemple le développement durable, les initiatives relatives à la gouvernance autochtone, l'environnement fragile, etc.) et cela favorise l'adoption d'une approche pratique axée sur la communauté;
- le Nord offre un environnement propice à l'innovation (l'acquisition de nouvelles connaissances peut avoir une incidence profonde dans un court laps de temps).

Les caractéristiques du système du Sud sont bien différentes de celles du Nord. Par exemple, son public cible consiste surtout en des pairs scientifiques et son orientation est plus internationale.

Elle a ensuite présenté aux participants six idées sur lesquelles ils pourraient se pencher pendant les séances de discussion :

1. Investir dans l'infrastructure de la recherche nordique, par exemple en faisant fond sur la modeste infrastructure en place dans trois collèges du Nord.
2. Mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de base. Les chercheurs doivent disposer d'un endroit où ils peuvent penser, d'un équipement de base et d'un « soutien sur le terrain » minimal.
3. Inviter les communautés nordiques à participer à vos travaux de recherche, en mobilisant les réseaux nordiques existants.
4. Garantir que les résultats de recherche sont diffusés dans un langage facile à comprendre par les gens et qu'ils sont facilement accessibles (p. ex., au moyen de sites Web ou dans le cadre de conférences).
5. Établir un programme ciblé de recherche pour le Nord, qui élimine les cloisonnements des trois organismes subventionnaires.
6. Insister davantage sur l'importance d'intégrer les perspectives, les valeurs, les cultures et la vision du monde des peuples autochtones aux travaux de recherche nordique.

M^{me} Webber a terminé son allocution en souhaitant aux participants des délibérations fructueuses.

L'ainé Stanley James a ensuite prononcé une prière en guise de conclusion de la soirée.

Jour un : le vendredi 26 mars

L'ainé Stanley James de la Première nation de Carcross-Tagish a prononcé la prière d'ouverture.

Quatre séances étaient prévues à l'ordre du jour de la première journée :

- Un coup d'œil sur le passé : Principaux jalons de la recherche nordique
- Discussion avec des experts : Progrès et tendances
- Le présent : Éléments à conserver et assises
- Le présent : Principaux défis – écarts et obstacles de la recherche nordique

De plus, M. Peter Harrison, chargé d'études dirigeant, Océans, Conseil national de recherches Canada, était le conférencier invité au dîner. M. Martin Fortier, directeur exécutif, ArcticNet, était le conférencier d'honneur au souper.

Des résumés des quatre séances et des allocutions des deux conférenciers sont présentés ci-après.

A. Un coup d'œil sur le passé : Principaux jalons de la recherche nordique

Les animateurs ont invité les participants réunis en groupes de huit autour d'une table ronde à discuter de certains des événements positifs et négatifs ayant eu une incidence sur la recherche nordique. Voici les suggestions des participants :

Décennie	Événements positifs	Événements négatifs
Jusqu'en 1880	Année polaire internationale (API) Centre indigène neutre Commission géologique du Canada, 1842 Archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson Progrès technologiques (photogrammétrie) Franz Boas (recherche anthropologique dans le Nord) Yukon Iceman (Kwanlin Dun) Exposition Lowe Régime traditionnel Premier ministre Laurier et Capitaine Bernier (questions de souveraineté) Recherche du Passage du Nord Produits médicinaux traditionnels Rencontre avec des européens Ruée vers l'or	Inuktitut – utilisation ou non Effort en vue d'abolir les langues et la culture autochtones – perte Ruée vers l'or Contamination dans les mines Pensionnats

Décennie	Événements positifs	Événements négatifs
1900		Réductions de la surveillance (DN)
1910	5 ^e expédition de Thulé	
1920	Commission de la frontière Yukon-Alaska <i>Loi sur le pétrole et le gaz du Nord</i>	<i>Loi sur le pétrole et le gaz du Nord</i>
1930	Année polaire internationale II Voyages par avion De l'or est découvert près de Yellowknife	Voyages par avion De l'or est découvert près de Yellowknife
1940	Route de l'Alaska Pipeline de Canol Voyages du St. Roch	Route de l'Alaska Enquête sur le caribou des toundras par Banfield, 1949 Pipeline de Canol Patrouille de l'Arctique oriental (CD Howe) Relocalisation des Inuits à Grise Fiord/Resolute Bay Deuxième Guerre mondiale
1950	Étude du plateau continental polaire, 1958 Conseil de recherches pour la Défense, 1958 Lancement du satellite Anik SS Nautilus (sous-marin) Année géophysique internationale Station Aurora Militarisation du Réseau DEW Contrôle de l'Arctique (CD Howe) <i>Loi sur les scientifiques des T.N.-O.</i>	Militarisation du Réseau DEW Archivage insuffisant Relocalisation forcée des Inuits
1960	NCRC (Northern Contaminants Research Centre) 1962 – PFSN (Programme de formation scientifique nord) 1969 – Manhattan (bateau dans le passage nord-ouest) Décolonisation Découverte des gisements pétroliers dans la baie de Prudhoe, Alaska Livre blanc Étude du delta Paix-Athabasca	Découverte des gisements pétroliers dans la baie de Prudhoe, Alaska Livre blanc Pollution par les mines
1970	Commission royale d'enquête sur la situation de la femme Rapport Berger, 1977 Programme sur l'homme et la biosphère, 1977 Convention de la Baie-James (CBJNQ) Déclaration dénie, 1974 Dialogue sur la science, 1975 Inuit Circumpolar Conference (ICC) et Inuit Tapiriit Kanatami Étude de l'occupation et de l'utilisation des terres par les Inuits, 1975 Création de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN)	Rapport Berger, 1977 Défense des droits des animaux Interdiction visant les importations de fourrure Convention de la Baie-James (CBJNQ) Dialogue sur la science, 1975 <i>Loi sur le pétrole et le gaz du Nord</i>

Décennie	Événements positifs	Événements négatifs
1970 (suite)	<p>Programme biologique international</p> <p>Visite d'ambassadeurs étrangers</p> <p><i>Loi sur le pétrole et le gaz du Nord</i></p> <p>Entente cadre</p> <p>Décolonisation</p>	
1980	<p>Convention définitive des Inuvialuit de 1986</p> <p>Création des trois collèges et établissements de recherche</p> <p>Programme de lutte contre les contaminants du Nord, 1982 – Conseil de l'Arctique</p> <p>Événement de Broughton Island (Qikitarjuaq) (1985)</p> <p>Article 35 de la Constitution</p> <p>Début des programmes de bourses de l'AUCEN, 1983</p> <p>Société canadienne pour la santé circumpolaire</p> <p>Principes d'éthique de l'AUCEN concernant la tenue de travaux de recherche dans le Nord</p> <p>Conseils d'examen de la cogestion (Inuvialuit, Nunavik, Nunavut)</p> <p>Accord-cadre définitif</p>	<p>Événement de Broughton Island (Qikitarjuaq) (1985)</p>
1990	<p>Valeur du SET et régime des aînés reconnus</p> <p>Ruée vers le diamant</p> <p>CRPA – Commission royale sur les peuples autochtones</p> <p>Internet</p> <p>Protocole de Kyoto</p> <p>Arctic Borderlands Ecological Knowledge Co-operative, 1993</p> <p>Principes d'éthique de l'AUCEN concernant la tenue de travaux de recherche dans le Nord</p> <p>Recherche sur le changement climatique</p> <p>Reconnaissance des bienfaits des aliments traditionnels</p>	<p>1998 – changement climatique</p> <p>Ruée vers le diamant</p> <p>Contaminants</p> <p>Examen des programmes du gouvernement fédéral – Réduction budgétaire des stations de surveillance</p> <p>Fin du programme de recherche soviétique</p>
2000	<p>Université de l'Arctique</p> <p>Abrogation de la Loi sur l'extraction de l'or (changements aux permis)</p> <p>Rapport du Groupe de travail sur la recherche nordique présenté au CRSNG et au CRSH</p> <p>IRSC – ISA (Institut de la santé des Autochtones)</p> <p>Brise-glace financé par la FCI</p> <p>ArcticNet</p> <p>SHEBA – bilan de chaleur à la surface de l'océan arctique (Surface Heat Budget of the Arctic)</p> <p>Visite de la gouverneure générale</p> <p>Entente concernant les pensionnats</p> <p>« Iceman »</p>	<p>Transfert des responsabilités</p>

Les animateurs ont conclu la séance en faisant remarquer aux participants une tendance importante depuis, à tout le moins, les années 1980, c'est-à-dire que les événements positifs sont devenus plus déterminants et nombreux que les événements négatifs.

B. Discussion avec des experts : Progrès et tendances

Les experts ont prononcé une allocution sur les progrès et tendances de la recherche nordique puis ont répondu aux questions.

John Cheechoo, conseiller environnemental stratégique, ministère de l'Environnement, Inuit Tapiriit Kanatami

L'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) est un organisme sans but lucratif qui se consacre à répondre aux besoins et aux aspirations des Inuits à l'échelle nationale. Les Inuits ont créé en 1971 l'ITK afin d'être en mesure d'exprimer leurs points de vue à l'échelle du pays. Il représente près de 50 000 Inuits/Inuvialuits vivant dans les 53 communautés situées dans le Nord du Canada. L'ITK a joué un rôle prépondérant dans le cadre des revendications territoriales inuites, de l'établissement de la Inuit Broadcasting Corporation et de l'inclusion des Inuits dans la Constitution canadienne. L'ITK a depuis élargi la portée de ses buts et objectifs en réponse aux défis sociaux, économiques, environnementaux et politiques avec lesquels les Inuits sont aux prises.

Après cet aperçu de l'ITK, M. Cheechoo a posé aux participants cette question simple et très générale : « Quel est le but de la recherche et à qui s'adresse-t-elle? »

L'ITK participe à des activités de recherche et s'appuie sur les renseignements recueillis pour accomplir son travail pour le compte des Inuits, qu'il s'agisse de renseignements sur l'environnement, les espèces sauvages, la nutrition, la santé ou les aspects sociaux, culturels, démographiques, économiques et juridiques-constitutionnels. En guise d'exemple, l'ITK et des organismes régionaux inuits ont établi un partenariat avec l'Université Laval et Statistique Canada et ils ont élaboré et mené conjointement la partie de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 portant sur les communautés inuites. Dans un autre ordre d'idée, l'ITK, de concert avec des organismes inuits de revendications territoriales et des chercheurs universitaires, organise depuis 1999 des ateliers sur le changement climatique dans les différentes communautés du Nord. Les Inuits ont fait savoir que des changements environnementaux hors de l'ordinaire sont survenus en raison du changement climatique : comme la fonte du pergélisol qui a endommagé les maisons; la prolongation des saisons sans glace; les changements aux habitudes migratoires des oiseaux et du caribou; l'apparition de nouvelles espèces d'oiseaux, de poissons et d'insectes; et une tendance générale au réchauffement.

Ce projet a permis de recueillir des renseignements précieux sur le sujet par l'entremise d'une perspective unique et inconnue jusqu'alors, soit celle des Inuits. Grâce à cette recherche, il a été possible de répondre à de grandes questions scientifiques. Toutefois, ce petit projet s'est révélé fructueux d'une autre façon – il a contribué au renforcement de la capacité tant des régions que des communautés. De plus, les organismes inuits nationaux et régionaux ont acquis de la crédibilité dans le cadre de cette recherche auprès des universitaires et des gouvernements, qui les ont invités à participer davantage aux travaux de recherche sur le changement climatique. Il ne fait aucun doute que la recherche nordique a sa raison d'être et présente de nombreux avantages.

L'ITK est convaincu que la recherche sera utile pour de nombreux enjeux qui sont et peuvent être avantageux aux Inuits, y compris l'élaboration de politiques, le développement de la capacité, l'éducation et la formation des jeunes, le développement communautaire, le renforcement de la sensibilisation et des connaissances des communautés en sciences, en protection et en gestion des ressources et de la faune, une meilleure sensibilisation générale aux questions touchant les Inuits (à l'échelle nationale et mondiale) ainsi que la protection et l'enrichissement culturels. Les Inuits appuient la recherche scientifique. Les communautés estiment qu'elle est nécessaire. Toutefois, les Inuits veulent qu'elle soit menée en leur accordant un rôle pertinent et en tenant compte de leurs perspectives uniques et de leurs besoins en recherche. Selon les Inuits, ils ont un rôle significatif et légitime à jouer à toutes les étapes d'un projet de recherche, de l'établissement des priorités, l'élaboration des initiatives jusqu'à la diffusion des résultats. Il faut mener des projets à plus long terme qui permettront de converser en Inuktitut et de renforcer la capacité.

Qui dit recherche dit gens, et dit également politique, capacité, environnement, partenariats, apprentissage et adaptation. Les enjeux de la recherche sont le respect et l'entraide.

M. Cheechoo a conclu son allocution en posant à nouveau sa question « Quel est le but de la recherche et à qui s'adresse-t-elle? »

M. Jill Watkins, spécialiste de l'environnement, Direction de la recherche sur les sciences et les contaminants, Affaires indiennes et du Nord

Le Comité des sous-ministres adjoints (SMA) pour les sciences et la technologie dans le Nord, qui est actuellement coprésidé par le ministère des Pêches et des Océans (MPO) et les Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC) s'est donné un mandat ciblé et pratique en vue d'aider les intervenants à mieux saisir les possibilités de coopération tant au sein qu'à l'extérieur du gouvernement fédéral.

Trois activités principales seront menées entre 2003 et 2005. Le premier objectif vise à mettre à jour le Cadre fédéral et le Plan de recherche pour les sciences et la technologie dans le

Nord canadien. Ce document répondra aux besoins nationaux et internationaux en renseignements structurés et permettra au gouvernement fédéral d'accroître au maximum le rendement de ses investissements en sciences et en technologie. Ce projet, qui tire à sa fin, met en lumière les principaux problèmes éprouvés par le Nord et décrit les programmes fédéraux visant à les régler. Ces programmes, caractérisés par le partage horizontal des ressources et les activités de coopération, sont mis en valeur comme le seront les prochains grands projets de collaboration, comme ArcticNet. Le deuxième objectif, visant à garantir la tenue d'un forum pour réunir des chercheurs de différents domaines, aura été atteint à l'issue de l'actuel Dialogue sur la recherche nordique. Le troisième objectif consiste à déterminer comment une approche coordonnée à la participation du gouvernement fédéral au cours de l'Année polaire internationale (API), 2007-2008, pourra être mise en œuvre. On vise ainsi à trouver un juste équilibre entre les différentes options de planification, de coordination et de financement par le gouvernement fédéral.

Enfin, les AINC sont résolues à établir une méthode plus stratégique pour les sciences et la technologie dans le Nord afin de relever les lacunes et les priorités. Le ministère a proposé de mettre sur pied un secrétariat qui se consacrerait à coordonner la participation du gouvernement fédéral pendant l'API. Le soutien de nombreux ministères et organismes sera capital pour garantir la réussite de ce secrétariat.

*M. Jim McDonald, vice-président,
Association universitaire canadienne d'études nordiques*

L'Association universitaire canadienne d'études nordiques est un organisme national regroupant 32 établissements d'études supérieures dont la mission consiste à fournir des outils institutionnels pour combler les écarts entre les chercheurs, les enseignants et les établissements du Nord et ceux du Sud.

Les études nordiques ont changé au Canada. Il est d'importance capitale de promouvoir les études nordiques et d'encourager la prochaine génération de chercheurs dans ce domaine. Le Nord n'est plus simplement un laboratoire vivant pour les chercheurs du Sud. Il doit plutôt être considéré comme le domicile et le chez-soi d'une autre personne et un endroit où les principes déontologiques doivent être respectés. Il faut établir de nouvelles normes déontologiques, et les Principes d'éthique de l'AUCEN constituent un bon point de départ. Une approche axée davantage sur la collaboration faciliterait la décolonisation du processus de recherche et la définition des travaux de recherche qui revêtent un intérêt pour le Nord, comme le climat, la santé, les besoins des nordistes, les enjeux de politique sociale, la pollution et l'exploitation des ressources non renouvelables. À l'heure actuelle, les ministères et organismes fédéraux doivent accroître leur capacité d'intégrer la recherche, de respecter les besoins des nordistes et d'y répondre en renforçant et en augmentant la portée des structures nationales et locales pour la recherche nordique

et en soutenant des stratégies de recherche respectueuses de la culture.

Au cours des dernières années, le Nord du Canada est devenu une partie intégrante du concept du monde circumpolaire, c'est-à-dire un monde où les gens du Nord ne se tournent plus vers le Sud, mais vers l'Est et l'Ouest pour s'allier à d'autres communautés circumpolaires nordiques. Il importe que les organismes subventionnaires nationaux et internationaux acceptent ce point de vue circumpolaire, qu'ils favorisent la pensée créative et qu'ils trouvent des moyens d'encourager les jeunes du Nord à participer afin qu'ils puissent tirer profit des enseignements et de l'expérience que procure la recherche nordique.

Voici des enjeux, questions et points de vue soulevés pendant la période de questions et réponses qui a suivi les présentations des trois conférenciers :

- Est-ce qu'un changement de paradigme s'impose en recherche nordique afin que les chercheurs du Sud fournissent à ceux du Nord les « outils » dont ils ont besoin pour mener les travaux de recherche plutôt qu'ils les effectuent à leur place?
- Les organismes subventionnaires devraient-ils aider davantage les « consommateurs » de la recherche à acquérir les compétences essentielles nécessaires qui leur permettront de bien utiliser les produits de la recherche.
- Il faut garantir la participation des communautés à toutes les étapes des activités de recherche, c'est-à-dire de la définition du programme de recherche jusqu'à la diffusion des résultats.
- Se pencher sur la façon dont les liens pourraient être renforcés entre les ministères et organismes du gouvernement fédéral (l'horizontalité) et entre les organismes fédéraux et les groupes de l'extérieur.
- L'importance du Nord à l'échelle internationale (par exemple, l'impact mondial de la disparition des glaces de l'Arctique) et du fait que la recherche nordique, si elle est utile pour la communauté, n'est toutefois pas nécessairement communautaire.
- Un participant a fait observer que l'endroit où vit une personne (la sphère de compétence politique) ne devrait pas servir à déterminer qui est un « nordiste ». Il faut plutôt considérer le Nord comme une communauté de gens qui habitent et aiment le Nord.
- La notion selon laquelle tous les travaux de recherche sont « communautaires », c'est-à-dire qu'une communauté de scientifiques, par exemple, partagent les mêmes idées et hypothèses même si, bien souvent, ces dernières ne sont pas exprimées clairement.

- L'importance d'enclencher un changement de paradigmes afin d'axer davantage les efforts sur les étudiants des régions nordiques. Les formulaires de demandes de subvention des organismes subventionnaires ne reflètent peut-être pas encore ce changement.
- La nécessité de se pencher sur la question suivante : quelles mesures doivent être prises au sein d'une société qui vit une épreuve difficile causée par le processus de décolonisation afin qu'elle puisse participer à part entière aux recherches scientifiques; en d'autres termes, il ne s'agit pas d'adopter une attitude qui encourage la collaboration, il faut faire preuve d'empathie.

Conférencier d'honneur : Peter Harrison, chargé d'études principal, Océans, Conseil national de recherche

Après avoir félicité les organisateurs de cet événement exceptionnel réunissant des représentants des organismes subventionnaires, des ministères et organismes et des communautés, M. Harrison a décrit les nombreux défis actuels, dont les suivants :

- **Les défis liés aux partenariats et à l'horizontalité** : Il ne fait aucun doute qu'aucun organisme du gouvernement fédéral ou université ne peut réaliser des recherches d'envergure de façon isolée. La synergie des partenariats pour s'attaquer aux problèmes sociaux complexes est essentielle si nous voulons progresser.
- **Les défis liés à la durabilité** : Rares sont les discussions sur les problèmes éprouvés dans le secteur public où l'on n'entend pas l'expression « durabilité ». Toutefois, il est très difficile de définir ce que l'on entend par cette expression et de la concrétiser.
- **Les défis liés aux communautés** : La notion selon laquelle les scientifiques sont les mieux avisés s'éclipse rapidement. Nous sommes donc constamment aux prises avec le défi de trouver des moyens de mobiliser les communautés nordiques dans tous les aspects de la recherche. Nous avons réalisé des progrès considérables, mais il nous reste encore beaucoup à faire.
- **Les défis liés aux « quand » et « par qui »** : Ces questions ont aussi leur importance et devraient être prises en considération lorsque des questions sur la raison d'être des recherches scientifiques et la clientèle à qui elles s'adressent sont soulevées.
- **Les défis liés à la technologie** : Nous ne pouvons pas séparer les sciences de la technologie. Ne faisons que penser par exemple au rôle déterminant qu'à jouer l'avion pour les communautés et les recherches scientifiques menées dans le Nord.
- **Les défis du Nord en tant que « baromètre »** : Aucune région au monde n'est aussi touchée par les étrangers que le Nord. Le changement climatique en est un parfait

exemple. Dans ce contexte, le Nord devient le « baromètre » ou l'« épreuve décisive » pour le reste de la planète.

- **Le défi lié aux prix des produits de base** : Dans une large mesure, le rythme et l'orientation du développement des régions nordiques ont été dictés par le prix des métaux de base, le pétrole et le gaz naturel, etc.
- **Les défis liés à la nécessité d'adopter une perspective globale** : Un trop grand nombre de nos problèmes environnementaux actuels dans le Nord découlent de décisions prises par le passé en fonction de critères économiques étroits. Le défi consiste à adopter une perspective globale et à long terme.

Après cette présentation des défis, M. Harrison a formulé la suggestion suivante à l'intention des conseils subventionnaires. Il a souligné que de nombreux conférenciers au Dialogue avaient insisté sur la nécessité de créer la capacité du Nord. Dans la foulée de ces propos, il a lancé l'idée d'établir un « centre national d'excellence » dans le Nord, qui serait soutenu par des partenaires du Sud. Cette initiative d'envergure pourrait représenter la contribution du Canada dans le cadre de l'Année polaire internationale et permettrait de « faire apparaître » le Nord sur les écrans radars.

Il a terminé son allocution en précisant que plus il y aura de gens du Sud qui connaissent le Nord, plus il sera facile pour le Nord d'atteindre ses objectifs.

C. Le présent : éléments à conserver et assises

Les animateurs ont demandé aux participants de discuter en petits groupes de la question suivante : quels sont les aspects positifs de la recherche nordique et quels sont ceux qui devraient servir d'assises pour l'avenir? Après avoir inscrit les réponses des groupes sur des tableaux à feuilles, les animateurs ont demandé aux participants d'indiquer, en ajoutant un point, les aspects qu'ils considéraient les plus importants (le nombre de points indiqués par les participants figure entre parenthèses) Les six aspects jugés les plus importants par les participants sont en caractères gras.

1. **Participation des communautés dans les instituts du Nord (18)**
2. **Collèges du Nord en tant que points de liaison (établir des liens avec le Sud) (17)**
3. **Partenariats de recherche – égalité et capacité assurées pour les communautés du Nord (24)**
4. **Infrastructure – reprise de l'EPCP et accès amélioré à l'infrastructure gouvernementale (19)**
5. Cadres de développement de la capacité autochtone de recherche en santé (CDCARS) – possibilité de formation pour les communautés (9)

6. Bureaux régionaux pour la mise en œuvre des programmes (2)
7. Infrastructure communautaire (par exemple Internet) (3)
8. Tendances circumpolaires internationales (4)
9. Éthique et normes (2)
- 10. Encourager les nouveaux étudiants à s'inscrire en sciences (28)**
11. Établir des mécanismes pour systématiser l'utilisation des connaissances traditionnelles (9)
12. Évaluation à grande échelle ou multidisciplinaire des règlements (8)
13. Échanger ou élaborer les modèles – RBC; ACADRE; Alliances de recherche universités-communautés (ARUC); Programme de formation scientifique dans le Nord (PFSN) (4)
14. Maintien des orientations actuelles des trois conseils subventionnaires (à propos de la collaboration) (6)
- 15. Recherches dirigées par les communautés (21)**
16. Établissement de thèmes de recherche et d'activités de financement pour la recherche dirigée par la communauté – « rencontres informelles » (4)
17. Soutien logistique pour les communautés nordiques (classique) (4)
18. Surveillance environnementale communautaire (3)
19. Programmes de mentorat à l'intention des jeunes (8)
20. Capacité du Nord (Fonds de fiducie des études sur le Nord canadien, PFSN, suppléments de recherche nordique) (5)
21. Conférence de l'AUCEN (3)
22. Suivi et obtention de permis (1)
23. Échanges étudiants (internationaux) (2)
24. Soutien aux étudiants inuits (pont entre les études secondaires et universitaires) (8)
25. Programme PromoScience du CRSNG (0)
26. Mécanismes de soutien individuel (1)
27. Centre intergouvernemental (0)
28. Université de l'Arctique – mettre l'accent sur le positif et éviter de pathologiser (3)
29. Tenue du Dialogue sur la recherche nordique dans le Nord (3)
30. Programme de perfectionnement du CRSH (10)
31. Innovation technologique en recherche et en formation (par exemple pêche) (4)

D. Le présent : Principaux défis - écarts et obstacles liés à la recherche nordique

Les animateurs ont ensuite demandé aux participants déjà en petits groupes de se pencher sur la question suivante : Quels travaux de recherche nordique essentiels ne sont pas effectués et quels sont les principaux obstacles empêchant d'effectuer des travaux de recherche nordique efficaces? Après leurs discussions, les groupes ont dressé la liste suivante. De nouveau, les participants ont indiqué à l'aide de points l'importance relative de chaque énoncé. Les douze énoncés ayant obtenu le plus de points figurent en caractères gras.

- 1. Nécessité de communiquer les résultats aux communautés d'une façon compréhensible. (10)**
- 2. Un inventaire des capacités et une analyse de haut niveau des écarts n'ont pas été effectués. (9)**
- 3. Il faut mener plus de travaux de recherche sur l'incidence du développement économique rapide et imminent, et sur des solutions possibles. (12)**
- 4. Il n'existe pas de nouveaux modèles stratégiques et d'examen par les pairs au sein des conseils subventionnaires qui portent exclusivement sur la mobilisation des communautés nordiques. (15)**
- 5. Viabilité de la recherche et maintien en fonction des chercheurs, y compris des aspects socioculturels. (12)**
6. Participation et éducation des jeunes. (1)
- 7. Comblent les écarts des travaux de recherche interdisciplinaires axés sur la communauté causés par le processus de financement et la culture des organismes et des universités du Sud. (13)**
8. Recherche sociale et études à long terme. Il faut mener davantage de recherches interdisciplinaires. (3)
- 9. Il faut mieux intégrer les connaissances traditionnelles. (9)**
10. Il n'y a pas de recherche technique et technologique menée en régions froides. (12)
- 11. Le Canada ne dispose pas d'une politique intégrée sur l'ensemble du Nord. (12)**
12. Il n'existe pas de programme de recherche canadien ou pour le Yukon. (5)
13. Il faut établir des critères plus novateurs pour l'évaluation des propositions de recherche. (3)
14. Absence de confiance et de crédibilité concernant les deux parties au processus de financement – gestion des risques. (3)
15. Il faut assurer une coordination à plusieurs niveaux et fournir les ressources nécessaires pour soutenir cette coordination. (2)

16. Il faut mener des négociations sur le but de la recherche et respecter la position des personnes qui en tireront profit. (0)
17. Les fonds doivent être répartis proportionnellement de manière à assurer à la fois la gérabilité des fonds et la capacité de mener des projets d'envergure. (1)
18. Nécessité d'évaluer et de restructurer le soutien logistique assuré à la recherche nordique. (1)
19. Absence d'un réseau de centres d'excellence (RCE) multidisciplinaire dans le Nord et changements aux mécanismes de financement. (5)
20. Capitaux de lancement insuffisants pour les propositions de recherche menée par la communauté. (2)
21. **Les nordistes ne disposent pas d'une capacité de recherche nordique en raison du système d'éducation qui n'intègre pas, bien souvent, les aspects culturels.** (18)
22. On n'a pas réussi à élucider le but de la recherche – qualité de vie. (6)
23. Façon d'intégrer la diversité des disciplines afin d'en arriver à des études interdisciplinaires plutôt que multidisciplinaires. (1)
24. Baisse constante de la capacité du Sud de mener la recherche nordique. (2)
25. **Défaut de reconnaître et de soutenir les connaissances acquises par l'entremise de l'université de la Terre.** (16)
26. Changement climatique – prochaines étapes (8)
27. Facteurs déterminants d'un développement sain (croissance, vieillissement et aspects culturels de la mort). (3)
28. **Absence de continuité et de cycles de financement à long terme.** (11)
29. **Absence d'une infrastructure de recherche dans le Nord.** (14)
30. Absence de systèmes et d'outils pour la traduction et le regroupement des connaissances. (3)
31. Connaissances spécialisées insuffisantes en biodiversité arctique. (0)
32. Il faut considérer la santé comme un enjeu collectif (à l'échelle de la communauté) plutôt qu'une question individuelle. (8)

L'ainé Stanley James termine la première journée par une prière.

Conférencier principal : M. Martin Fortier, directeur exécutif, ArcticNet

Après le souper de la première journée, M. Fortier a débuté son allocution en établissant le contexte de l'Arctique. Parmi les nombreux changements touchant l'Arctique, le plus important est probablement le changement climatique. Il a donné des faits probants de cette tendance au moyen d'une série de cartes indiquant la température circumpolaire et les régions couvertes de glace puis a présenté un modèle qui prévoit d'ici 2050 des eaux libres en Arctique pendant l'été.

Voici certains des effets possibles du changement climatique dans l'Arctique :

- dégradation du littoral et du pergélisol;
- changements de l'approvisionnement en eau douce et en vivres;
- possibilités économiques, par exemple plus d'activités touristiques; passage Nord-Ouest;
- nouvelles maladies (en raison du changement alimentaire par exemple);
- mondialisation.

Ayant établi le contexte de l'Arctique, M. Fortier a ensuite décrit la structure organisationnelle des réseaux de centres d'excellence (RCE). Les présidents des trois organismes subventionnaires et le sous-ministre d'Industrie Canada forment un comité directeur général soutenu par un petit secrétariat. Ce comité directeur a approuvé et financé l'établissement de 21 RCE. Chaque réseau (qui est constitué en société) est doté de son propre conseil de direction. ArcticNet est l'un de ces 21 RCE.

Il compte maintenant 95 chercheurs du Réseau provenant de 21 universités et son mandat englobe la formation; la prestation de plateformes de recherche stables; la consolidation de la participation de chercheurs internationaux (50 chercheurs de 11 pays); la mobilisation des communautés et des établissements du Nord; et l'élaboration et la diffusion des connaissances.

Le financement d'ArcticNet est assuré pour sept années et pourrait être renouvelé pour une autre période de sept ans. Les fonds dont il dispose servent principalement à soutenir les réseaux de recherche plutôt que des projets de recherche individuels. Il compte au sein de son effectif un directeur scientifique, un directeur exécutif et cinq employés au centre administratif. Un conseil de direction se charge de la gouvernance générale d'ArcticNet. Des représentants de la ICC, de l'ITK et d'organismes régionaux inuits siègent au conseil.

M. Fortier a insisté sur le temps devant être consacré à l'élaboration d'une proposition viable pour la mise sur pied d'un nouveau RCE. Par exemple, la création d'ArcticNet remonte à la fin des années 1980.

ArcticNet se concentre sur quatre thèmes de recherche :

1. changement climatique dans l'Extrême-Arctique;
2. l'alimentation, l'eau et les ressources;
3. la gestion du plus grand bassin hydrographique canadien, la baie d'Hudson, dans un nouveau climat;
4. l'adaptation de la politique en fonction d'un Arctique canadien en évolution.

De plus, ces thèmes recourent de nombreux autres sujets transversaux, comme l'ouverture du Passage Nord-Ouest.

Deux des priorités d'ArcticNet visent à accroître la participation des sciences sociales dans ses travaux ainsi que celle des communautés locales (M. Fortier a donné plusieurs exemples de communautés locales ayant participé aux activités du réseau au cours de la dernière année).

En guise de conclusion, il a formulé un certain nombre de suggestions :

- De nombreux changements doivent être apportés à la structure des conseils subventionnaires afin que les établissements non universitaires puissent obtenir les fonds des conseils. Nous devons partir de la base (collèges) et ne pas axer tous nos efforts directement sur la mise en place de RCE.
- Il faudrait qu'un nouveau programme destiné aux collèges soit mis sur pied par le CRSNG. De plus, les collèges devraient tout mettre en œuvre pour obtenir des fonds auprès du Conseil.
- La tenue d'ateliers bien conçus auxquels participent de nombreux intervenants aide à maintenir le rythme des travaux.
- Il faut mettre l'accent sur l'éducation et la participation des jeunes.
- Il faut établir des liens avec les communautés.
- Il faut mobiliser les membres de l'industrie.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ArcticNet, veuillez visiter le site suivant www.arcticnet.ulaval.ca ou communiquer avec M. Fortier à l'adresse suivante : martin.fortier@arcticnet.ulaval.ca.

Jour deux : le samedi 27 mars

La journée débute par une prière prononcée par l'ainé **Stanley James**.

Quatre séances étaient prévues à l'ordre du jour de la première journée :

- Remue-méninges : Relever les grands défis
- Prochaines étapes : Mesures prioritaires
- Commentaires de clôture

De plus, deux autres conférenciers avaient été invités. Le député du Yukon, l'honorable Larry Bagnell, a lancé la journée en s'adressant aux participants. Après le dîner, le président de la Commission canadienne des affaires polaires, M. Peter Johnson, a brossé un tableau des activités internationales.

Les trois séances et les allocutions des deux conférenciers sont résumées dans les pages qui suivent.

Allocution : L'honorable Larry Bagnell, député du Yukon

Selon M. Bagnell, le Dialogue sur la recherche nordique représente une étape déterminante vers l'amélioration des occasions de recherche interdisciplinaire qui répondent aux besoins des gens du Nord et qui transcendent les frontières de la recherche, de la politique et de la culture. Dans un monde idéal, la recherche nordique devrait être menée « dans le Nord, pour le Nord et par le Nord ».

Les efforts de collaboration déployés par les trois organismes subventionnaires au cours de ce dialogue mettent en lumière la nécessité d'adopter une approche plus intégrée à l'appui de la recherche nordique. La tenue du dialogue à Whitehorse démontre clairement le nouvel engagement des habitants du Nord à participer à la recherche nordique et la reconnaissance de la valeur des connaissances traditionnelles. Les progrès réalisés au cours de ce dialogue aideront à faire avancer l'infrastructure scientifique, la stratégie pour le Nord et les enjeux stratégiques.

Il convient de féliciter le gouvernement fédéral des importants investissements faits récemment dans le domaine de la recherche nordique afin de trouver des solutions aux effets du changement climatique au moyen de projets comme ArcticNet et la Canadian Arctic Shelf Exchange Study. Ces investissements en recherche nordique sont courageux, en particulier à une époque où les programmes politiques établis reposent sur bien d'autres enjeux. Si tout va bien, la participation du Canada à l'Année polaire internationale permettra à notre pays de se distinguer en tant que chef de file mondial en recherche nordique et aux communautés locales de tirer profit de cette participation.

Selon les commentaires qu'il a reçus du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, la recherche nordique jouera un rôle important dans le développement économique du Nord. Les projets industriels d'envergure, comme la construction du pipe-line du Nord, devront être réalisés par des spécialistes et accompagnés de travaux de développement approfondis concernant l'infrastructure de la recherche nordique. Ces projets créeront de formidables occasions pour les communautés du Nord.

Le Canada a annoncé la mise en œuvre d'un plan quinquennal pour accroître la souveraineté et rétablir notre présence dans le Nord. À cette fin, d'importants investissements seront faits pour cartographier le plateau continental polaire et pour agrandir la zone souveraine de 322 km couvrant les cours d'eau nordiques afin d'assurer la protection économique et environnementale de nos cours d'eau. Outre les patrouilles accrues par les militaires et les gardes forestiers canadiens, une surveillance militaire de l'espace aérien et des cours d'eau arctiques sera mise en place d'ici 2008. Plus tard cette année, l'armée, la marine et l'aviation canadiennes accroîtront considérablement leur présence dans l'est de l'Arctique dans le cadre du projet Narwhal. Toutefois, étant donné que la taille de l'effectif des Forces canadiennes est restreinte, il faudra assurer une présence importante de représentants des ministères fédéraux, des gouvernements territoriaux, des administrations des Premières nations et des Inuits pour démontrer clairement que le Nord fait partie intégrante de notre pays. Les investissements en recherche nordique témoignent de la valeur qu'accordent les Canadiens au Nord et contribueront à renforcer notre souveraineté.

Lorsque le Comité du Parlement sur l'industrie a fait appel aux conseils subventionnaires pour se charger du dossier de la recherche dans, pour et par le Nord, les conseils n'ont pas hésité à relever ce défi et à se pencher sur ces enjeux. Ils cherchent maintenant des méthodes créatives qui permettront d'assurer l'affectation de fonds de recherche. Ce dialogue est certes un point de départ utile pour atteindre ces objectifs.

En son nom personnel, M. Bagnell a déclaré que les conseils subventionnaires devraient devenir des organismes véritablement nationaux en finançant les scientifiques qui vivent et travaillent dans le Nord à longueur d'année. Grâce à la souplesse et la créativité engendrées par la conversion du Collège du Yukon en une université à part entière, il pourrait être plus facile d'instaurer l'infrastructure et de créer les capacités requises ainsi que de fournir des fonds de recherche au Nord aux termes du système d'attribution des subventions actuel. La mise sur pied d'un organisme distinct chargé d'assurer le financement de la recherche nordique est moins attrayante puisqu'elle ne permet pas de tirer profit de l'expertise de renommée mondiale dont jouissent les organismes subventionnaires canadiens. Une meilleure stratégie consisterait peut-être à augmenter les fonds accordés aux organismes subventionnaires pour la recherche nordique et à confier aux organismes la tâche d'apporter des changements novateurs au processus de financement afin de mieux mobiliser les chercheurs, les habitants et les communautés du Nord.

M. Bagnell a terminé son allocution en lançant le défi suivant aux participants : constaterons-nous, au cours des vingt-quatre prochains mois, une augmentation du nombre de projets de recherche nordique menés par des personnes qui vivent dans le Nord?

A. Remue-méninges : Relever les grands défis

En se fondant sur les résultats de l'exercice de la première journée sur les écarts et obstacles, les animateurs ont dressé une liste de sujets semblables ou interreliés et les ont regroupés dans trois catégories : écarts sur le plan politique; écarts sur le plan de la recherche; et obstacles à la recherche. Cette liste figure ci-après (sont indiqués entre parenthèses le numéro attribué aux enjeux (de 1 à 32) désignés d'écarts et d'obstacles pendant l'exercice de la première journée – se reporter à la section D ci-dessus).

Écarts sur le plan politique

1. Absence d'une politique intégrée sur le Nord (11+15)
2. Absence d'un programme de recherche pour le Yukon (12)
3. Compréhension accrue des connaissances traditionnelles
 - université de la Terre (25)
 - sciences et connaissances traditionnelles de l'Ouest (9)
 - nouveaux modèles de santé (8)

Écarts sur le plan de la recherche

4. Enjeux liés à la recherche sur les communautés
 - facteurs déterminants de la santé (27)
 - communautés saines (32)
5. Changement climatique (26)
 - adaptation
 - prochaines étapes
6. Économie du Nord
 - incidence de méga projets (3)
 - autres solutions économiques
7. Recherche technologique menée en régions froides (10)

Obstacles à la recherche

8. Participation de la communauté
 - communication des résultats (1+30)
 - participation au processus décisionnel des organismes (4)
 - absence de confiance et de gestion des risques (14)
 - capitaux de lancement – « rencontres informelles » (20)
 - but de la recherche (22)

9. Enjeux liés à l'infrastructure institutionnelle du Nord
 - soutien logistique (18)
 - inventaire des capacités et analyse des écarts (2)
 - viabilité (financement à long terme) (5+7+28)
 - RCE dans le Nord (19)
10. Enjeux liés aux gens
 - capacité des nordistes (21)
 - participation des jeunes (6)

Les participants se sont ensuite regroupés dans le cadre d'un remue-méninges sur les enjeux qu'ils souhaitent discuter. Plusieurs rajustements ont été apportés suite à ce remue-méninges. D'abord, deux sujets ont été supprimés : recherche technologique en régions froides et absence d'un programme de recherche au Yukon. Puis, un sujet a été ajouté : nécessité d'entreprendre plus de travaux de recherche sur l'utilisation durable des ressources renouvelables. Les rapports de ces groupes de discussion figurent dans les pages suivantes.



Défi : Absence d'une politique intégrée sur le Nord

Rapporteur de groupe : Amanda Graham

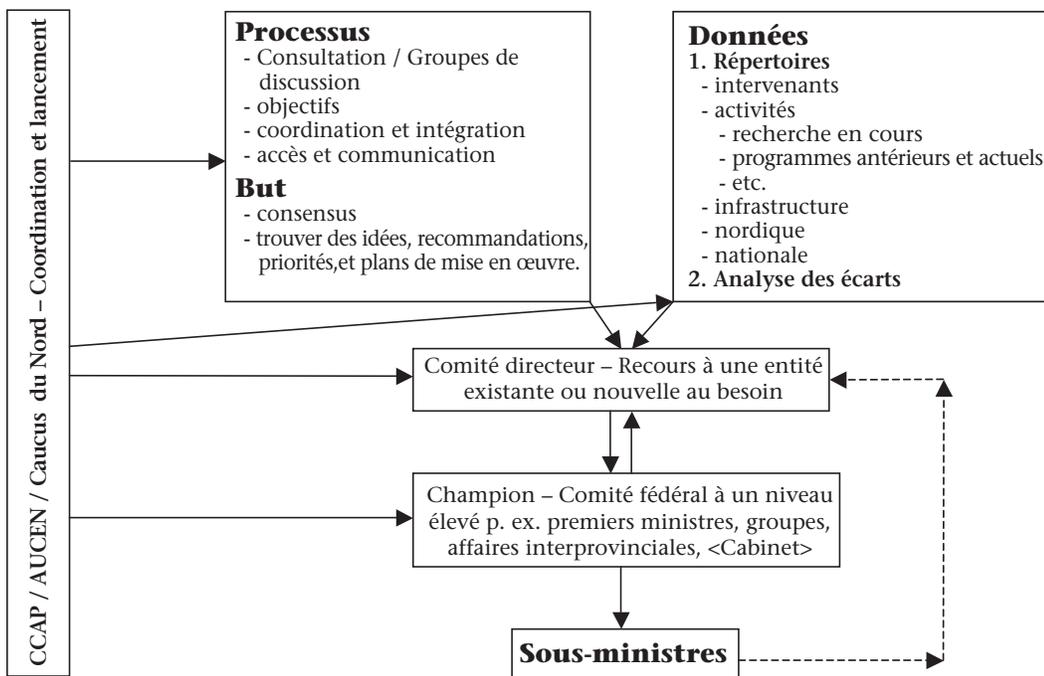
Description de la nature du défi

Remédier à l'absence d'une politique intégrée sur la recherche nordique

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Préparer une proposition sur l'élaboration de la politique (groupes de travail = AUCEN/CCAP/Caucus du Nord (CN)).
2. Obtenir des capitaux de lancement pour le processus d'élaboration de la politique; identifier les principaux intervenants.
3. Garantir la participation de champions; débiter l'établissement d'un consensus (se reporter au diagramme de la page suivante); identifier les champions provenant de chaque ministère; adopter une approche de haut niveau qui dépasse la portée des ministères; communiquer avec les premiers ministres et désigner les groupes de premiers ministres en tant que tribunes où est établie la volonté politique (se reporter au diagramme). Mettre en place un projet de collecte de données à jour qui permettra d'identifier les intervenants, les travaux de recherche en cours, les programmes antérieurs et actuels et l'infrastructure des répertoires. Organiser des rencontres auxquelles participeront des groupes de travail ou de discussion afin de consulter les groupes ayant le plus grand nombre de membres sur la définition des priorités découlant de l'analyse des écarts. Mettre en œuvre un processus parallèle fortifié par les communications entre le comité directeur et le comité organisateur et les champions ayant la volonté politique de définir et de soutenir les processus et la collecte des données. Favoriser la progression du processus aux fins des réalisations nationales dans le cadre de l'API en garantissant une mise en œuvre et des transferts rapides accompagnés de l'adoption de pratiques de haut niveau. Les champions participeront à des tribunes intergouvernementales auxquelles assisteront des dirigeants (Autochtones + territoriaux + fédéraux); l'endroit idéal pour obtenir la participation du milieu politique.
4. Répertoires en voie d'élaboration; analyse des écarts.
5. Consultation; établissement d'un consensus; recommandations du groupe de discussion; définition des priorités.
6. Activités parallèles à la collecte des données et à la définition du processus.
7. Liens du comité directeur définis, établis et renforcés.
8. Champions en contact avec la fonction publique et des groupes tripartites, la CCAP, l'AUCEN, le CN.

Cette figure illustre le processus recommandé afin de remédier à l'absence d'une politique nationale intégrée sur la recherche nordique.



Défi : Connaissances traditionnelles

Rapporteurs de groupe : Lynn Sutherland, Shannon Cooper,
Don Trudeau, Celina Kopak, Alain Cuerer, David Neufeld

Description de la nature du défi

Reconnaître les formes parallèles de savoir et en promouvoir l'égalité.

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Les connaissances traditionnelles englobent les sciences naturelles et sociales ainsi que les lettres et les sciences humaines.
2. Les règlements sur les ressources et les terres des nouveaux arrivants et les utilisations concurrentes des terres ont restreint l'accès à l'université de la Terre. Elle doit être reconnue et de nouveau accessible; esprit des ententes.
3. Comblent le fossé intergénérationnel pour renforcer les enseignements.
4. Reconnaître l'existence et la valeur de l'université de la Terre.
5. Consulter les aînés et les doyens pour reconnaître l'importance des enseignements de chacun.
6. Caractéristiques des activités d'apprentissage à l'université de la Terre :
 - expérimentales – être un participant actif;
 - connaissances ancrées dans la culture;
 - quatre principes directeurs – respect; soins; partage et enseignement.
7. Chaque étudiant devient le messenger des connaissances entre les universités. Le pouvoir qui en découle réside dans les mesures prises par chacun.
8. Les connaissances traditionnelles font partie intégrante du processus décisionnel (conseils de gestion).

Défi : Communautés nordiques saines

Description de la nature du défi

Comment pouvons-nous axer nos efforts sur la santé des communautés nordiques?
(examiner surtout les aspects positifs plutôt que négatifs)

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Il faut assurer de meilleures communications entre les organismes de financement, les communautés et les chercheurs. Pour y parvenir, nous avons besoin d'un mécanisme réaliste.
2. Il faut accroître la portée de la définition de recherche afin d'y intégrer les perspectives et les connaissances des communautés.
3. Les ARUC et l'ACADRE pourraient être de bons modèles d'infrastructure durable et d'établissement des capacités.
4. Reconnaître la nécessité de mener des recherches longitudinales sur la santé qui entraîneront des résultats concrets pour la communauté. Qu'entend-on par la santé individuelle ou une saine communauté?
5. Il faut établir et tenir à jour un dossier sur les ressources monétaires et humaines ainsi que sur les programmes à l'échelle locale, régionale et nationale. Des fonds devront être affectés à la mise en place et au maintien de ce réseau ainsi qu'à la participation à celui-ci.

Défi : Changement climatique

Rapporteur de groupe : Aynslie Ogden

Description de la nature du défi

Méthodes intégrées (c'est-à-dire sciences naturelles et sociales; connaissances locales et traditionnelles)

Nécessité d'avoir accès à l'information pour comprendre le changement (c'est-à-dire surveillance à l'échelle locale et régionale)

Composer avec le changement (c'est-à-dire adaptation, développer une tolérance, nécessité de mettre l'accent sur les solutions et options)

Remue-méninges sur la façon de relever ce défi

1. Stratégie et politique intégrées
 - Rôles des différents organismes
 - Coordination (c'est-à-dire nationale, circumpolaire, à l'échelle du Nord)
 - Diffusion de l'information
 - Options et scénarios – tous n'entrent pas dans le même moule
2. Soutenir les communautés au moment d'adapter les processus décisionnels
 - Établissement de la capacité
 - Outils (c'est-à-dire processus décisionnel à utiliser en cas de doute)
 - Surveillance axée sur les communautés
 - Mécanismes intermédiaires facilitant l'établissement de liens et de partenariats avec les communautés scientifiques
3. Projets pilotes pour les conseils subventionnaires
 - Financement conjoint octroyé à la recherche sur le changement climatique dans le Nord (c'est-à-dire phase II de l'EIBM, tolérance, API)
4. Politiques du gouvernement fédéral : Nouvelle approche
 - Les politiques en vigueur pourraient nuire à l'adaptation.
 - Tirer profit au maximum des ententes internationales et en S et T en vigueur
 - Problèmes liés aux dossiers horizontaux (besoin constant d'assurer la coordination entre les ministères)
5. Nouvelle orientation pour la recherche : Solutions et réponses
 - Adaptation
 - Tolérance des écosystèmes et des communautés
 - Options et scénarios (avenir et solutions possibles)
 - Sciences sociales
 - Liens entre les sciences sociales et naturelles
 - Approches participatives pour la recherche
 - Approches dirigées par les communautés

Défi : Économie du Nord

Groupe de rapporteurs : Heather Myers, Nick Bernard,
Richard Zieba, Chris Fletcher, Jean-Marc Lamothe,
Dave Roddick, David Scott, Benoit Beauchamp, Laurie Chan

Description de la nature du défi

Développer une économie durable et diversifiée

- Diversification
- Mesure
- Choix
- Changement rapide
- Écart entre la gestion traditionnelle et les nouveaux besoins économiques

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Mesurer/établir la portée de l'économie/possibilités/conséquences sociales/évaluation
 - intégrer les valeurs de l'économie traditionnelle à la comptabilité économique
 - exode
 - ressources-- où? capacités?
2. Collaborer avec les communautés afin de faire des choix judicieux
 - Détermination des valeurs
 - Mécanismes institutionnels
 - Gestion de la richesse (locale, territoriale, PN - fonds et redevances de particuliers)
 - Écart entre la gestion traditionnelle et les nouveaux besoins économiques
 - Autres modèles de développement
3. Indicateurs de la viabilité
 - Nature
 - Quels sont ceux qui fonctionnent bien?
4. Établir des liens entre la santé des communautés, les conditions de vie et le changement économique rapide.
5. Études de cas/évaluations/exemples de réussite
 - évaluer la vulnérabilité et la tolérance
 - évaluer le régime de l'IBA
6. Planification et financement transversaux de la recherche par les trois conseils.
7. Élaborer une perspective internationale.

Défi : Enjeux liés aux gens

Description de la nature du défi

Capacité du Nord et participation des jeunes

Remue-méninges sur la façon de relever ce défi

1. Reconnaître l'identité (nordique autochtone)
 - guérison : communauté – jeunes, et chercheurs
2. Établissement intégré de la capacité axée sur les communautés et fondée sur la culture. Vision = assurer son autonomie.
3. Règles d'engagement. Mobilisation, établissement de liens, modèles de comportement, axées sur le Nord (rire et plaisir).
4. Innover sur le plan de l'éducation (ST/GS)
5. Famille de chercheurs, décideurs, conseils, communautés, parole aux jeunes et participation de ceux-ci.
6. Recherche nordique : Élaboration d'une vision à long terme, d'un principe directeur – stratégie - plans d'action.

Défi : Enjeux liés à l'infrastructure des établissements de recherche nordique

Groupe de rapporteurs : Laura Arbour, Robert C. Bailey, Jean-Marie Beaulieu, Martin Bergmann, Larry Carpenter, Ray Case, Terry Dick, Jerry Heal, Jan Horton, Sarah Kalhok, David Macneil, Ginette Thomas, Danielle Trépanier, David Bowen

Description de la nature du défi

Évaluer et restructurer l'infrastructure de la recherche nordique pour faire face aux réalités actuelles et nouvelles.
Caractéristiques du défi :

Physiques

- Technologie de l'information et de la communication
- Transports
- Milieux sociaux (hébergement, salubrité des aliments, etc.)

Humaines

- Logistique
- Réseaux logistiques
- Formation et maintien des compétences

Organisationnelles

- Capacité d'organiser les ressources humaines : « capacité organisationnelle »
- Structures uniformes, durables et à long terme

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

Relever le défi

- Répertoire exhaustif des besoins et des lacunes actuels en matière d'infrastructure.
- Mise en place d'un réseau d'infrastructure qui comprendrait les administrations territoriales, les organismes de revendications territoriales, les Premières nations et les Inuits; les établissements de recherche nordique; les ministères et organismes fédéraux; l'industrie; les ONG, l'AUCEN ; etc.
- Formulation d'une vision de l'infrastructure de recherche nordique.
- Ratification d'accords de partenariats entre le gouvernement, les communautés, les établissements, etc.
- Prévion des besoins à venir.
- Participation des communautés à l'établissement du répertoire, à l'évaluation des besoins et à la définition des orientations futures.
- Recours aux tribunes et structures en place (par exemple organismes intergouvernementaux, etc.).

Défi (II) : infrastructure

- Assurer des ressources durables à long terme pour l'infrastructure.

Idées sur la façon de relever ce défi :

- % de redevances pétrolières
- Changements aux politiques de financement en vigueur, par exemple trois principaux organismes de financement
- Taxe spéciale (industrie?)
- Partenariats (stratégiques et à long terme)
- Recouvrement des coûts
- Crédits internationaux?

Défi : Utilisation durable des ressources renouvelables

Description de la nature du défi

La conservation passe dorénavant par l'utilisation durable des ressources renouvelables (valeurs de la récolte et autre que de la récolte). Il convient d'insister sur le lien solide qui existe entre le défi lié à l'économie des ressources et celui des sciences et de la technologie.

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Analyses et sondages de base portant sur la biodiversité, y compris sur les espèces taxinomiques inconnues, invasives et exotiques {remarquer le lien avec les défis liés aux CI/ST}. « Musée de l'histoire naturelle du Nord ».
2. Il faut mener des recherches écologiques sur les populations puisque bon nombre d'espèces ne sont pas connues. La recherche écologique communautaire n'en est qu'à ses premiers balbutiements, y compris la détermination des CI.
3. Les recherches sur les espèces indicatrices et le suivi de ces recherches ne font que débiter; les processus de surveillance se rapportant aux espèces capturées posent en soi un défi (de grands défis découlent des effets cumulatifs, mais ces derniers ne sont pas connus).
4. Les contingents et les vulnérabilités de la plupart des espèces sont à peine répertoriés, en particulier pour bon nombre d'espèces importantes. Les méthodes de récolte et autres méthodes utilisées actuellement doivent être étudiées.
5. Il faut mener des recherches sur les effets des animaux sauvages en captivité (exploitation de gibier; pisciculture; aquaculture, etc.) et d'autres processus et activités agricoles sur les populations mondiales.

Défi : Enjeux liés à la recherche sur les communautés

Rapporteur de groupe : Jody Walker

Description de la nature du défi

Définir communauté : les gens faisant l'objet de la recherche ou communautés d'intérêts que vous tentez d'aider, autres?

- Assurer la communication entre les générations et les cultures.
- Surmonter les difficultés en réunissant les gens dans le cadre d'une tribune de nature consultative, en élaborant des propositions, en participant à des projets (structure, capacité, proximité).
- Restructuration des programmes de subvention... pas de ressources pour trouver des idées avec les communautés (en raison notamment des coûts de déplacement).

Remue-ménages sur la façon de relever ce défi

1. Innovations – faire preuve de créativité au moment de communiquer; utiliser des techniques de sensibilisation populaires (théâtre, films, etc.).
2. Des représentants de la communauté doivent prendre part au processus décisionnel des conseils, y compris aux décisions stratégiques et financières, aux examens par les pairs et à la diffusion des résultats.
3. Élaborer des documents pédagogiques qui permettront aux formateurs d'adultes de lancer la discussion.
4. Importance d'établir un calendrier et de laisser aux gens (communauté) le temps de comprendre les travaux de recherche menés.
5. Il faut garantir la participation de la communauté dès les premières étapes – la recherche vise véritablement à profiter aux communautés (établir la confiance et la capacité).
6. Il faut concevoir un site Web qui permettra d'afficher les projets de recherche, le nom des chercheurs, les ressources disponibles et les communautés participantes.
7. Mettre à la disposition de toutes les études qui ont été fructueuses. Présenter les meilleures études de cas, en dresser le profil.
8. Les fonds de lancement doivent être suffisants pour permettre la tenue de consultations utiles auprès de la communauté. En d'autres termes, ces consultations ne peuvent avoir lieu en une seule réunion.

Participation/Engagement

- Projets/activités de recherche.
- Utilisation d'un langage clair adapté à la culture.
- Les chercheurs ne sont pas toujours des communicateurs chevronnés.
- Le réseautage en tant qu'outil.
- Recours à des processus interactifs et itératifs fondés sur le dialogue (priorités concernant les premières étapes d'établissement des projets), la conception, la mise en œuvre, la communication des résultats.
- Processus pour regrouper les zones d'intérêt ou les secteurs de préoccupation et pour réunir les communautés et les chercheurs partageant les mêmes intérêts.
- Quels sont les renseignements à la disposition des communautés actuellement pour les aider à déterminer les enjeux, à prendre des décisions judicieuses à leur sujet et à élaborer les solutions?
- Projets à responsabilités partagées.
- Éthique de la recherche-action participative dans le cadre de leurs échanges avec les communautés (déterminer les enjeux).
- Les communautés et les chercheurs peuvent assumer conjointement la responsabilité de la recherche ou la rédaction des résultats.
- Promotion et défense des intérêts – servir d'intermédiaire pour combler les lacunes, faciliter la compréhension des sciences et des processus, au besoin.
- Plans d'action (rédigés en langage clair) – plans d'action communautaires ou régionaux.
- Les organismes régionaux feront fonction de conseiller, dirigeront et coordonneront les projets ainsi que les questions posées au sujet de la recherche.
- Le temps joue un rôle déterminant pour l'établissement de partenariats ou d'engagements et doit être pris en considération dans le cadre du processus de financement.

Activités internationales et participation canadienne :
M. Peter G. Johnson,
président de la Commission canadienne des affaires polaires

M. Johnson, le conférencier pendant le dîner du samedi, a présenté quatre programmes et tribunes pour démontrer le rôle joué par le Canada dans l'octroi de bourses internationales de recherche sur l'Arctique.

Il y a de fortes chances que le Canada ne puisse pas participer comme il se doit à la planification des bourses dans le cadre de l'Année polaire internationale (API), 2007 - 2008. La Commission canadienne des affaires polaires a déjà pris des mesures pour garantir la participation du Canada à l'échelle nationale et internationale. La principale difficulté éprouvée tient à l'absence d'une source centralisée de fonds de planification au Canada. Tout porte à croire que les fonds proviendront de différentes sources, c'est-à-dire des contributions du gouvernement fédéral pour la planification et les bourses fédérales et des contributions des conseils subventionnaires pour les initiatives menées par les universités et collèges. Toutefois, il ne sera pas facile d'obtenir des fonds pour la participation des communautés aux activités de planification. À ce jour, les efforts déployés pour obtenir un soutien en matière de planification ont entraîné bien des frustrations. Cependant, l'University of Alberta a proposé d'accueillir et de soutenir un secrétariat et il est à espérer que les conseils et le gouvernement fourniront des fonds correspondants.

Le Comité international des sciences dans l'Arctique (CISA) parraine une conférence internationale sur la planification de la recherche sur l'Arctique (ICARP II) qui se tiendra à l'automne de 2005 au Danemark. De nombreux thèmes y seront abordés :

- comprendre le couplement des systèmes humains et naturels qui régissent le comportement de l'ensemble du système de l'Arctique;
- identifier les systèmes naturels directeurs présents dans la région arctique sur lesquels repose la compréhension du système global de l'Arctique;
- comprendre les systèmes sociaux fondamentaux des régions de l'Arctique qui influent sur le comportement du système de l'Arctique;
- renforcer la capacité permettant de donner suite aux intérêts sociaux et de mettre en œuvre une série complète de programmes de recherche scientifique dans l'Arctique;
- les sciences de l'Arctique dans l'intérêt public;
- renforcer l'infrastructure et accroître les ressources et le financement pour faciliter la tenue de recherches.

On rédige actuellement le rapport final de l'évaluation des incidences sur le climat de l'Arctique (Arctic Climate Impact Assessment ou ACIA), examen scientifique de l'état du climat

et de la recherche en adaptation menée dans l'Arctique. Il est proposé de lancer la phase II de ce projet afin de se pencher sur les secteurs qui n'ont pas été étudiés comme il se doit pendant la première phase. L'orientation et les activités de la recherche porteront principalement sur les répercussions régionales et économiques, l'évaluation des vulnérabilités, l'amélioration de la qualité des observations, la surveillance à long terme, la modélisation et l'incidence sur la société.

Le Forum sur la recherche nordique (FRN), dialogue international auquel participeront des décideurs, des représentants du monde universitaire et des affaires ainsi que des politiciens, se tiendra à Yellowknife (T.N.-O.) en septembre 2004. Le thème général du dialogue est « La polyvalence du Nord », qui comprendra des sous-thèmes comme les perspectives des dirigeants du Nord, la gouvernance, l'économie et le tourisme au sein des communautés, les projets (abordés au cours d'une des journées du Forum; une série d'enjeux seront traités en petits groupes de discussion) et un festival du film ambulant dans le Nord.

B. Prochaines étapes : Mesures prioritaires

Les animateurs ont demandé aux participants, qui avaient alors rejoint leur groupe original, d'examiner les enjeux ressortis des séances de remue-méninges du matin et d'élaborer des mesures qui pourraient être prises à long terme et au cours de la prochaine année. Après le Dialogue, les animateurs ont classé les réponses fournies, tant les mesures à court qu'à long terme, sous cinq thèmes :

Politique

Charger un comité directeur dans le Nord, avec des représentants de groupes autochtones, d'élaborer une politique intégrée sur la recherche nordique en s'appuyant sur les commentaires formulés par les représentants au sujet des propositions et de la mise en œuvre (coordonner l'élaboration de la politique avec l'Année polaire internationale);

Poursuivre le Dialogue et en élargir la portée en vue d'établir une stratégie sur la recherche nordique qui prévoit l'affectation de fonds suffisants aux instituts de recherche existants;

Encourager les administrations territoriales à élaborer des plans de recherche.

Renforcement de la capacité de recherche et de la participation

Établir un inventaire ou un répertoire Web lié à la recherche nordique qui comprendrait tous les chercheurs, groupes, personnes-ressources et capacités au sein des universités, des gouvernements et des organismes du Nord;

Assurer un financement durable pour la recherche à l'échelle communautaire;

- Mettre en place un processus harmonisé d'attribution des permis pour les chercheurs travaillant dans les territoires;

- Établir des programmes d'échange entre les collèges et les universités pour les étudiants du premier cycle;
- Accéder et consigner les connaissances des aînés (ST) dans les plus brefs délais;
- Désigner des innovateurs dans les écoles pour faire fonction de spécialistes en la matière et leur attribuer des fonds stables afin qu'ils puissent établir des liens avec les étudiants et les chercheurs pendant toute l'année;
- Investir dans la prochaine génération dans les plus brefs délais;
- Faciliter le renforcement des capacités des personnes en place et la participation du Nord à toutes les étapes des projets de recherche sur des enjeux locaux, nationaux et internationaux;
- Encourager la communauté des chercheurs en général à reconnaître la nécessité et la valeur de la culture autochtone du Nord et du ST;
- Construire au moins un établissement pour la tenue d'activités de recherche nordique de haut niveau où il serait possible d'entreposer des bases de données, d'instaurer une bibliothèque, de tenir des réunions, de faire du réseautage;
- Établir un RCE « allégé », c'est-à-dire un réseau de moins grande portée, ou allégé, qui serait plus facile à gérer qu'un RCE ordinaire (réseau de centres d'excellence), afin de faciliter l'établissement de liens entre les installations existantes, les spécialistes et les fournisseurs de fonds.

Priorités en matière de financement et processus décisionnel

- Établir une enveloppe budgétaire stratégique pour les trois organismes subventionnaires, qui sera examinée par les pairs, pour les nouvelles équipes qui mènent des recherches nordiques multidisciplinaires;
- Investir de un à deux millions de dollars pour favoriser la tenue de recherches sur le Nord de grande qualité;
- Élaborer un programme stratégique des trois organismes subventionnaires pour le Nord qui énonce les principes convenus;
- Demander aux organismes qui financent les recherches de mettre l'accent sur les recherches menées dans les territoires ainsi que sur l'importance de présenter les résultats à la communauté, de susciter son intérêt et d'échanger les idées;
- Organiser un examen de la pertinence par la communauté et mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction par la communauté au sujet de l'éthique;
- Examiner les critères relatifs aux propositions de recherche et établir les critères d'évaluation pour garantir qu'ils

reposent sur les besoins du Nord et pour encourager l'intégration du ST aux autres observations scientifiques;

- Encourager la participation des organismes autochtones du Nord aux processus d'examen;
- Établir un groupe d'intérêts pour la recherche nordique par l'entremise de messages convaincants envoyés à tous les Canadiens, coordonné par les trois organismes subventionnaires et les chercheurs;
- Mettre en œuvre des projets pilotes et des mécanismes de financement réservés aux recherches menées par des chercheurs du Nord, qui relèveraient d'un conseil décisionnaire établi dans le Nord;
- Encourager la planification transsectorielle entre les trois organismes subventionnaires;
- Fournir un financement de lancement pour consulter les communautés de chercheurs dès les premières étapes d'élaboration d'un projet;
- Reconnaître les contributions « en nature » des communautés au moment de prendre des décisions relatives au financement;
- S'appuyer sur les modèles de gouvernance fructueux et sur les pratiques exemplaires.

Prochaines étapes dans le cadre du Dialogue

- Communiquer aux dirigeants du Nord, y compris à la communauté autochtone, les messages ressortis de ce Dialogue en leur présentant un rapport d'étape préparé par les trois organismes subventionnaires;
- Demander aux trois organismes subventionnaires de faire rapport sur l'utilisation des renseignements découlant du Dialogue – en particulier, décrire les mesures connexes prises et énoncer une vision à long terme;
- Poursuivre le Dialogue dans d'autres régions du Nord;
- Coordonner la tenue périodique de Dialogues sur la recherche nordique pour garantir la responsabilisation, l'examen des processus et le prolongement utile des idées énoncées précédemment (tous les deux ou quatre ans).

Autres

- Établir un nouveau ministère canadien des affaires circumpolaires.

C. Commentaires de clôture

Les représentants des trois organismes subventionnaires ont fait part de leurs impressions sur les réalisations découlant de cette rencontre. **Isabelle Blain** du CRSNG a d'abord félicité les participants de leur engagement et enthousiasme et a fait remarquer qu'un nouvel « écotone » avait été créé et que celui-ci allait profiter du meilleur des deux « systèmes ».

Elle a ensuite abordé certains des principaux thèmes ressortis au cours des deux derniers jours et demi : la nécessité de renforcer la capacité (des institutions et des gens); l'importance de communiquer les connaissances (ST et scientifiques communiquées dans les deux directions); la nécessité d'assurer une participation communautaire continue; l'utilité de disposer d'une stratégie nationale relativement à la recherche nordique; et le besoin sans cesse croissant de mener des recherches interdisciplinaires.

Elle a en outre précisé que cette activité avait permis d'améliorer la collaboration entre les trois organismes. En effet, une stratégie intégrée en matière de recherche est en voie de germer.

Sur le plan des mesures concrètes qui seront prises par le CRSNG, un rapport sur les diverses activités menées dans le cadre du Dialogue sera acheminé à tous les participants; le CRSNG est résolu à poursuivre le dialogue et, enfin, un plan à l'appui de l'API est en voie d'élaboration.

Daryl Rock du CRSH a remercié les participants de leur travail acharné. Il a précisé que les bailleurs de fonds ont rarement l'occasion de « mettre la main à la pâte ». Il était notamment bien heureux d'avoir pu quitter Ottawa pour quelques jours afin de venir à Whitehorse parler des enjeux touchant le Nord.

Il a passé en revue les trois objectifs de la rencontre et était d'avis qu'ils avaient tous été atteints. Il a, en particulier, promis aux participants que son organisme allait poursuivre le dialogue et qu'un mécanisme à cette fin serait mis sur pied. Il a terminé en soulignant que les trois programmes du CRSH axés sur les partenariats ne seront pas sous-utilisés puisque, en partie, l'issue de cette rencontre en a prouvé l'utilité. De plus, à l'instar d'Isabelle, il était très enthousiaste à l'idée d'accroître la collaboration entre les trois conseils afin de faciliter la réalisation de projets de recherche interdisciplinaire.

En guise de conclusion, Daryl a remercié les autres commanditaires de l'événement : les Affaires indiennes et du Nord canadien, Santé Canada ainsi que Pêches et Océans Canada.

Dr Jeff Reading des IRSC a remercié le personnel ayant participé à l'organisation de cet événement. Il a précisé que certaines inquiétudes avaient été soulevées au sujet du risque que comportait l'organisation d'un tel événement et qu'il était ravi de la réussite incontestée du Dialogue. Il a ajouté qu'il était persuadé que des résultats concrets seraient atteints et que cet événement s'était révélé un modèle à suivre en matière de partenariat.

Pour ce qui est de l'avenir, il a lui aussi pris l'engagement, comme ses deux collègues Daryl et Isabelle, de poursuivre le dialogue.

Les membres du groupe de travail des trois conseils ont remercié les personnes et organismes ayant contribué

à la réussite du Dialogue. Ils ont en particulier remercié les étudiants suivants de leur aide : Katherine Gofton, Melissa Guyot, David Hardie, Kelly McGill et Shannon O'Hara. Ils ont également tenu à reconnaître l'accueil chaleureux de Sally Webber.

L'hôtesse du Dialogue sur la recherche nordique, **Sally Webber**, a conclu la séance en remerciant les membres des trois conseils, l'ainé Stanley James et tous les participants autochtones présents. Puisque ce dialogue doit prendre une « pause temporaire », elle a remercié les participants de leur détermination à établir de « nouveaux liens au sein de l'écotone ».

L'ainé Stanley James a prononcé la prière de clôture.



ANNEXE 3

Comité de planification : Dialogue sur la recherche nordique

Frances Abele	Association universitaire canadienne d'études nordiques
Andrew Applejohn	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Earle Baddaloo	Gouvernement du Nunavut
Jean-Marie Beaulieu	Commission canadienne des affaires polaires
Marty Bergmann	Ministère des Pêches et des Océans
Dave Bowen	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Ray Case	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Jacques Critchley	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Ron DiLabio	Ressources naturelles Canada
Whit Fraser	Inuit Tapiriit Kanatami
Mikhela Jason	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Paula Kirton	Instituts de recherche en santé du Canada
Jennifer Koptie	Instituts de recherche en santé du Canada
Keith Maguire	Conseil des Premières nations du Yukon
Norman Marcotte	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Joan Masterton	Environnement Canada
Ann McMillan	Environnement Canada
Carey Ogilvie	Environnement Canada
Chris Paci	Nation dénée
Daryl Rock	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Dave Roddick	Arctic Athabaskan Council
Clint Sawicki	Northern Research Institute du Collège du Yukon
Oksana Schimnowski	Ministère des Pêches et des Océans
Ginette Thomas	Instituts de recherche en santé du Canada
Danielle Trépanier	Secrétariat du Nord, Santé Canada
Jill Watkins	Affaires indiennes et du Nord canadien
Sally Webber	Collège du Yukon



ANNEXE 4

Liste des participants au Dialogue

Laura Arbour
Assistant Professor, Department of Medical Genetics
University of British Columbia
Tél. : (604) 875-2827
Télé. : (604) 875-2376
Courriel : larbour@cw.bc.ca

Earle Baddaloo
Directeur général
Institut de recherches du Nunavut
Tél. : (867) 979-7279
Télé. : (867) 979-7109
Courriel : ebaddaloo@nac.nu.ca

L'honorable Larry Bagnell, député, Yukon
Chambre des communes
Tél. : (613) 995-0945
Télé. : (613) 995-0945
Courriel : bagnell.l@parl.gc.ca

Robert C. Bailey
Secrétaire-trésorier
Association universitaire canadienne d'études nordiques
Tél. : (519) 661-4022
Cellulaire : (519) 476-3964
Télé. : (519) 661-4022
Courriel : drbob@uwo.ca

Benoit Beauchamp
Commission géologique du Canada (Calgary)
Ressources naturelles Canada
Tél. : (403) 292-7190
Télé. : (403) 292-5377
Courriel : benoit.beauchamp@rncan-nrcan.gc.ca;
bbeauch@rncan-nrcan.gc.ca

Jean-Marie Beaulieu
Directeur des sciences
Commission canadienne des affaires polaires
Tél. : (613) 947-9108
Télé. : (613) 943-8607
Courriel : beaulieuj@polarcom.gc.ca

Andrée Béland
Gestionnaire, programmes d'observation de la Terre
Agence spatiale canadienne
Tél. : (450) 961-9372
Courriel : andree.beland@space.gc.ca

Josée Belisle
Conseillère en réseautage et en innovation – Yukon
Programme d'aide à la recherche industrielle
Conseil national de recherches Canada
Tél. : (867) 393-6828
Cellulaire : (867) 333-1984
Télé. : (867) 668-3511
Courriel : josee.belisle@cnrc-nrc.gc.ca

Robert K. Bell
Président
Comité mixte de gestion de la pêche
Tél. : (306) 425-3136
Télé. : (306) 425-2878
Courriel : robert.bell@rkbell.ca

John Bennett
Directeur de l'information et des communications
Commission canadienne des affaires polaires
Tél. : (613) 947-9108
Courriel : bennettj@polarcom.gc.ca

Martin Bergmann
Directeur, Centre national d'excellence pour la recherche
aquatique dans l'Arctique
Pêches et Océans Canada
Tél. : (204) 983-3776
Télé. : (204) 984-2401
Courriel : bergmannm@mpo-dfo.gc.ca

Nick Bernard
Chargé de recherche
Université Laval
Tél. : (418) 656-2131, poste 8924
Télé. : (418) 656-3023
Courriel : nick.bernard@ciera.ulaval.ca

Steven Bigras
Directeur exécutif
Commission canadienne des affaires polaires
Tél. : (613) 943-8606
Télec. : (613) 943-8607
Courriel : bigrass@polarcom.gc.ca

Richard Binder
Vice-président, Conseil d'administration
Commission canadienne des affaires polaires
Tél. : (613) 943-8605
Courriel : binderr@polarcom.gc.ca

Isabelle Blain
Vice-présidente, Direction des subventions
de recherche et bourses
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada
Tél. : (613) 995-5833
Télec. : (613) 261-5606
Courriel : isabelle.blain@crsng.ca

Bruno Bonneville
Institut sur la gouvernance
Tél. : (613) 562-0092
Cellulaire : (819) 664-5353
Télec. : (613) 562-0097
Courriel : bbonneville@iog.ca

Dave Bowen
Division des sciences de la vie et de la Terre
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada
Tél. : (613) 371-0864
Courriel : dave.bowen@crsng.ca

Mark Buell
Analyste de la politique, Centre Ajunnginiq
Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA)
Tél. : (613) 760-3508
Cellulaire : (613) 796-3969
Télec. : (613) 237-1810
Courriel : mbuell@naho.ca

Larry Carpenter
Président
Conseil consultatif de la gestion de la faune
Tél. : (867) 777-2828, poste 229
Télec. : (867) 777-2610
Courriel : wmacnwt@jointsec.nt.ca; wmac-c@jointsec.nt.ca

Ray Case
Manager, Technical Support, Wildlife and Fisheries Division
Resources, Wildlife and Economic Development
Government of the Northwest Territories
Tél. : (867) 920-8067
Télec. : (867) 873-0293
Courriel : ray_case@gov.nt.ca

Laurie Chan
Professeure agrégée et titulaire d'une chaire de recherche
nordique du CRSNG, Centre d'études sur la nutrition et
l'environnement des peuples autochtones
Université McGill
Tél. : (514) 398-7765
Télec. : (514) 398-1020
Courriel : laurie.chan@mcgill.ca

John Cheechoo
Policy Advisor, Environment Department
Inuit Tapiriit Kanatami
Tél. : (613) 238-8181
Télec. : (613) 233-2116
Courriel : cheechoo@itk.ca

Ian R. Church
Manager, Environmental Assessment Unit, DAP Director
Executive Council Office
Government of Yukon
Tél. : (867) 456-3860
Cellulaire : (867) 333-4693
Télec. : (867) 667-3216
Courriel : ian.church@gov.yk.ca

Laura Commanda
Directrice adjointe
IRSC – Institut de la santé des Autochtones
Tél. : (613) 946-6495
Télec. : (613) 941-1040
Courriel : lcommanda@irsc-cihr.gc.ca

Doris Cook
Gestionnaire de projet, Éthique autochtone
Instituts de recherche en santé du Canada
Tél. : (613) 575-2219
Cellulaire : (613) 858-1587
Télec. : (613) 941-1040
Courriel : dcook@irsc-cihr.gc.ca

Mayor Shanon Cooper
Director
Association of Yukon Communities
Tél. : (867) 668-4388; (867) 996-2317
Courriel : ayc@ayc.yk.ca; mayo@yt.sympatico.ca

Jacques Critchley
Agent de programmes
Programmes stratégiques et initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Tél. : (613) 992-5145
Courriel : jacques.critchley@crsh.ca

Kim Crockatt
Executive Director
Nunavut Literacy Council
Tél. : (867) 983-2678
Cellulaire : (613) 294-6438
Télé. : (867) 983-2614
Courriel : kimcr@polarnet.ca

Alain Cuerrier
Ethnobotaniste
Jardin botanique de Montréal/Institut de recherche
en biologie végétale
Tél. : (514) 872-3182
Télé. : (514) 872-9406
Courriel : alain_cuerrier@ville.montreal.qc.ca

Robert Davidson
Directeur, Programmes et opérations
Fondation canadienne pour l'innovation
Tél. : (613) 996-3109
Cellulaire : (819) 790-9065
Télé. : (613) 943-0923
Courriel : robert.davidson@innovation.ca

Roger De Abreu
Gestionnaire des projets scientifiques, Service canadien des
glaces, Service météorologique du Canada
Environnement Canada
Tél. : (613) 995-5125
Télé. : (613) 996-4218
Courriel : roger.deabreu@ec.gc.ca

Lindsay Dehart
Planning & Research Analyst, Health and Social Services
Government of Yukon
Tél. : (867) 667-3705
Télé. : (867) 667-3096
Courriel : lindsay.dehart@gov.yk.ca

Terry A. Dick
Professeur, Département de zoologie
Université du Manitoba
Tél. : (204) 474-9896
Télé. : (204) 474-7588
Courriel : tadick@cc.umanitoba.ca;
tadick@ms.umanitoba.ca

Bill Doidge
Directeur, Centre de recherche du Nunavik
Société Makivik
Tél. : (819) 964-2951, poste 231
Courriel : b_doidge@makivik.org

Nancy Doubleday
Associate Chair, Department of Geography and
Environmental Studies
Carleton University
Tél. : (613) 520-2600, poste 8370
Télé. : (613) 520-4301
Courriel : nancy_doubleday@carleton.ca

Marianne Douglas
Associate Professor, Department of Geology
University of Toronto
Tél. : (416) 978-3709
Télé. : (416) 978-3938
Courriel : msvd@geology.utoronto.ca

Lori Duncan
Director, Health
Council of Yukon First Nations
Courriel : lduncan@cyfn.net

Claire Eamer
Yukon Coordinator, C-CIARN North
Northern Climate ExChange, Northern Research Institute
Tél. : (867) 668-8862
Télé. : (867) 668-8734
Courriel : ceamer@yukoncollege.yk.ca

Norman Alexander Easton
Lecturer in Anthropology and Northern Studies
Yukon College
Tél. : (867) 668-8770
Télé. : (867) 668-8805
Courriel : neaston@yukoncollege.yk.ca

Lynn Echevarria
Women's Studies, Department of Arts and Sciences
Yukon College
Tél. : (867) 668-8866
Télé. : (867) 668-8805
Courriel : lechevar@yukoncollege.yk.ca

Grace Egeland
Titulaire d'une chaire de recherche du Canada, Centre d'études
sur la nutrition et l'environnement des peuples autochtones
Université McGill
Tél. : (514) 398-8642
Télé. : (514) 398-7739
Courriel : egeland@macdonald.mcgill.ca

John England
Professor & NSERC Northern Chair
Earth and Atmospheric Sciences
University of Alberta
Tél. : (780) 492-5673
Télé. : (780) 492-2030
Courriel : john.england@ualberta.ca

Christopher Fletcher
Professor, Department of Anthropology
University of Alberta
Tél. : (780) 492-0133
Télé. : (780) 492-5273
Courriel : christopher.fletcher@ualberta.ca

Martin Fortier
Directeur exécutif
ArcticNet (Réseaux de centres d'excellence)
Tél. : (418) 656-5233
Télé. : (418) 656-2339
Courriel : martin.fortier@giroq.ulaval.ca

Christopher Furgal
Codirecteur, Centre Nasivvik pour la santé des Inuits
et les changements environnementaux
Centre de recherche du CHUL
Université Laval
Tél. : (418) 650-5115, poste 5260
Cellulaire : (418) 576-2775
Télé. : (418) 654-3132
Courriel : christopher.furgal@crchul.ulaval.ca

Nancy Gibson
Directrice scientifique
Institut circumpolaire canadien
Tél. : (780) 492-3883
Télé. : (780) 492-1153
Courriel : nancy.gibson@ualberta.ca

Katherine Gofton
Agente de recherche
IRSC – Institut de la santé des Autochtones
Tél. : (416) 978-0962
Télé. : (416) 946-8055
Courriel : k.gofton@utoronto.ca

Amanda Graham
Yukon College
Tél. : (867) 668-8773
Courriel : agraham@yukoncollege.yk.ca

John Graham
Directeur
Institut sur la gouvernance
Tél. : (613) 562-0092, poste 231
Télé. : (613) 562-0097
Courriel : jgraham@iog.ca

Melissa Guyot
Étudiante, nutrition humaine
Université McGill
Tél. : (514) 258-7711
Courriel : melissa_guyot@hotmail.com

Elizabeth Hanson
Directrice générale régionale, Région du Yukon
Affaires indiennes et du Nord Canada
Tél. : (867) 667-3300
Courriel : hansone@inac.gc.ca

David Hardie
Graduate Student, Department of Biology
Dalhousie University
Tél. : (902) 494-6279
Télé. : (902) 494-3736
Courriel : dhardie@dal.ca

Peter Harrison
Chargé d'études principal, Océans
Conseil national de recherches du Canada
Tél. : (613) 990-6982
Télé. : (613) 952-4569
Courriel : peter.harrison@cnrc-nrc.gc.ca

Kelly Hayes
Executive Director
Yukon Fish and Wildlife Management Board
Tél. : (867) 667-5935
Télé. : (867) 393- 6947
Courriel : khayes@yknet.ca

Jerry Heal
Senior Planner, Department of Energy, Mines and Resources
Government of Yukon
Courriel : jerry.heal@gov.yk.ca

Aileen Horler
Wildlife Management Advisory Council (North Slope)
Tél. : (867) 633-5476
Télé. : (867) 633-6900
Courriel : wmacns@web.ca

Meg Horn
Senior Planner, Department of Economic Development
Government of Yukon
Courriel : meg.horn@gov.yk.ca

Jan Horton
Coordinator, Primary Health Care Transition Fund, Health
and Social Services
Government of Yukon
Tél. : (867) 667-5695
Courriel : jan.horton@gov.yk.ca

Jeff Hunston
Manager, Heritage Resources Unit, Cultural Service Branch
Tourism & Culture
Government of Yukon
Courriel : jeff.hunston@gov.yk.ca

Stanley James
Aîné, Première nation de Carcross/Tagish
Tél. : (867) 821-4371

Mikhela Jason
Planificatrice d'événements –
Dialogue sur la recherche nordique
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada
Tél. : (613) 995-2593
Télé. : (613) 590-9952
Courriel : mikhela@rogers.com

Karla Jessen Williamson
Executive Director, Arctic Institute of North America
University of Calgary
Tél. : (403) 220-7516
Télé. : (403) 282-4609
Courriel : wkjessen@ucalgary.ca

Peter G. Johnson
Président
Commission canadienne des affaires polaires
Tél. : (613) 562 5800, poste 1061
Télé. : (613) 562 5145
Courriel : peterj@uottawa.ca

Margaret Johnston
Director, School of Outdoor Recreation, Parks and Tourism
Lakehead University
Tél. : (807) 343-8377
Télé. : (807) 346-7836
Courriel : margaret.johnston@lakeheadu.ca;
mejohnst@lakeheadu.ca

Sarah Kalhok
Gestionnaire, projets spéciaux
Institut de recherche Aurora
Tél. : (867) 777 4628
Télé. : (867) 777 4264
Courriel : sarah_kalhok@gov.nt.ca

Paula Kirton
Spécialiste des partenariats, Secteur public, Partenariats
Instituts de recherche en santé du Canada
Tél. : (613) 941-0199
Courriel : pkirton@irsc-cihr.gc.ca

Celina Kopak
Language and Culture Program Student
Nunavut Arctic College
Tél. : (867) 979-7293
Télé. : (867) 979-7201
Courriel : ckopak@nac.nu.ca

Jennifer Koptie
Agente de projets, Recherche dans les régions rurales et du Nord
Instituts de recherche en santé du Canada
Tél. : (613) 858-9918
Courriel : jkoptie@irsc-cihr.gc.ca

Jean-Marc Lamothe
Conseiller, Bureau du directeur général
Institut de recherche en construction
Conseil national de recherches Canada
Tél. : (613) 993-9757
Télé. : (613) 941-0822
Courriel : jean-marc.lamothe@cnrc-nrc.gc.ca

Donald S. Lemmen
Directeur exécutif par intérim, Direction des impacts
et de l'adaptation liés au changement climatique,
Secteur des sciences de la Terre
Ressources naturelles Canada
Tél. : (613) 992-5861
Télé. : (613) 992-0190
Courriel : dlemmen@rncan-nrcan.gc.ca

David Macneil
Directeur, Relations réseaux
CANARIE
Tél. : (613) 944-5602, (506) 451-6965
Télé. : (506) 451-6976
Courriel : david.macneil@canarie.ca

Keith Maguire
Circumpolar Relations
Council of Yukon First Nations
Tél. : (867) 393-9200
Courriel : kmaguire@cyfn.net

Norman Marcotte
Directeur, Division des sciences de la vie et de la Terre
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada
Tél. : (613) 947-2075
Courriel : norman.marcotte@crsng.ca

Jim McDonald
Vice-président
Association universitaire canadienne d'études nordiques
Tél. : (250) 960-6688
Télé. : (250) 960-5545
Courriel : mcdonald@unbc.ca

Kelly McGill
Student
Yukon College
Tél. : (867) 393-3562
Télé. : (867) 668-8805
Courriel : nri@yukoncollege.yk.ca; niyatlin@hotmail.com

Shelagh Montgomery
Cumulative Effects Programme Director
Canadian Arctic Resources Committee
Tél. : (867) 873-4715
Télé. : (867) 920-2685
Courriel : smontgomery@theedge.ca

Dave Mossop
Biodiversity Assessment and Monitoring Project
Yukon College
Tél. : (867) 668-8736
Télé. : (867) 669-8805
Courriel : dmossop@yukoncollege.yk.ca

Yves Mougeot
Directeur, Programmes de subventions de recherche
et de diffusion de la recherche
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Tél. : (613) 992-3145
Télé. : (613) 992-1787
Courriel : yves.mougeot@crsh.ca

Heather M. Myers
Associate Professor, International Studies
Northern Coordinator
University of Northern British Columbia
Tél. : (250) 960-6481
Télé. : (250) 960-5545
Courriel : myers@unbc.ca

David C. Natcher
Department of Anthropology and Director
Liberal Studies Program
University of Alaska Anchorage
Tél. : (907) 786-6452
Télé. : (907) 786-6850
Courriel : afdcn@uaa.alaska.edu

David Neufeld
Historien, Yukon et Arctique de l'Ouest
Parcs Canada – Centre de services de l'Ouest du Canada
Tél. : (867) 667-3913
Télé. : (867) 393-6701
Courriel : dave.neufeld@pc.gc.ca

Fiona O'Donoghue
Assistant Professor, Faculty of Education
University of Prince Edward Island
Tél. : (902) 566-0351, (902) 672-3487
Télé. : (902) 566-0416
Courriel : fodonoghue@upei.ca

Aynsliie Ogden
Northern Climate ExChange
Yukon College
Tél. : (867) 668-8735
Télé. : (867) 668-8734
Courriel : aogden@yukoncollege.yk.ca

Carey Ogilvie
Coordonnateur national, Écosystèmes du Nord
Affaires du Nord
Environnement Canada
Tél. : (867) 669-4737
Télé. : (867) 873-8185
Courriel : carey.ogilvie@ec.gc.ca

Chris Paci
Manager, Advisor
Dene Nation, Arctic Athabaskan Council-Canada
Tél. : (867) 873-4081
Cellulaire : (867) 444-3949
Télé. : (867) 920-2254
Courriel : cpaci@denenation.com

Mark Raizenne
Directeur de projet, Influences de l'environnement
sur la santé, IRSC
Santé Canada
Courriel : mraizenne@irsc-cih.gc.ca

Jeff Reading
Directeur scientifique
IRSC – Institut de la santé des Autochtones
Tél. : (416) 946-5634
Cellulaire : (416) 409-9375
Télé. : (416) 946-8055
Courriel : jreading@uvic.ca; tb.jacobs@utoronto.ca

Daryl Rock
Directeur, Division des programmes stratégiques
et des initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Tél. : (613) 992-3027
Courriel : daryl.rock@crsh.ca

David Roddick
Senior Advisor
Arctic Athabaskan Council
Tél. : (867) 393-9237
Télé. : (867) 668-6577
Courriel : droddick@cyfn.net; dave_roddick@hotmail.com

Clint Sawicki
Coordinator
Northern Research Institute
Tél. : (867) 668-8772
Télé. : (867) 668-8805
Courriel : csawicki@yukoncollege.yk.ca

Ed Schultz
Grand Chief
Arctic Athabaskan Council
Courriel : eschultz@cyfn.net

David J. Scott
Gestionnaire, Programme de mise en valeur des ressources
du Nord, Commission géologique du Canada
Ressources naturelles Canada
Tél. : (613) 992-3218
Télé. : (613) 995-7322
Courriel : david_j.scott@rncan-nrcan.gc.ca;
djscott@rncan-nrcan.gc.ca

Lauren Small
Gestionnaire, Relations internationales
Observation de la Terre et affaires environnementales
Agence spatiale canadienne
Tél. : (450) 926-4329, poste 68
Télé. : (450) 926-4362
Courriel : lauren.small@space.gc.ca

Laura Spicer
Spécialiste de l'environnement, Services de financement
Affaires indiennes et du Nord Canada
Tél. : (867) 667-3326
Télé. : (867) 667-3387
Courriel : spicerl@ainc-inac.gc.ca

Adrian Tanner
Honorary Research Professor, Department of Anthropology
Memorial University of Newfoundland
Tél. : (709) 737-8868
Télé. : (709) 737-8686
Courriel : atanner@mun.ca

Frank James Tester
Associate Professor, School of Social Work and Family Studies
University of British Columbia
Tél. : (604) 738-1013
Télé. : (604) 822-8656
Courriel : ftester@interchange.ubc.ca

Ginette Thomas
Directrice, Initiative de recherche dans les régions rurales
et du Nord, Initiatives transsectorielles
Instituts de recherche en santé du Canada
Tél. : (613) 954-0616
Télé. : (613) 715-3071
Courriel : gthomas@irsc-cihr.gc.ca

Jon Thorleifson
Direction – Sciences et technologie (Maritime)
Recherche et développement pour la défense Canada
Tél. : (613) 995-5753
Télé. : (613) 990-1205
Courriel : jon.thorleifson@rddc-drdc.gc.ca

Danielle Trépanier
Analyste de la recherche, Secrétariat du Nord
Santé Canada
Tél. : (613) 952-8614
Télé. : (613) 954-9935
Courriel : danielle_trepanier@sc-hc.gc.ca

Don Trudeau
Ainé, Première nation de Selkirk
Tél. : (867) 537-3331
Télé. : (867) 537-3902
Courriel : dtrudeau@northwestel.net

Jay Van Oostdam
Conseiller en épidémiologie, Programme de la sécurité des
milieux, Division de la gestion des matières toxiques
Santé Canada
Tél. : (613) 941-3570
Télé. : (613) 941-9238
Courriel : jay_van_oostdam@sc-hc.gc.ca

Jody Butler Walker
Principal
Yukon Public Health, J.B. Walker & Associates Consulting
Tél. : (867) 393-3036
Télé. : (867) 668-5543
Courriel : walkerrj@internorth.com

Jill Watkins
Spécialiste de l'environnement, Direction de la recherche
sur les sciences et les contaminants
Affaires indiennes et du Nord
Tél. : (819) 997-0663
Télé. : (819) 953-9066
Courriel : watkinsj@ainc-inac.gc.ca

Sally Webber
President
Yukon College
Tél. : (867) 668-8704
Télé. : (867) 668-8896
Courriel : swebber@yukoncollege.yk.ca

Brent B. Wolfe
Assistant Professor and NSERC Northern Research Chair
Department of Geography and Environmental Studies
Wilfrid Laurier University
Tél. : (519) 884-0710, poste 3470
Télé. : (519) 725-1342
Courriel : bwolfe@wlu.ca

Kue Young
Professor, Department of Public Health Sciences and CIHR
Senior Investigator
University of Toronto
Tél. : (416) 978-6459
Cellulaire : (416) 436-9876
Télec. : (416) 978-8299
Courriel : kue.young@utoronto.ca

JoAnne Zamparo
Associate Professor,
Centre for Rural and Northern Health Research
Lakehead University
Tél. : (807) 343-8972
Télec. : (807) 346-7727
Courriel : joanne.zamparo@lakeheadu.ca;
jzamparo@lakeheadu.ca

Richard Zieba
Senior Economist, Investment and Economic Analysis
Division, Resources, Wildlife and Economic Development
Government of the Northwest Territories
Tél. : (867) 920-3185
Télec. : (867) 873-0101
Courriel : richard_zieba@gov.nt.ca

ANNEXE 5

Liste des interviewés

Andrew Applejohn
Directeur
Aurora Research Institute, T.N.-O.

L'honorable Larry Bagnell
Député, Yukon

Yves Bégin
Directeur
Département de géographie et Centre d'études nordiques
Université Laval

Mark Bisby
Vice-président, Recherche
Instituts de recherche en santé du Canada

Mark Buell
Analyste des politiques
Centre Ajunnginiq
Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA)

Dave Bowen
Division des sciences de la vie et de la Terre
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada

Laurie Chan
Professeur agrégé et titulaire d'une chaire
de recherche nordique du CRSNG
Centre for Indigenous Peoples' Nutrition
and Environment (CINE)
Université McGill

Jacques Critchley
Agent de programme
Programmes stratégiques et initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Robert Davidson
Directeur
Programmes et opérations
Fondation canadienne pour l'innovation

Claire Eamer
Coordonnatrice au Yukon
C-CIARN North
Centre d'échange sur le climat nordique
Institut de recherche nordique

Chris Furgal
Codirecteur
Centre Nasivvik pour la santé des Inuits
et les changements environnementaux
Centre de recherche du CHUL
Université Laval

Nancy Gibson
Directrice scientifique
Institut circumpolaire canadien

Janet Halliwell
Vice-présidente exécutive
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Peter Harrison
Chargé d'études principal, Océans
Conseil national de recherches du Canada

David Hik
Directeur exécutif
Secrétariat canadien de l'API

Peter Johnson
Président
Commission canadienne des affaires polaires

Sarah Kalhok
Conseillère scientifique principale pour le Nord
Direction de la recherche sur les sciences
et les contaminants dans le Nord
Affaires indiennes et du Nord Canada

Paula Kirton
Spécialiste des partenariats, Secteur public, Partenariats
Instituts de recherche en santé du Canada

Norman Marcotte
Directeur
Division des sciences de la vie et de la Terre
Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie du Canada

Craig McNaughton
Agent principal de programme
Programmes stratégiques et initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Daryl Rock
Directeur
Division des programmes stratégiques
et des initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

David Scott
Gestionnaire
Programme de mise en valeur des ressources du Nord
Commission géologique du Canada
Ressources naturelles Canada

Ginette Thomas
Directrice
Initiative de recherche dans les régions rurales et du Nord,
Initiatives transsectorielles
Instituts de recherche en santé du Canada

Mary Ellen Thomas
Directrice générale par intérim
Institut de recherches du Nunavut

Sally Webber
Présidente
Collège du Yukon